REPUBLIQUE DU NIGER

ENQUETE CONJOINTE SUR LA VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES AU NIGER (décembre 2014 - janvier 2015)

INS - SAP avril 2015

Avec l'appui technique et/ou financier de :

WFP wfp.org/fr

PNUD NIGER

FAO FIAT PANIS

Save the Children

FEWS NET FAMINE EARLY WARNING SYSTEMS NETWORK

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX 4
LISTE DES GRAPHIQUES 7
SIGLES ET ABREVIATIONS 9
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION 10
II. OBJECTIFS, METHODOLOGIE ET LIMITES DE L'ENQUETE 12
2.1. OBJECTIFS 12
2.1.1. Objectif général 12
2.1.2. Objectifs spécifiques 12
2.2. RESULTATS ATTENDUS 12
2.3. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE 13
2.3.1. Définition des concepts utilisés 13
2.3.1.1. Sécurité alimentaire 13
2.3.1.2. Disponibilité 13
2.3.1.3. Accessibilité: 14
2.3.1.4. Utilisation 14
2.3.1.5. Insécurité alimentaire 14
2.3.1.6. Vulnérabilité alimentaire 15
2.3.1.7. Zone de Dénombrement (ZD) 15
2.3.1.8. Ménage 15
2.3.2. Echantillonnage 16
2.3.2.1. Couverture géographique 16
2.3.2.2. Taille de l'échantillon 16
2.3.2.3. Sélection des grappes (premier degré de sondage) 16
2.3.2.4. Sélection des ménages (deuxième degré de sondage) 16
2.3.3. Outils de collecte 17
2.3.3.1. Questionnaire "ménage" 17
2.3.3.2. Questionnaire "village" 17
2.3.3.3. Fiche de dénombrement 17
2.3.4. Collecte et exploitation des données 17
2.3.4.1. Collecte des données 17
2.3.4.2. Saisie et traitement des données 18
2.4. LIMITES DE L'ETUDE 18
III. VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES EN MILIEU RURAL 19
3.1. ESTIMATION DES PERSONNES EN INSECURITE ALIMENTAIRE 19
3.2. LOCALISATION DES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE EN MILIEU RURAL 20
3.2.1. Au niveau régional 20
3.2.2. Au niveau des départements 20
3.3. EVOLUTION DE LA VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE DES POPULATIONS 22
3.4. SITUATION ALIMENTAIRE ET CARACTERISTIQUES SOCIOECONOMIQUES 23
3.4.1. Situation alimentaire selon le sexe du chef de ménage 23
3.4.2. Situation alimentaire selon le statut matrimonial du chef de ménage 24
3.4.3. Situation alimentaire selon l'activité principale du chef de ménage 25
3.4.4. Situation alimentaire selon la possession d'animaux 25
3.5. STRATEGIES DES MENAGES EN MILIEU RURAL 26
3.5.1. Analyse des stratégies selon la gravité 26
3.5.2. Nombre de repas collectifs pris par jour dans le ménage 27
3.5.3. Nombre de repas pris par les enfants âgés de 1 à 5 ans 27
3.5.4. Indice des stratégies d'adaptation et son évolution 28
3.6. ENDETTEMENT DES MENAGES 29
3.6.1. Recours à l'endettement 29
3.6.2. Niveau et nature de l'endettement 30

3.7. MIGRATION DURANT LES DOUZE DERNIERS MOIS 31
3.7.1. Origine et destination des Migrants 31
3.7.2. Migration, insécurité alimentaire et transferts d'argent 34
3.7.3. Appréciation de l'évolution des transferts par les ménages 36
3.8. CONSOMMATION ET DIVERSITE ALIMENTAIRE DES MENAGES 38
3.8.1. Score de consommation alimentaire 38
3.8.2. La diversité alimentaire à l'échelle ménage (HDDS) 39
3.8.3. La fréquence de consommation d'aliments selon le groupe 41
3.9. PROFIL D'INSECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES EN MILIEU RURAL 44
3.10. RESERVES ALIMENTAIRES ET DE SEMENCES DES MENAGES 47
3.10.1. Réserves alimentaires des ménages 47
3.10.2. Disponibilité et type de semences 49
3.10.2.1. Disponibilité de semences 49
3.10.2.2. Types de semences disponibles 50
3.11. REVENUS ET SOURCES DES REVENUS DES MENAGES 51
3.11.1. Revenu mensuel moyen 51
3.11.2. Sources de revenu 52
3.12. DEPENSES DES MENAGES ET LEURS STRUCTURES PAR POSTES 56
3.13. PROGRAMMES D'INTERVENTION AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS ... 60
3.14. SITUATION ALIMENTAIRE DES ENFANTS DE 6 A 23 MOIS 62
3.14.1. Alimentation des enfants de 6 à 8 mois 62
3.14.2. Diversité de la consommation alimentaire chez les enfants de 6 à 23 mois 65
3.15. SITUATION NUTRITIONNELLE DES ENFANTS DE 6 A 23 MOIS SELON LE MUAC 67
IV. APPRECIATION QUALITATIVE DE LA VULNERABILITE A L'INSECURUITE ALIMENTAIRE AU NIVEAU DES VILLAGES 70
4.1. LES CHOCS 70
4.2. LES PRIORITES DES VILLAGES 71
4.3. LES INFRASTRUCTURES 74
4.4. LA SITUATION PASTORALE DANS LES VILLAGES 75
4.5. SITUATION DES MARCHES CEREALIERS 76
4.6. VENTE DE LA PRODUCTION CEREALIERE 77
4.7. SITUATION DES MARCHES A BETAIL 78
4.7.1. Prix des animaux 78
4.7.2. Offre des animaux 79
4.7.3. Offre d'aliments bétail 79
4.7.4. Prix aliments bétail 80
4.8. APPRECIATION QUALITATIVE DE LA SITUATION ALIMENTAIRE DES VILLAGES 81
4.9. APPRECIATION DE LA SITUATION NUTRITIONNELLE DANS LES VILLAGES 81
4.10. DISPOSITIF COMMUNAUTAIRE D'ALERTE DANS LES VILLAGES 84
4.11. TRANSHUMANCE 84
4.11.1. Transhumance extraterritoriale 84
4.11.2. Transhumance locale 85
V. PERSPECTIVES DE LA SITUATION ALIMENTAIRE 87
5.1. HYPOTHESES DE BASE 87
5.2. SITUATION ALIMENTAIRE PROJETEE EN MAI 2015 89
VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS 90
ANNEXES 92
LISTE DE PERSONNES AYANT PARTICIPE A LA REDACTION DE CE RAPPORT 118

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition de la population rurale selon le niveau d'insécurité alimentaire 19
Tableau 2 : Proportion de personnes par région selon la classe d'insécurité alimentaire 20
Tableau 3 : Variation de la proportion de la population par rapport à la classe d'insécurité alimentaire 23
Tableau 4: Répartition de la population (en %) selon les caractéristiques socioéconomiques des chefs de ménages par classe d'insécurité alimentaire 25
Tableau 5 : Répartition en % des ménages dont le nombre de repas pris par jour actuellement a changé par rapport d'habitude 27
Tableau 6: Répartition en % des ménages selon le nombre de repas pris par jour par les enfants de 1 à 5 ans 27
Tableau 7: Répartition des ménages selon la migration de leurs membres durant les douze derniers mois 31
Tableau 8 : Répartition des ménages par classe d'insécurité selon la migration de leurs membres au cours des 12 derniers mois **(%)** 32
Tableau 9 : Proportion des ménages par nombre des migrants selon la destination.. 32
Tableau 10 : Pourcentage de ménages par région selon la destination des migrants 32
Tableau 11 : Nombre de ménages dont le chef a migré et leur proportion 33
Tableau 12 : Pourcentage de ménages par classe d'insécurité alimentaire selon la migration du chef de ménage 33
Tableau 13 : Répartition des ménages selon la durée de migration saisonnière 33
Tableau 14 : Répartition en % des ménages selon la durée de migration saisonnière par région 34
Tableau 15 : Répartition des ménages ruraux par région selon le montant annuel moyen des transferts 35
Tableau 16 : Montant moyen annuel du transfert monétaire reçu par ménage selon la classe d'insécurité alimentaire 35
Tableau 17 : Montant moyen des transferts monétaires reçus suivant les tranches d'âge des migrants et le nombre de personnes ayant migré 36
Tableau 18 : Répartition (en%) des ménages ayant enregistré des migrants selon l'évolution du montant total des transferts reçus au cours des 12 derniers mois par rapport à leur niveau habituel 36
Tableau 19 : Répartition des ménages selon l'appréciation de l'évolution des transferts reçus par classe d'insécurité alimentaire 37
Tableau 20: Proportion des ménages selon la durée des stocks alimentaires par région (%) 49
Tableau 21 : Revenu mensuel moyen par ménage et par personne selon la classe d'insécurité alimentaire en francs CFA 51
Tableau 22 : Proportion des ménages selon la première source de revenu monétaire (%) 52
Tableau 23 : Classement des sources de revenu monétaire des ménages selon leur importance (%) 53
Tableau 24 : Proportion des ménages selon les sources de revenu monétaire et la classe d'insécurité alimentaire 54
Tableau 25 : Dépenses mensuelles totales et composantes par ménages, par personne et par jour selon le niveau de l'insécurité alimentaire. 56
Tableau 26 : Part des types d'aliments (%) dans le budget consacré à l'alimentation par types d'aliments selon le niveau d'insécurité alimentaire 59

Tableau 27: Proportion des ménages bénéficiaires des transferts sociaux selon les classes de d'insécurité alimentaire (%) 60
Tableau 28 : Proportion des ménages (%) par classes d'insécurité alimentaire selon l'utilisation des ressources issues des transferts sociaux 61
Tableau 29 : Proportion (%) des enfants âgés de 6 à 8 mois selon l'alimentation de complément les dernières 24 heures avant l'enquête par classe d'insécurité alimentaire. 62
Tableau 30 : Proportion des villages selon les problèmes actuels auxquels ils font face par régions 72
Tableau 31 : Catégories des ménages affectées par les problèmes selon les régions 73
Tableau 32 : pourcentage des villages par type d'assistance aux ménages vulnérables selon les régions (%) 73
Tableau 33 : proportion des villages possédant des infrastructures par région (%) 74
Tableau 34 : distance moyenne (km) selon les infrastructures par région 75
Tableau 35 : Proportion des villages par les régions selon l'appréciation faite de l'état du pâturage (%) 75
Tableau 36 : Proportion des villages par région selon l'appréciation du mouvement et de la concentration des animaux (%) 76
Tableau 37 : Proportion des villages selon l'appréciation des prix des céréales par région par rapport au même mois de l'année passée. 76
Tableau 38 : Proportion des villages selon la part de la production céréalière mise sur les marchés en moyenne 77
Tableau 39 : Proportion des villages selon l'appréciation du niveau des prix de bétail par rapport au même mois de l'année passée. 78
Tableau 40 : Proportion des villages selon l'appréciation du niveau de l'offre de bétail sur les marchés par région 79
Tableau 41 : Proportion des villages selon l'appréciation du niveau de l'offre des aliments bétail sur les marchés par région 80
Tableau 42 : Proportion des villages selon l'appréciation du niveau des prix des aliments bétail par rapport au même mois de l'année passée par région. 80
Tableau 43 : Proportion des villages selon l'appréciation de la situation alimentaire par rapport au même mois de l'année passée par région 81
Tableau 44 : Proportion des villages selon l'appréciation de la situation du nombre des enfants malnutris dans les villages par rapport au même mois de l'année passée par régions 82
Tableau 45 : Proportion des villages selon la fréquentation des centres de récupération nutritionnelle par les enfants malnutris par région 82
Tableau 46 : Proportion des villages selon le niveau de fréquentation des centres de récupération nutritionnelle par les enfants malnutris qui en fréquentent par région .. 83
Tableau 47 : Proportion des villages selon l'appréciation de la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans par rapport au même mois de l'année passée par région 83
Tableau 48 : Proportion des villages ayant un dispositif communautaire d'alerte par régions 84
Tableau 49 : Proportion des villages selon l'appréciation de la transhumance extraterritoriale entrante par région 85
Tableau 50 : Proportion des villages selon l'appréciation de la transhumance extraterritoriale sortante par régions 85
Tableau 51 : Proportion des villages selon l'appréciation de l'évolution de la transhumance locale entrant par région 86
Tableau 52 : Proportion des villages selon l'appréciation de l'évolution de la transhumance locale sortant selon les régions 86
Tableau 53 : (Projection pour le mois de mai 2015) Proportion de personnes par région selon la classe d'insécurité alimentaire (sans la région de Diffa) 89

Tableau 54 : (Projection pour le mois de mai 2015) Population en insécurité alimentaire dans la région de Diffa en mai 2015 89

ANNEXES

Tableau 55 : Répartition de l'échantillon 92
Tableau 56 : Prévalence de l'insécurité alimentaire en milieu rural par département95
Tableau 57 : Répartition de la population selon la classe d'insécurité alimentaire et le statut matrimonial du chef de ménage en milieu rural 96
Tableau 58 : Proportion des ménages ayant des migrants par département (en %) . 97
Tableau 59 : Proportion des ménages par départements selon la disponibilité de stock alimentaire 99
Tableau 60 : Proportion des ménages par département selon la durée de stock alimentaire (en %) 101
Tableau 61 : Proportion des ménages par département selon la disponibilité des semences pour la prochaine campagne agricole (en %) 103
Tableau 62 : Répartition des ménages (en %) selon la classe d'insécurité alimentaire et le type de semences disponibles 104
Tableau 63 : Proportion des ménages par région selon la disponibilité des semences 105
Tableau 64 : Proportion (%) des enfants âgés de 6 à 8 mois selon l'alimentation de complément les dernières 24 heures avant l'enquête par région 105
Tableau 65 : Proportion (%) des enfants âgés de 6 à 8 mois selon l'alimentation de complément les dernières 24 heures avant l'enquête par département 106
Tableau 66 : Proportion des enfants de 6 à 24 mois selon la diversité alimentaire par région en milieu rural (en %) 107
Tableau 67 : Proportion de ménages par département selon la classe du score de consommation Alimentaire (%) 108
Tableau 68 : Proportion de ménages par département selon la classe du score de diversité alimentaire au niveau ménage (en %) 110
Tableau 69 : Proportion des ménages par département selon le type de stratégie développée (%) 112
Tableau 70 : Proportion (%) de ménages par département selon la classe de la part de leurs dépenses alimentaires 114
Tableau 71 : Proportion des villages selon les mois pendant lesquels la vente de la production céréalière est la plus importante (%) 115
Tableau 72 : (Projection pour le mois de mai 2015) Prévalence de l'insécurité alimentaire en milieu rural par département (sans les départements de la région de Diffa) 116

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition de la population rurale selon la classe d'insécurité alimentaire en janvier 2015 19
Graphique 2: Evolution de la situation alimentaire en milieu rural entre 2008 et 2014 22
Graphique 3 : Répartition des individus selon la classe d'insécurité alimentaire et le sexe du chef de ménage 24
Graphique 4 : Répartition des personnes vivant en milieu rural selon la classe d'insécurité alimentaire et le statut matrimonial du chef de ménage (%) 24
Graphique 5 : Pourcentage des ménages ayant développé des stratégies selon le degré de gravité et la classe d'insécurité alimentaire 26
Graphique 6 : Pourcentage de ménages ayant développé des stratégies d'adaptation selon la classe d'insécurité alimentaire 28
Graphique 7 : Pourcentage de ménages ayant développé des stratégies d'adaptation comme à la période de soudure 2010 selon la classe d'insécurité alimentaire et selon la région 29
Graphique 8 : Recours à l'endettement depuis les dernières récoltes de 2014 selon la classe d'insécurité alimentaire 30
Graphique 9 : Nature de crédits contractés selon les classe d'insécurité alimentaire. 30
Graphique 10 : Pourcentage de ménages selon le score de consommation et le niveau d'insécurité alimentaire. 38
Graphique 11 : Composantes du score de consommation alimentaire selon les classes d'insécurité alimentaire. 39
Graphique 12 : Diversité alimentaire au niveau ménage 40
Graphique 13 : Pourcentage des ménages consommant des aliments riches en fer et vitamine A selon les classes d'insécurité alimentaire. 41
Graphique 14 : Pourcentage de ménages selon la fréquence de consommation de groupe d'aliments 41
Graphique 15 : Pourcentage de ménages selon la fréquence de consommation de groupe d'aliments par classe d'insécurité alimentaire. 43
Graphique 16 : Répartition des ménages selon la disponibilité de stock alimentaire et la classe d'insécurité alimentaire 47
Graphique 17 : Répartition des ménages en fonction de la disponibilité de stock alimentaire par région 47
Graphique 18 : Durée des stocks alimentaires par classe d'insécurité alimentaire (en mois) 48
Graphique 19 : Proportion des ménages selon la classe d'insécurité alimentaire et la durée des stocks 48
Graphique 20 : Répartition des ménages par classe d'insécurité alimentaire selon la disponibilité des semences 49
Graphique 21 : Disponibilité des semences en fonction des régions 50
Graphique 22 : Pourcentage de ménages selon la possession de semences par type 50
Graphique 23: Répartition des ménages selon la classe d'insécurité alimentaire et le type de semences disponibles 51
Graphique 24 : Revenu mensuel moyen par ménage et par personne selon la classe d'insécurité alimentaire en francs CFA 51

Graphique 25 : Importance des sources de revenu monétaire des ménages 53
Graphique 26 : Contribution des sources dans la constitution du revenu des ménages (%) selon la classe d'insécurité alimentaire 55
Graphique 27 : poids des dépenses en cash dans les dépenses totales par poste 57
Graphique 28 : Part des dépenses alimentaires (%) dans les dépenses totales selon le niveau d'insécurité alimentaire 58
Graphique 29 : Part des postes de dépenses dans les dépenses globales des ménages 59
Graphique 30 : Proportion des ménages bénéficiaires des transferts sociaux selon les classes d'insécurité alimentaire, tous transferts confondus 60
Graphique 31 : Proportion des ménages par classes d'insécurité alimentaire selon l'utilisation des ressources issues des transferts sociaux (%) 61
Graphique 32 : Proportion des enfants de 6 à 8 mois ayant reçu des aliments de complément par région 63
Graphique 33 : Proportion (%) des enfants âgés de 6 à 8 mois ayant reçu un complément d'aliments les dernières 24 heures avant l'enquête par département. 64
Graphique 34 : Pourcentage des enfants selon la diversité alimentaire et le groupe d'âge 66
Graphique 35 : Pourcentage des enfants de 6 à 23 mois par région selon la diversité alimentaire 66
Graphique 36 : Prévalence de la malnutrition aigüe par région 68
Graphique 37 : pourcentage de la malnutrition aigüe dépisté par classe d'insécurité alimentaire 68
Graphique 38 : Proportion de la production céréalière vendue par région 77
Graphique 39 : Evolution de la proportion des villages selon le mois pendant lequel la vente de la production céréalière est la plus importante par région 78

Carte 1: Insécurité alimentaire sévère en milieu rural par département 21
Carte 2 : Insécurité alimentaire modérée en milieu rural par département 21

SIGLES ET ABREVIATIONS

UBT : Unité Bétail Tropical

DNPGCCA : Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires

MAG : Malnutrition Aigüe Globale

MAS : Malnutrition Aigüe Sévère

MAM : Malnutrition Aigüe Modérée

INS : Institut National de la Statistique

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

PAM : Programme Alimentaire Mondial

PB : Périmètre Brachial

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfant

CILSS: Comité permanent Inter-Etat de Lutte contre la Sécheresse au Sahel

FAO: Organisation des Nation Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

FEWS NET: Famine Early Warning System Network

SAP/PC : Système d'Alerte Précoce et de Prévention des Catastrophes

ZD : Zone de Dénombrement

RGP/H : Recensement Général de la Population et de l'Habitat

CSI: Coping Strategy Index

ADI: Asset Depletion Index

HDDS: Household Dietary Diversity Score

SIMA : Système d'Informations sur les Marchés Agricoles

CCA/GC : Cellule Crises Alimentaires et Gestion des Catastrophes

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

IPT : Indice Poids-Taille

DGC : Distribution Gratuite Ciblée

SCAP/RU : Système Communautaire d'Alerte Précoce et de Réponse aux Urgences

MUAC : Mid-Upper Arm Circunference

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Niger est un pays sahélien enclavé d'une superficie de 1.267.000 km^2 et dont les 3/4 sont en zone désertique. Le climat est de type tropical semi-aride, avec une pluviométrie caractérisée par une importante variabilité interannuelle et spatiale.

La structure de l'économie nigérienne repose essentiellement sur le secteur agropastoral qui demeure la principale source d'emplois et de revenus pour plus de 80% de la population.

Cependant, le secteur agricole reste largement tributaire des aléas climatiques. La dépendance de l'agriculture pluviale conjuguée à la pression démographique et au niveau élevé de pauvreté des populations prédispose le pays à une vulnérabilité alimentaire récurrente.

A cela s'ajoutent les catastrophes naturelles (sécheresses récurrentes, invasions acridiennes, inondations liées à des fortes précipitations ou à des crues exceptionnelles de cours d'eau, maladies endémiques, épizooties) entraînant des déplacements de populations et la flambée des prix des denrées alimentaires.

L'impact combiné de ces chocs exogènes fragilise l'économie domestique des ménages, accélère la perte des moyens de subsistance et favorise le basculement des groupes vulnérables dans une précarité structurelle.

Pour faire face à cette situation l'Etat nigérien s'est doté, depuis 1998 d'un Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (DNPGCA) dont le mandat a été élargi aux autres catastrophes en 2012, pour devenir Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires (DNPGCCA). Le DNPGCCA a comme mission principale la prévention, l'atténuation, la gestion des crises et catastrophes et le relèvement des populations affectées.

Depuis 2006, le DNPGCCA à travers la Cellule de Coordination du Système d'Alerte Précoce et de Prévention des Catastrophes organise régulièrement avec l'appui des partenaires, des enquêtes sur la vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire afin de mieux cibler les zones et les populations vulnérables et faciliter la gestion et la coordination des interventions.

La campagne agropastorale de l'hivernage 2014/2015 s'est soldée par un déficit aussi bien sur le plan agricole que pastoral. En effet, selon les estimations des Ministères en charge de l'Agriculture et de l'Elevage, le pays a enregistré un déficit céréalier brut de 230.075 tonnes et un déficit fourrager de 8.436.709 tonnes de matières sèches.

Les travaux des rencontres techniques annuelles du Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires, tenues en décembre 2014 à Maradi, ont identifié à l'intérieur des différents départements et communes du pays, 175 zones/communes vulnérables regroupant 4.289 villages, tribus et campements avec une population estimée à 4.321.298 habitants.

La prévalence de la malnutrition aigüe globale (MAG) au Niger est passée de 14,8% en 2012 à 13,3% en 2013 puis 14,8% en 2014. Ce taux est au-dessus du seuil d'alerte de 10% et est même très proche du seuil d'urgence (15%). La prévalence la plus élevée est observée dans la région de Maradi avec 15,7% et le plus faible taux est enregistré dans la région de Niamey avec une prévalence de 12,8%. Quant au taux de malnutrition aiguë sévère (MAS), il est estimé à 2,7% en 2014 donc stable par rapport à 2013 (2,6%).

Les prix moyens de toutes les céréales comparés à la moyenne des cinq dernières années (2010-2014), sont en diminution. Cependant, ceux des produits de rente sont en augmentation.

Les termes de l'échange sont en faveur de l'éleveur puisqu'avec un bouc moyen il peut se procurer 110 kg de mil.

Des pluies diluviennes par endroit et le débordement de certains cours d'eau, au cours de l'hivernage 2014, ont provoqué des inondations ayant causé des pertes en vies humaines et des dégâts sur les moyens d'existence des populations.

Les crises sociopolitiques en cours au Nigeria et en Libye, continuent d'occasionner des déplacements des populations en direction du Niger. A ces crises, il faut ajouter le cas des réfugiés et retournés du Mali, de la Centrafrique et de l'Algérie. Cette situation a pour conséquence une pression supplémentaire sur les stocks alimentaires des ménages et une perte sur le plan socio-économique.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement du Niger et ses partenaires notamment le PAM, le PNUD, la FAO, Save The Children, et FEWS_Net, ont mené conjointement, en décembre 2014/ janvier 2015, une enquête auprès des ménages en milieu rural pour mieux appréhender la situation de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des populations.

Contrairement aux enquêtes précédentes (janvier 2011, novembre 2011, et novembre 2013), cette enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, ne s'est intéressée qu'au milieu rural. Mais il faut retenir que de façon globale, l'analyse de la dynamique de l'insécurité alimentaire au Niger à travers les différentes enquêtes menées depuis 2006 montre d'une part, que les populations les plus vulnérables sont, par essence, les personnes les plus pauvres avec de faibles capacités de résilience ; et d'autre part que le niveau élevé d'insécurité alimentaire est non seulement le reflet des problèmes liés à la production alimentaire, mais aussi à une faiblesse générale de moyens de subsistance.

II. OBJECTIFS, METHODOLOGIE ET LIMITES DE L'ENQUETE

2.1. OBJECTIFS

2.1.1. Objectif général

L'objectif principal de cette enquête est d'évaluer, de caractériser la vulnérabilité alimentaire des ménages en milieu rural et de dégager les perspectives alimentaires pour les prochains mois pour l'ensemble du pays.

L'enquête vise surtout à mieux asseoir le diagnostic par la connaissance des causes et les mécanismes liés à la vulnérabilité, ainsi que les effectifs et les caractéristiques essentielles des personnes vulnérables.

2.1.2. Objectifs spécifiques

Les résultats de cette enquête doivent permettre de:

1. compléter et de mettre à jour des indicateurs de vulnérabilité établis au cours de l'enquête de 2013 afin de mieux affiner le ciblage et améliorer l'efficacité des actions prévues dans le plan de soutien 2015 ;
2. générer des profils d'insécurité alimentaire, indiquant le degré de sévérité, les caractéristiques et le nombre de personnes touchées par catégories ;
3. fournir aux services nationaux notamment le SAP/PC, les éléments d'analyse issus des résultats de cette enquête en vue de contribuer à déterminer le profil de vulnérabilité ;
4. participer aux réflexions nationales et sous régionales sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages ;
5. apprécier les effets des interventions sur la résilience des populations bénéficiaires;
6. permettre au Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires (DNPGCCA) de procéder à la mise à jour du plan national de soutien aux populations vulnérables au titre de l'année 2015.

2.2. RESULTATS ATTENDUS

Les principaux résultats attendus de cette enquête sont :

i. La situation de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages en milieu rural est évaluée ;

ii. des profils d'insécurité alimentaire, indiquant le degré de sévérité, les caractéristiques et les chiffres par catégories sont générés ;
iii. Des critères pour améliorer le ciblage dans la mise en œuvre des actions d'atténuation du DNPGCCA (Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires) et des autres partenaires humanitaires sont identifiés;
iv. Les régions, et départements vulnérables sont identifiés et leur niveau de vulnérabilité établi ;
v. Des recommandations pour un meilleur suivi de la situation alimentaire des ménages en milieu rural sont formulées.

2.3. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

2.3.1. Définition des concepts utilisés

Il s'agit de la définition des principaux concepts utilisés dans le cadre de cette enquête.

2.3.1.1. Sécurité alimentaire

Situation où toutes les personnes ont à tout moment un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie active et saine. (FAO, Sommet mondial de l'alimentation, 1996).

Il convient, toutefois, de relever que le concept de sécurité alimentaire est loin d'être unique et universel. Il a fortement évolué depuis son apparition dans les années 70. Plus de trente définitions ont pu être repérées entre 1975 et 1991 (MAXWELL et FRANKENBERGER, 1995), ce qui montre la diversité des approches. Il a évolué de considérations très économiques et quantitatives vers des considérations plus humanistes et plus qualitatives. Cependant, au cours de ces dernières années, la plupart des définitions ont convergé vers un certain nombre de mots-clés: satisfaction, accès, risque, durabilité.

Ainsi, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), la sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine (Sommet Mondial de l'alimentation, FAO, Rome, novembre 1996). Deux types de constats peuvent être tirés à partir de cette définition. D'une part, la sécurité alimentaire des ménages correspond à l'application du concept au niveau des individus. D'autre part, cette définition contient trois concepts distincts mais reliés entre eux et qui sont chacun essentiels pour atteindre un état de sécurité alimentaire : la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation.

2.3.1.2. Disponibilité

En tout temps et à tout moment, c'est à dire tout au long de l'année et quel que soit le contexte, la population dispose suffisamment de nourriture. La nourriture doit être disponible pour toutes les personnes. En effet, la population est en sécurité alimentaire si tous les membres qui la composent sont en sécurité alimentaire. La disponibilité concerne le court terme; elle peut être limitée par l'insécurité dans la

zone, l'enclavement du village et le prix des denrées alimentaires. La disponibilité est nécessaire pour permettre l'accès aux denrées alimentaires mais elle n'est pas suffisante. A titre d'exemple, une région peut disposer de stocks alimentaires mais un village de cette région peut être marqué par une insécurité alimentaire en période de soudure du fait de son isolement. Dans un autre cas, même si le marché du village est bien approvisionné, une famille peut se trouver en insécurité alimentaire si les prix du marché sont trop élevés par rapport à son pouvoir d'achat.

2.3.1.3. Accessibilité:

La condition nécessaire, mais non suffisante, à la sécurité alimentaire est la disponibilité physique de la nourriture. Il s'agit de l'accès aux denrées alimentaires par tous les groupes de populations. Pour SEN « la vraie question n'est pas la disponibilité totale de nourriture mais son accès par les individus et les familles. Si une personne manque des moyens pour acquérir la nourriture, la présence de nourriture sur les marchés n'est pas d'une grande consolation ».

L'accessibilité des populations aux ressources alimentaires fait référence au moyen terme. Il s'agit le plus souvent d'une combinaison entre production, échanges et mécanismes sociaux. En zone rurale, les populations vont s'appuyer principalement sur leur production complétée par des échanges de denrées alimentaires sur le marché. En milieu urbain, les denrées alimentaires nécessaires aux populations viennent principalement du marché. Dans ce cas, des mécanismes sociaux (entraide, soutien familial, aide alimentaire, crédits) vont intervenir pour préserver l'accès aux disponibilités et la sécurité alimentaire des populations. Celle-ci doit être présente en quantité suffisante dans une zone donnée. Cette zone doit être d'accès facile à la population.

2.3.1.4. Utilisation

Les habitants doivent disposer en qualité et en quantité de la nourriture dont ils ont besoin pour pouvoir mener une vie saine et active. La consommation alimentaire doit être équilibrée en éléments nutritifs et vitaminés. Les personnes doivent donc être dans un état général satisfaisant pour assimilation correcte de la nourriture. Cela implique également un environnement sanitaire favorable (eau et assainissement). En effet, il est couramment admis que le manque de nourriture n'est pas toujours l'unique facteur conduisant à la malnutrition. L'environnement médical et sanitaire sont d'autres facteurs possibles.

Le concept de sécurité alimentaire englobe les aspects alimentaires, médicaux, nutritionnels, d'eau et d'assainissement

2.3.1.5. Insécurité alimentaire

La définition de l'insécurité alimentaire découle du concept de sécurité alimentaire. En effet, l'insécurité alimentaire existe lorsque les personnes n'ont pas accès à une quantité suffisante d'aliments sains et nutritifs et ne consomment donc pas les aliments dont elles ont besoin pour se développer normalement et mener une vie active et saine. Cette situation peut être due à la pénurie d'aliments, à un pouvoir

d'achat insuffisant ou à une répartition ou utilisation inadaptées des aliments au niveau des ménages.

L'insécurité alimentaire, de mauvaises conditions de santé et d'hygiène et des pratiques de soins inappropriées sont les principales causes de la sous-alimentation.

2.3.1.6. Vulnérabilité alimentaire

C'est l'ensemble des facteurs qui font que les personnes risquent de connaître l'insécurité alimentaire, y compris ceux qui affectent leur capacité à affronter les difficultés qu'elles rencontrent.

La vulnérabilité d'une population peut être estimée par l'analyse des mécanismes d'adaptation et de réaction mis en œuvre en réponse à une situation difficile. Lorsque les mécanismes ne sont pas efficaces, le foyer entre dans une situation de vulnérabilité chronique.

Comme l'a souligné l'économiste AMARTYA SEN dans son livre sur la famine en Inde, « l'insécurité alimentaire et la famine peuvent côtoyer des marchés bien approvisionnés[1] ». De ce fait, les bilans céréaliers seuls ne sauraient traduire un état de sécurité alimentaire au niveau des ménages.

2.3.1.7. Zone de Dénombrement (ZD)

C'est un espace ou une aire géographique du territoire national, bien délimité à l'intérieur de la commune et sans chevauchement (la commune étant l'assiette de découpage au Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2012). Il correspond à une aire de travail d'un agent recenseur. Ce travail est effectué par le service de la cartographie de l'Institut National de la Statistique (INS) en prélude au Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H), dans le but de faciliter les opérations de dénombrement général et de recensement des populations et qui est utilisé lors des enquêtes pour les observations et les collectes des données auprès des populations. C'est l'unité principale de référence dans laquelle se trouvent les populations qui seront observées. Elle peut être composée d'une partie de quartiers en milieu urbain, d'un ou plusieurs villages en milieu rural.

2.3.1.8. Ménage

C'est un ensemble de personnes, apparentées ou non, vivant habituellement ensemble dans un même logement, mettant en commun toutes ou une partie de leurs ressources pour leurs besoins communs, mangeant le repas préparé sur un même feu et reconnaissant l'autorité d'une même personne appelée chef de ménage.

[1] Poverty and famine : an essay on entitlement and deprivation ; Sen. (1983)

2.3.2. Echantillonnage

2.3.2.1. Couverture géographique

L'enquête nationale sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages ruraux au Niger a été réalisée en décembre 2014 et janvier 2015 et a concerné les centres urbains secondaires (chefs-lieux des départements) et l'ensemble du milieu rural du pays. Les résultats sont représentatifs au niveau départemental, régional et national. Chaque département a constitué un domaine d'étude.

2.3.2.2. Taille de l'échantillon

La détermination de l'échantillon de l'enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages en milieu rural est basée sur la proportion des ménages en insécurité alimentaire sévère et modérée obtenue à partir de l'enquête vulnérabilité 2013.

La base de sondage pour la détermination de l'échantillon est issue de la liste des Zones de Dénombrement (ZD) du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H) de 2012. Ainsi, 19 838 ZD ont constitué la base de sondage pour cette enquête vulnérabilité en milieu rural. Chaque ZD (appelée aussi grappe) comprend les informations suivantes : région, département, code d'identification, nombre de ménages, population totale et type de milieu de résidence (rural sédentaire ou rural nomade). Les limites de chaque ZD sont clairement identifiables sur des cartes créées pour les besoins du RGP/H-2012.

2.3.2.3. Sélection des grappes (premier degré de sondage)

La procédure retenue pour le tirage de l'échantillon est un tirage aréolaire, stratifié et à deux degrés. Au premier degré de sondage, à l'intérieur de chaque strate ou domaine d'étude (département), il est tiré de façon systématique et indépendante avec probabilité proportionnelle à la taille de la ZD (nombre de ménages) l'échantillonné de ZD. Ainsi, 1 472 ZD ont été tirées.

2.3.2.4. Sélection des ménages (deuxième degré de sondage)

Dans chaque ZD, avant la collecte des données, une opération de dénombrement a permis de dresser la liste exhaustive des ménages. Par la suite, il a été tiré de façon systématique et avec probabilité égale 15 ménages à l'intérieur de chaque ZD échantillon. Les ménages ainsi tirés ont ensuite été visités par les équipes pour y administrer le questionnaire ménage. Au total l'enquête a porté sur un échantillon de 21 668 ménages.

Le tableau donnant la répartition de l'échantillon par département se trouve en annexe.

2.3.3. Outils de collecte

La démarche adoptée dans cette enquête a consisté à collecter des informations au niveau des villages et également au niveau des ménages ruraux. Pour chaque niveau, un questionnaire a été élaboré.

2.3.3.1. Questionnaire "ménage"

Le questionnaire « ménage » a permis de collecter des informations sur des aspects fondamentaux de la sécurité alimentaire que sont la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation des aliments au niveau des ménages. A cet effet, les données sur les sources de revenu, les dépenses, la consommation alimentaire des ménages, les stratégies développées pour faire face à des difficultés alimentaires du moment, la migration et l'alimentation des enfants de 0 à 23 mois, ont été collectées.

Des informations sur les caractéristiques socioéconomiques et démographiques des ménages ont été également collectées pour une meilleure caractérisation des ménages vulnérables.

2.3.3.2. Questionnaire "village"

Dans chaque village échantillon, il a été administré un questionnaire destiné à recueillir des informations qualitatives relatives à la campagne agro- pastorale, aux prix de céréales et du bétail, aux problèmes auxquels sont confrontées les populations et à la situation nutritionnelle des enfants.. Il est administré en focus group regroupant les chefs traditionnels, les notables, les leaders d'opinion et les agents des services techniques présents dans la localité.

2.3.3.3. Fiche de dénombrement

Outre les questionnaires, il a été élaboré une fiche de dénombrement qui a, d'une part renseigné sur l'identification de la ZD (région, département, commune/canton, numéro, etc.) et d'autre part permis de relever sans omission tous les ménages vivant dans la ZD.

2.3.4. Collecte et exploitation des données

2.3.4.1. Collecte des données

La collecte des données sur le terrain a été réalisée par 123 équipes. Chaque équipe étant composée d'un (1) chef d'équipe et de trois (3) enquêteurs. Elle s'est déroulée du 4 au 14 janvier 2015. Auparavant, les agents enquêteurs recrutés sur la base de leurs expériences dans les enquêtes et/ou de leur niveau d'instruction ont été formés pendant six (6) jours par une équipe d'experts comprenant des statisticiens, agroéconomistes et nutritionnistes (INS, SAP/PC, CCA/GC FEWS-Net, PAM et SIMA) ayant participé activement à la conception de l'ensemble des documents techniques. Cette formation a couvert des aspects tels que la méthode

d'échantillonnage, les techniques d'interview, la confidentialité et les exercices de simulation en langues nationales. Les outils de l'enquête ont été testés pendant une journée dans les villages de Liboré, Goungou, Guéri Guindé, Sorey, Fou Hinza, Tonko Bongou, Guéssel Bodi, Garin Malam, Malélé et Indounga dans le département de Kollo, région de Tillabéri.

Pour garantir la qualité des données collectées, des missions simultanées et conjointes de supervision ont été menées par l'équipe technique ayant assuré la formation et des représentants des partenaires techniques et financiers (PAM, SAVE THE CHILDREN). Il s'agissait au cours de ces missions d'appréhender l'évolution de la collecte sur le terrain et surtout vérifier la cohérence interne et la vraisemblance des informations collectées.

2.3.4.2. Saisie et traitement des données

Les questionnaires renseignés sont transmis à l'INS qui a vérifié l'effectivité des grappes avant la saisie. La saisie des données a été réalisée sous le logiciel CsPRO par 40 agents (recrutés dans les mêmes conditions que les agents enquêteurs) et qui ont auparavant suivi une formation de deux (2) jours dispensée par deux (2) informaticiens de l'INS ayant élaboré les masques de saisie. La saisie a duré dix (10) jours. Le traitement des données s'est poursuivi avec la phase d'apurement sous les logiciels SPSS et Excel.

2.4. LIMITES DE L'ETUDE

La première limite de cette enquête réside dans la non-prise en compte du milieu urbain (Chefs-lieux des régions) faute des ressources financières suffisantes.

La deuxième limite est que les données collectées ne se prêtent pas à une analyse selon le milieu de résidence (urbain/rural) à l'intérieur d'un même département parce que les chefs-lieux des départements (centres urbains secondaires) sont inclus dans le milieu rural de l'enquête.

III. VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES EN MILIEU RURAL

3.1. ESTIMATION DES PERSONNES EN INSECURITE ALIMENTAIRE

L'identification des personnes en insécurité alimentaire en milieu rural est basée sur l'analyse de cinq (5) indicateurs: la durée des stocks alimentaires disponibles, la consommation alimentaire, le nombre d'UBT, la part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales et les stratégies d'adaptation. Ces indicateurs reflètent les trois (3) piliers de la sécurité alimentaire : la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation.

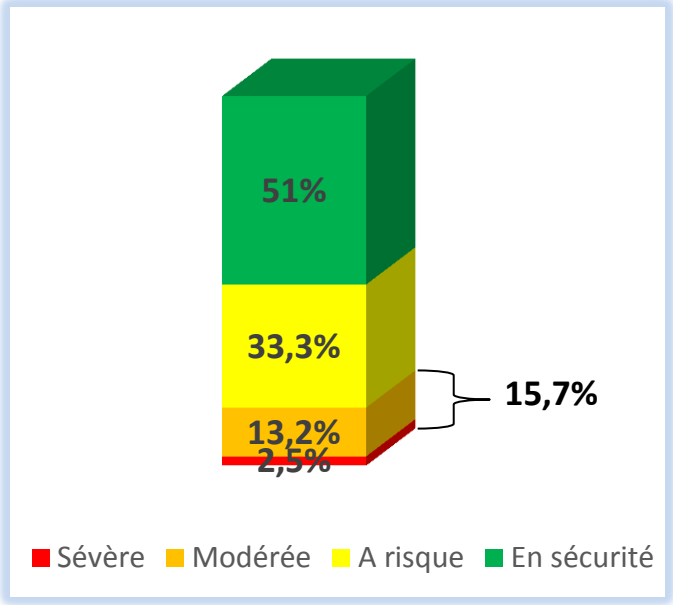
Les résultats de l'enquête indiquent qu'en milieu rural, 410.297 personnes soit 2,5% de cette population, sont en insécurité alimentaire sévère et 2.177.831personnes, soit 13,2% en insécurité alimentaire modérée. Au total, 2.588.128 personnes soit 15,7% de la population sont en insécurité alimentaire. Il faut noter que 5.500.919 personnes soit 33,3% sont classées « à risques », c'est-à-dire en sécurité alimentaire fragile.

Enfin, 8.454.766 personnes soit 51% de la population rurale sont en sécurité alimentaire.

Tableau 1 : Répartition de la population rurale selon le niveau d'insécurité alimentaire

Classe insécurité alimentaire	Sévère	Modérée	A risque	En sécurité	Ensemble
Population (rural)	410 297	2 177 831	5 500 919	8 454 766	**16 543 813**
Pourcentage	2,5	13,2	33,3	51	100

Graphique 1 : Répartition de la population rurale selon la classe d'insécurité alimentaire en janvier 2015



3.2. LOCALISATION DES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE EN MILIEU RURAL

3.2.1. Au niveau régional

L'insécurité alimentaire en milieu rural est plus perceptible dans les régions de Tillabéri, Tahoua, Zinder comme en novembre 2013. En effet, dans ces régions, on a enregistré respectivement 19,1%, 17,0% et 16,3% de personnes en insécurité alimentaire (sévère et modéré) contre une moyenne nationale de 15,7%. A ces régions il faut ajouter la périphérie de Niamey qui enregistre 17,1% de population en insécurité alimentaire sévère et modéré.

En outre, les régions qui enregistrent un pourcentage des populations à risque d'insécurité alimentaire supérieur à la moyenne nationale de 33,3% sont Dosso (37%), Tillabéri (35,9%), Zinder (35,6) et Tahoua (35%).

Tableau 2 : Proportion de personnes par région selon la classe d'insécurité alimentaire

	Classe insécurité alimentaire							
	Sévère		Modérée		A risque		En sécurité	
Région	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Agadez	2 445	0,6	33 828	8,6	92 914	23,5	266 307	67,3
Diffa	10 631	1,7	76 633	12,6	116 766	19,2	404 537	66,5
Dosso	15 820	0,8	200 490	9,6	776 150	37,0	1 103 959	52,7
Maradi	107 138	3,2	396 687	11,7	961 165	28,3	1 932 355	56,9
Tahoua	91 309	2,6	506 328	14,4	1 230 766	35,0	1 692 493	48,1
Tillabéri	107 800	3,8	438 948	15,3	1 026 475	35,9	1 288 667	45,0
Zinder	73 899	2,0	517 647	14,3	1 286 596	35,6	1 735 131	48,0
Niamey	1 255	2,5	7 270	14,6	10 087	20,2	31 317	62,7
Total	410 297	2,5	2 177 831	13,2	5 500 919	33,3	8 454 766	51,0

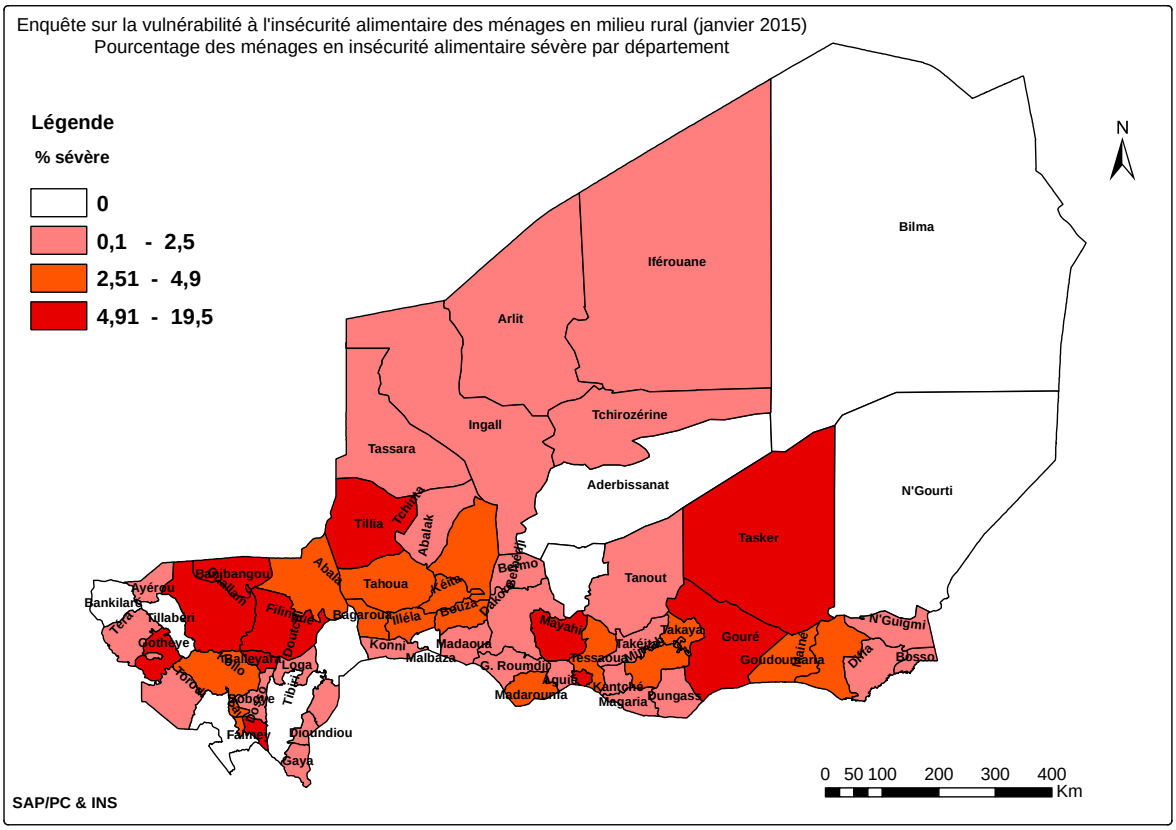
3.2.2. Au niveau des départements

Selon les départements, les fortes proportions de population en insécurité alimentaire sévère sont observées à Tesker (19,5%), Banibangou (12,4%), Ouallam (9%), Tillia (8,1%) et Falmey (7,8%). Balleyara, Filingué (6,8%), Gazaoua (6,6%), Mayahi (6,4%), Gouré (5,9%) et Gothèye (5,5%). Dans ces départements, la proportion des populations en insécurité alimentaire est plus de deux (2) fois supérieure à la moyenne nationale qui est de 2,5%.

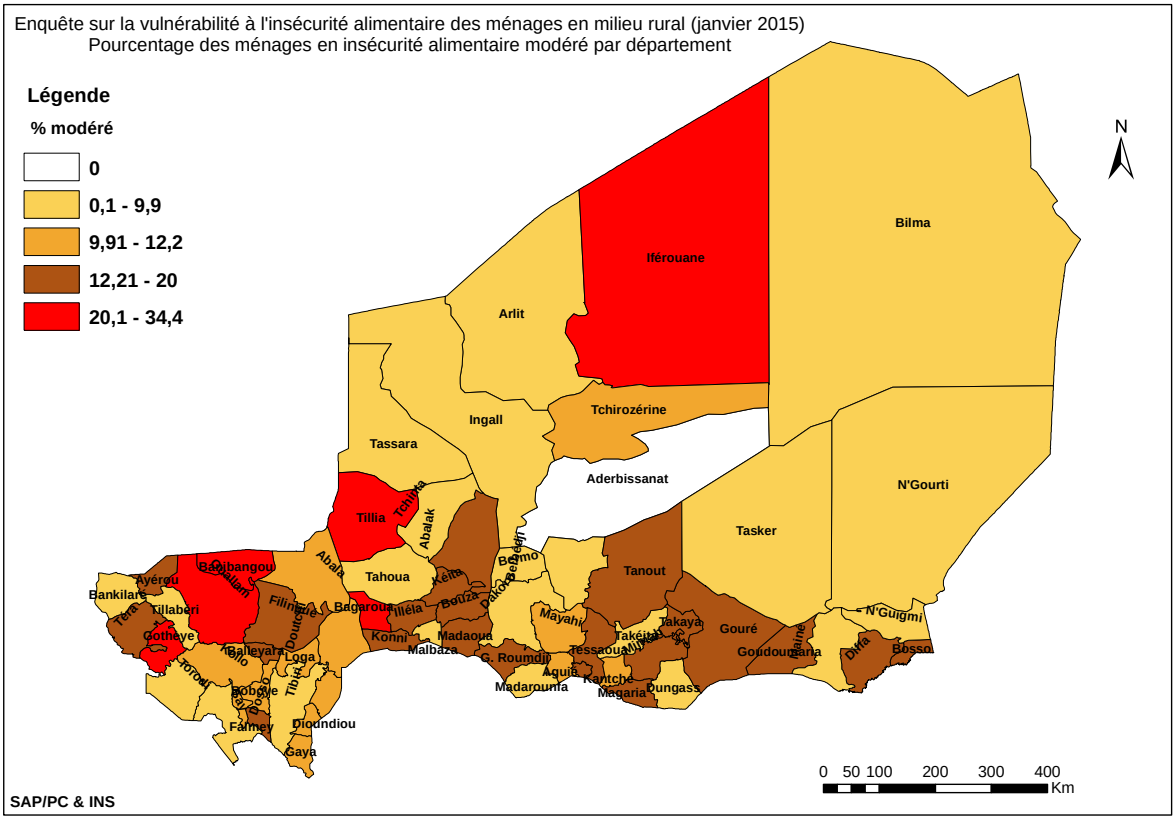
En outre les plus importantes proportions en insécurité alimentaire sévère et modérée sont à : Banibangou (46,8%), Tillia (35,7%), Ouallam (34,9%), Tesker (28,3%), Bagaroua (25,8%), Gouré (25,6%), Filingué (25,5%), Iférouane (25,1%), Gazaoua (24,4%) et Falmey (23,8%). Dans ces départements, plus de 23% de la population sont en insécurité alimentaire sévère ou modérée.

Le détail est présenté dans le **Tableau 56** à la **page 95** située **en annexe**).

Carte 1: Insécurité alimentaire sévère en milieu rural par département



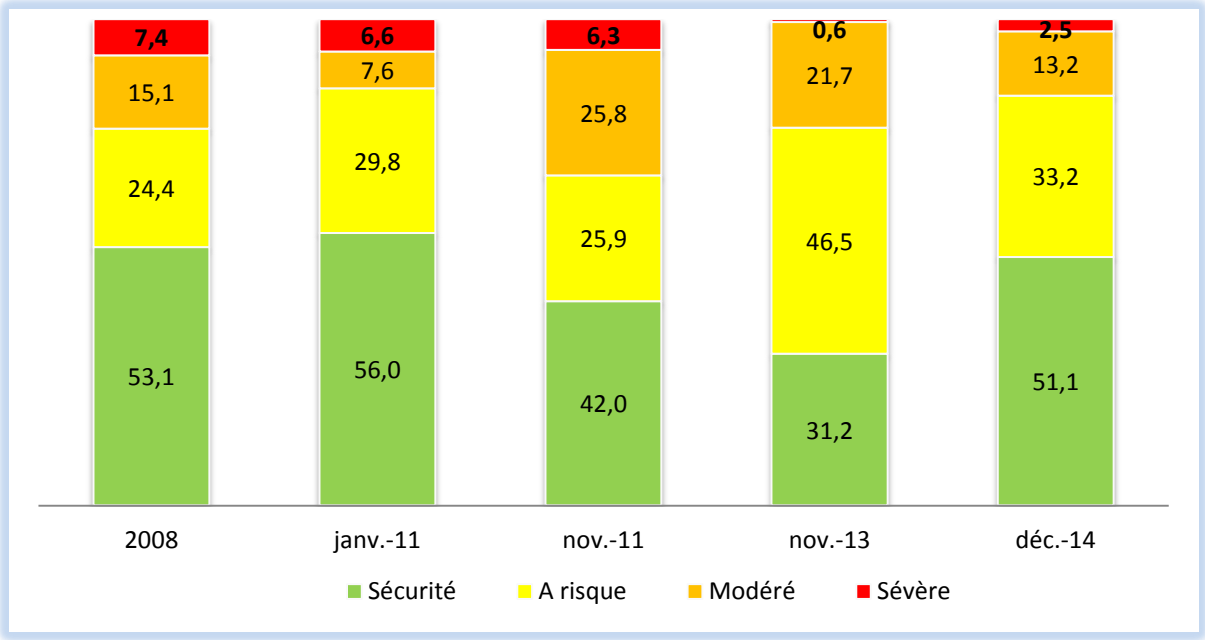
Carte 2 : Insécurité alimentaire modérée en milieu rural par département



3.3. EVOLUTION DE LA VULNERABILITE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE DES POPULATIONS

Les résultats de l'enquête indiquent que 15,7% de la population rurale est en insécurité alimentaire. Ce niveau confirme la baisse du pourcentage de la population en insécurité alimentaire enregistrée depuis novembre 2011. Cette proportion est passée de 22,3% en 2013 à 15,7% en 2014 soit une baisse relative de 30,5%. Cette baisse est de l'ordre de 51,1% comparée à novembre 2011.

Graphique 2: Evolution de la situation alimentaire en milieu rural entre 2008 et 2014



Ainsi, le nombre de personnes en sécurité alimentaire est passé de 5.599.834 en 2011 à 8.454.766 habitants en 2014, soit une augmentation relative de 51,0% entre 2011 et 2014. Leur proportion au sein de la population rurale est passée de 42,1% en 2011 à 51,1% en 2014 soit une augmentation relative de 21,4%.

De même, le nombre de personnes à risque est passé de 3 447 325 en 2011 à 5 500 919 en 2014 soit une augmentation relative de 59,6% tandis que leur pourcentage au sein de la population a progressé de 25,9% en 2011 à 33,3% à 2014 soit une augmentation relative de 28,4%. Il convient de relever que les écarts entre les variations absolues et relatives résultent de l'accroissement démographique qui modifie les différents poids considérés.

Selon les régions, les plus fortes baisses des proportions des populations en insécurité alimentaire sévère entre 2011 et 2014 ont été enregistrées à Dosso et Diffa avec respectivement 3,6% à 0,8% et 5,6% à 1,7%.

En termes absolus, c'est à Niamey et Zinder que le nombre de personnes en insécurité alimentaire sévère a le moins diminué entre 2011 et 2014 avec respectivement -4,3% et -23,6% même si, en proportion, la baisse enregistrée à Niamey (65,6%) se situe au-dessus du niveau enregistré dans l'ensemble de la population rurale (60,6%).

Entre 2011 et 2014, le nombre de personnes en insécurité alimentaire modérée a baissé de 7% à 43,6% dans toutes les régions à l'exception de Niamey. C'est dans la région de Diffa qu'on a observé la baisse la moins importante (7%).Cependant, c'est dans la périphérie de Niamey que ce nombre a progressé de 83,7% entre 2011 et 2014 et de 123,9% entre 2013 et 2014. Voir annexe

Tableau 3 : Variation de la proportion de la population par rapport à la classe d'insécurité alimentaire

Classe d'insécurité alimentaire	PERIODE					
	2011-2013		2013-2014		2011-2014	
	Variation absolue	Variation des proportions	Variation absolue	Variation des proportions	Variation absolue	Variation des proportions
Sévère	-88,3	-90,3	318,9	306,0	-51,1	-60,6
Modéré	1,4	-15,9	-37,4	-39,3	-36,5	-49,0
A risque	116,1	79,4	-26,1	-28,4	59,6	28,4
En sécurité	-10,5	-25,8	68,8	63,6	51,0	21,4

Néanmoins, si la proportion de la population en situation d'insécurité alimentaire sévère a globalement baissé entre novembre 2011 et janvier 2015, elle a significativement augmenté entre 2013 et 2014 où elle est passée de 0,6% à 2,5% soit une hausse relative de 306,0%. Sur cette période, le nombre de personne en insécurité alimentaire sévère a été multiplié par 3,2. Par ailleurs, si l'effectif de cette frange de la population a augmenté dans toutes les régions entre 2013 et 2014, il a explosé à Tillabéri où leur nombre a été multiplié par plus de 95. Cette situation est observée en même temps qu'une baisse du nombre de personnes en insécurité alimentaire modérée de 37,4% dans l'ensemble de la population.

3.4. SITUATION ALIMENTAIRE ET CARACTERISTIQUES SOCIOECONOMIQUES

Cette section, analyse la situation alimentaire selon certaines caractéristiques des chefs des ménages.

3.4.1. Situation alimentaire selon le sexe du chef de ménage

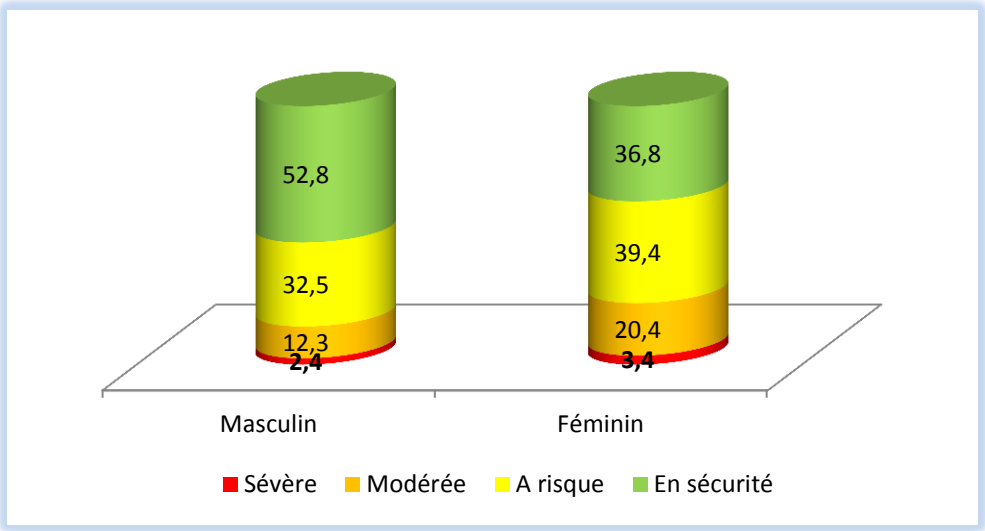
L'analyse de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire selon le sexe du chef de ménage en milieu rural, montre, comme en 2011 et en 2013, que les personnes vivant dans les ménages dont le chef est de sexe féminin sont les plus exposées à l'insécurité alimentaire.

En effet, l'insécurité alimentaire sévère touche 3,4 % des personnes vivant dans des ménages dont le chef est une femme contre 2,4 % des personnes vivant dans des ménages dirigés par des hommes.

Quant à l'insécurité alimentaire modérée, elle concerne 12,3 % des personnes vivant dans des ménages ayant à leur tête des hommes et 20,4 % des personnes vivant dans des ménages dirigés par des femmes.

On constate que, comme pour les précédentes enquêtes, l'insécurité alimentaire touche moins les personnes vivant dans des ménages dont le chef est un homme.

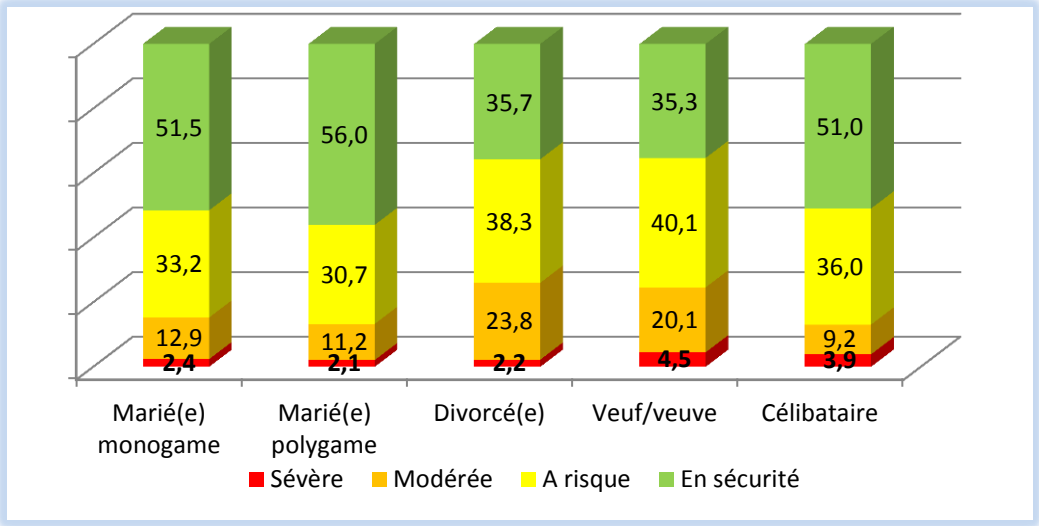
Graphique 3 : Répartition des individus selon la classe d'insécurité alimentaire et le sexe du chef de ménage



3.4.2. Situation alimentaire selon le statut matrimonial du chef de ménage

Les résultats de l'enquête montrent qu'en milieu rural, l'insécurité alimentaire (sévère et modérée) concerne beaucoup plus les personnes vivant dans les ménages dirigés par des veufs/veuves (24,6%) et divorcés (26%).

Graphique 4 : Répartition des personnes vivant en milieu rural selon la classe d'insécurité alimentaire et le statut matrimonial du chef de ménage (%)



3.4.3. Situation alimentaire selon l'activité principale du chef de ménage

Il ressort de cette enquête, des résultats analogues aussi bien de l'enquête de 2011 que celle de 2013 qui indiquent que les personnes les moins affectées sont surtout celles vivant dans des ménages dirigés par des éleveurs et des travailleurs du secteur public qui sont concernés respectivement à 4,9 % et à 6,9%.

Les personnes les plus affectées par l'insécurité alimentaire (sévère et modérée) sont celles vivant dans des ménages dirigés par des personnes s'adonnant à des emplois précaires tels que les bûcherons avec 28,9%.

3.4.4. Situation alimentaire selon la possession d'animaux

Il ressort des résultats de cette enquête que les personnes vivant dans des ménages ne possédant pas des animaux (26,7%) sont plus en insécurité alimentaire que ceux qui en possèdent (12,5%).

Tableau 4: Répartition de la population (en %) selon les caractéristiques socioéconomiques des chefs de ménages par classe d'insécurité alimentaire

	Sévère %	Modérée %	A risque %	En sécurité %
sexe du chef de ménage				
Masculin	2,4	12,3	32,5	52,8
Féminin	3,4	20,4	39,4	36,8
Statut matrimonial du chef de ménage				
Marié(e) monogame	2,4	12,9	33,2	51,5
Marié(e) polygame	2,1	11,2	30,7	56,0
Divorcé(e)	2,2	23,8	38,3	35,7
Veuf/veuve	4,5	20,1	40,1	35,3
Célibataire	3,9	9,2	36,0	51,0
Occupation principale du chef de ménage				
Agriculteur	2,5	13,3	35,7	48,4
Elevage	0,4	4,5	11,5	83,5
Commerce	1,6	14,5	27,8	56,1
Artisanat	3,2	12,0	37,3	47,5
Secteur public	0,0	6,9	14,2	78,9
Secteur privé	2,3	7,5	26,5	63,8
Travail journalier (maçon, taximen..)	6,1	13,6	34,3	46,0
Bucheron	0,5	28,4	39,1	32,0
Chasse/pêche	3,3	13,7	4,9	78,1
Inactif	6,2	12,1	41,0	40,7
Autres à préciser	2,9	19,3	34,8	43,0
Exploitation champs/jardin campagne passée				
Oui	2,5	13,0	33,9	50,6
Non	2,7	14,2	28,7	54,4
Le ménage possède-t-il des animaux				
Oui	1,7	10,8	30,8	56,8
Non	5,3	21,4	41,8	31,4

3.5. STRATEGIES DES MENAGES EN MILIEU RURAL

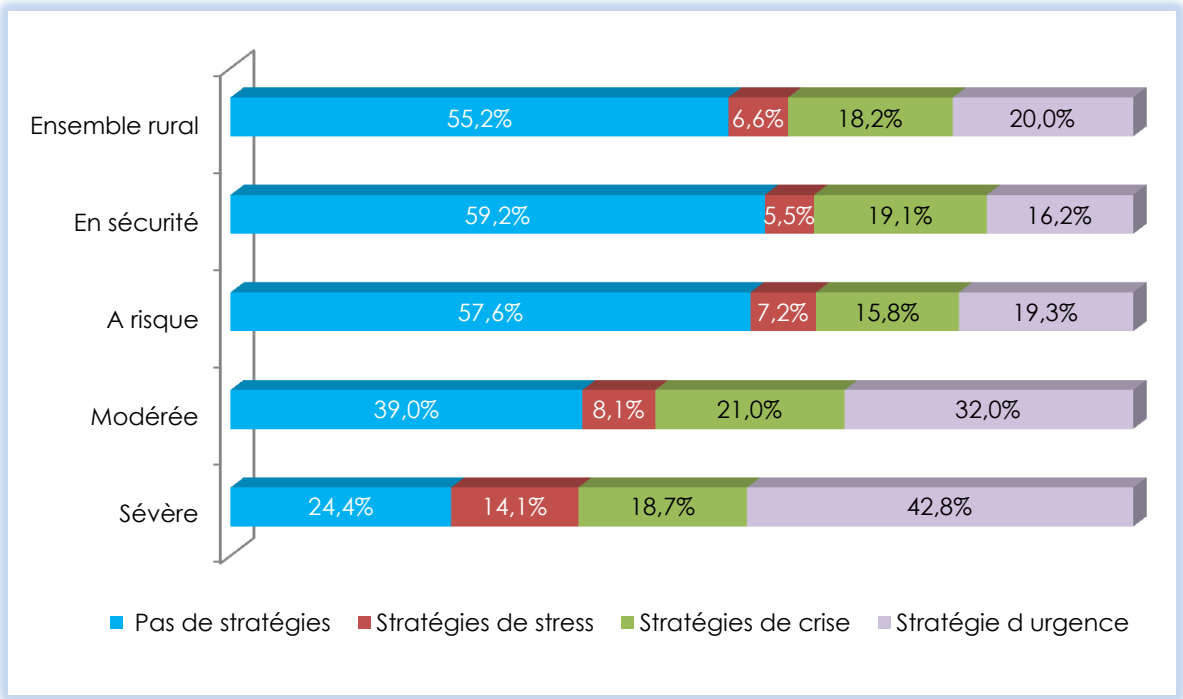
En règle générale, l'analyse des stratégies permet de comprendre les comportements des ménages face aux difficultés alimentaires du moment. Ceci renseigne sur les conditions d'accès des ménages à la sécurité alimentaire. Cette analyse peut se faire soit à l'aide de l'indicateur composite appelé indice de stratégies d'adaptation en anglais « Coping Strategy Index (CSI) », soit en examinant les stratégies de recours aux avoirs ou « Asset Depletion Index (ADI) ».

3.5.1. Analyse des stratégies selon la gravité

La situation alimentaire des ménages est analysée selon la catégorie de stratégies adoptées. Celles-ci sont regroupées selon leur gravité. Ainsi, les stratégies de type « Certains membres partent travailler pour payement en nature », « Exode de certains membres » sont dites stratégies économiques ; celles de type « recours au crédit en nature ou en numéraire », « vente inhabituel d'animaux », « vente de biens de valeur » sont dites stratégies de stress. Les stratégies de type «vente des récoltes sur pieds», «vente des biens productifs», «réduction des dépenses de santé, éducation ou intrants agricoles» sont dites stratégies de crise et celles de type « vente des terres » sont dites stratégies d'urgence (CILSS, FEWS NET, PAM, FAO, ONG).

L'analyse des résultats selon cette classification est présentée par le graphique ci-dessous.

Graphique 5 : Pourcentage des ménages ayant développé des stratégies selon le degré de gravité et la classe d'insécurité alimentaire



Globalement, les ménages ruraux ont du mal à faire face aux difficultés alimentaires du moment. En effet, déjà en janvier 2015, 18,2% de ménages ont recours aux stratégies de crise et 20% aux stratégies d'urgence.

Le recours aux stratégies d'urgence et de crise est très courant pour les ménages classés en insécurité alimentaire sévère (42,8%).

Selon les départements, les fortes proportions des ménages ayant développé des stratégies d'urgence sont localisées dans Tesker (62,7%), Ayérou (49,6%), Ingall (46,6%), Diffa (42,3%) et N'Gourti (39,4%).

3.5.2. Nombre de repas collectifs pris par jour dans le ménage

Parmi les ménages qui prennent d'habitude 2 à 3 repas, 96,1% n'ont pas changé leur habitude. Cependant, Parmi ceux qui prennent habituellement plus de 3 repas collectifs par jour, 49,7% ne prennent que 2 à 3 repas et 1,1% ne prennent qu'au plus 1 repas actuellement.

Tableau 5 : Répartition en % des ménages dont le nombre de repas pris par jour actuellement a changé par rapport d'habitude

Nombre de repas consommés habituellement	Nombre de repas consommés actuellement			Ensemble
	0 à 1 repas	2 à 3 repas	Plus de 3 repas	
0 à 1 repas	79,3	20,3	0,4	100
2 à 3 repas	3,3	96,1	0,5	100
Plus de 3 repas	1,1	49,7	49,1	100
Ensemble	7,2	90,5	2,3	100

3.5.3. Nombre de repas pris par les enfants âgés de 1 à 5 ans

Les résultats de l'enquête montrent que 53,1% des enfants de 1 à 5 ans prennent actuellement plus de trois repas par jour. Parmi les ménages dont les enfants prennent habituellement plus de 3 repas par jour, 14,4% ne prennent que 2 à 3 repas actuellement.

Selon les ménages enquêtés, 3,4% des enfants de 1 à 5 ans prennent moins de 2 repas par jour.

Tableau 6: Répartition en % des ménages selon le nombre de repas pris par jour par les enfants de 1 à 5 ans

Nombre de repas consommés habituellement	Nombre de repas consommés actuellement			Ensemble
	moins de 2 repas	2 à 3 repas	Plus de 3 repas	
moins de 2 repas	77,6	14,7	7,7	100
2 à 3 repas	1,4	91,8	6,8	100
Plus de 3 repas	0,6	14,4	85,0	100
Ensemble	3,4	43,5	53,1	100

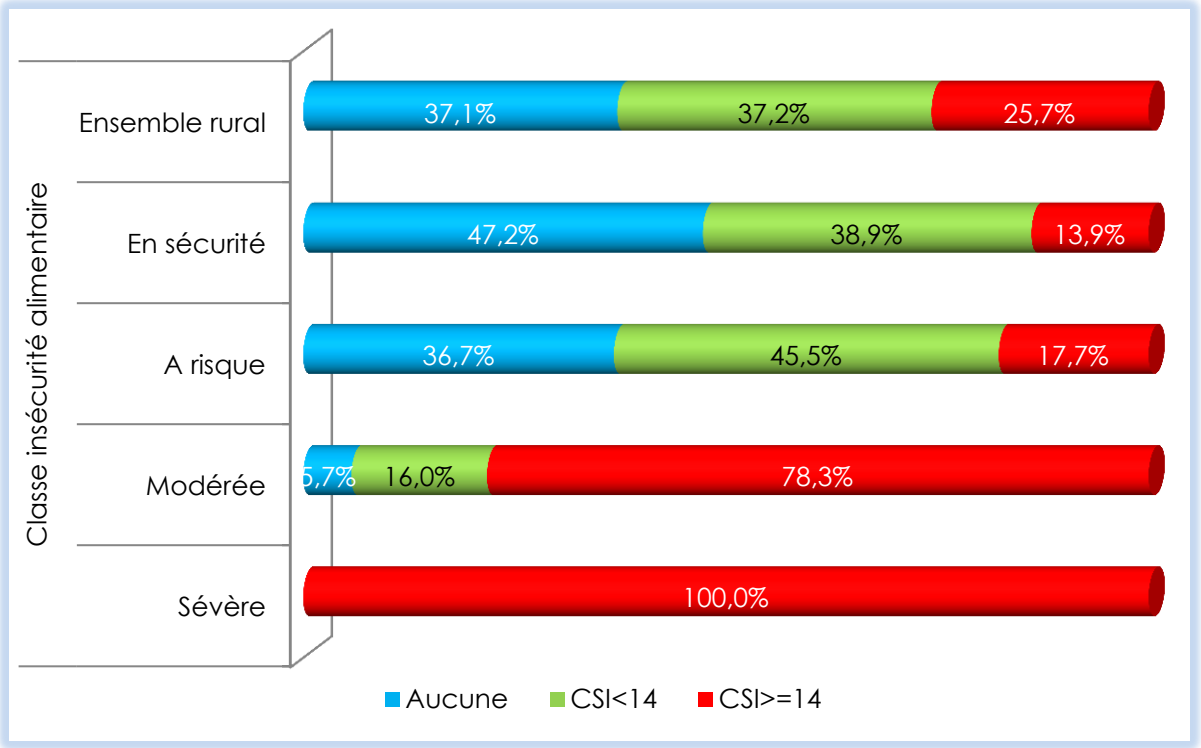
3.5.4. Indice des stratégies d'adaptation et son évolution

Pour le besoin de l'analyse, la méthode utilisée est basée sur le CSI (Coping Strategy Index) qui est un indicateur composite pondéré. Les stratégies utilisées pour son calcul sont entre autres la diminution de la ration journalière, la diminution du nombre de repas quotidiens, le fait de passer toute une journée sans manger, le recours à la mendicité et à la consommation inhabituelle des aliments de pénurie.

Le CSI synthétise le degré d'exposition des ménages aux chocs. Plus il est élevé, plus le niveau de vulnérabilité du ménage augmente. Son interprétation se fait en comparant son niveau pour un groupe par rapport à un autre ou son niveau pour un même groupe mais à des périodes différentes.

Le graphique ci-dessous montre que les ménages en insécurité alimentaire sévère sont les plus exposés aux chocs.

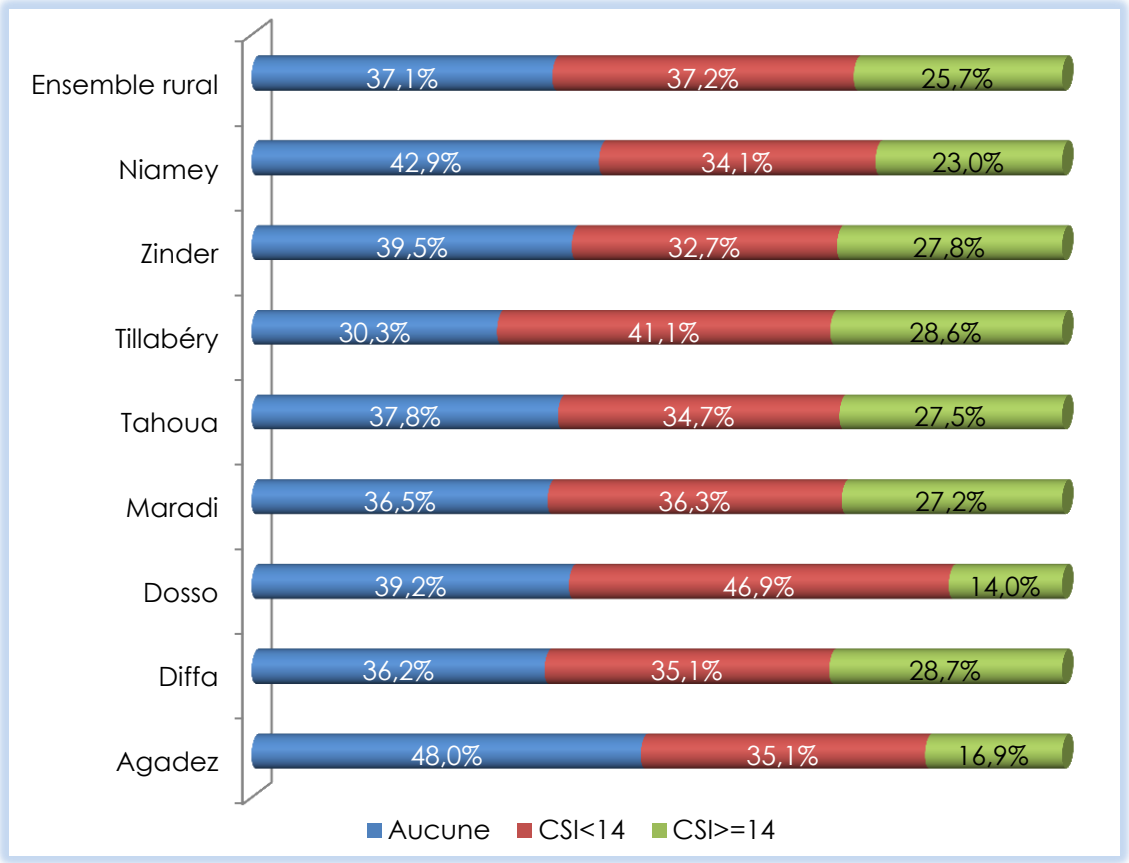
Graphique 6 : Pourcentage de ménages ayant développé des stratégies d'adaptation selon la classe d'insécurité alimentaire



Au moment de l'enquête, 25,7% des ménages ruraux avaient développé des stratégies d'adaptation similaires à celles observées en période de soudure de la crise alimentaire de 2010.

Cette situation est plus importante dans les régions de Diffa (28,7%) et de Tillabéri (28,1%).

Graphique 7 : Pourcentage de ménages ayant développé des stratégies d'adaptation comme à la période de soudure 2010 selon la classe d'insécurité alimentaire et selon la région



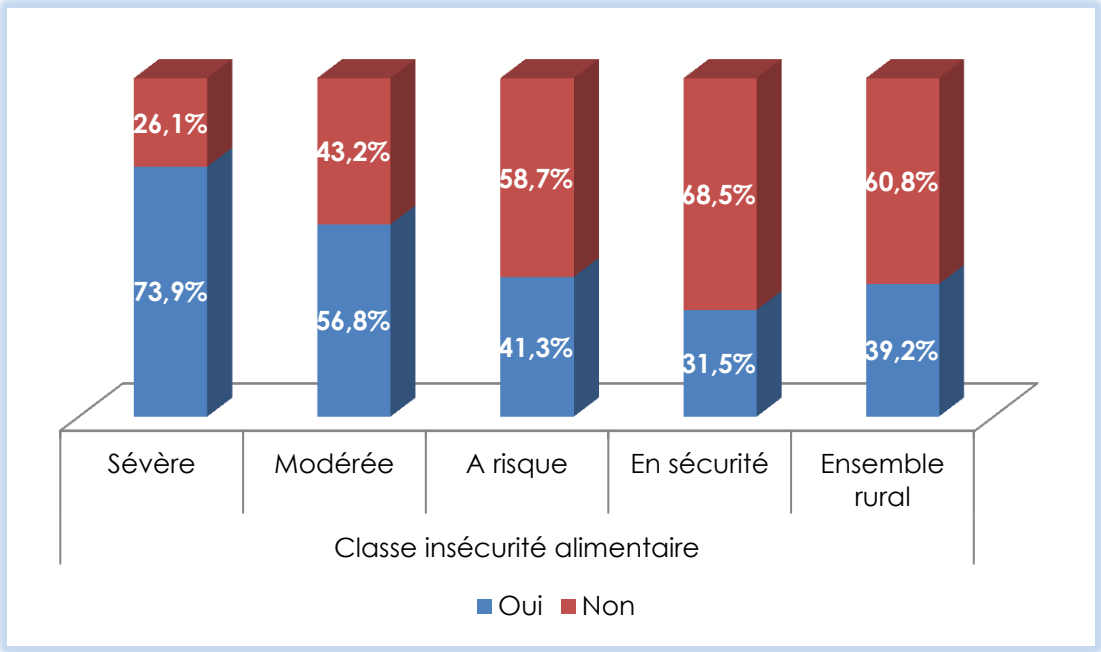
3.6. ENDETTEMENT DES MENAGES

En milieu rural, l'endettement est l'une des stratégies adoptées par les ménages en insécurité alimentaire.

3.6.1. Recours à l'endettement

Les résultats indiquent, à travers le graphique ci-dessous, que **depuis les dernières récoltes de 2014,** 39,2% (contre 49% en 2013) de ménages ont eu recours à l'endettement dans l'ensemble du milieu rural. Les ménages classés en sévère (73,9 %) et modérée (56,8%) ont eu plus recours à l'endettement.

Graphique 8 : Recours à l'endettement depuis les dernières récoltes de 2014 selon la classe d'insécurité alimentaire

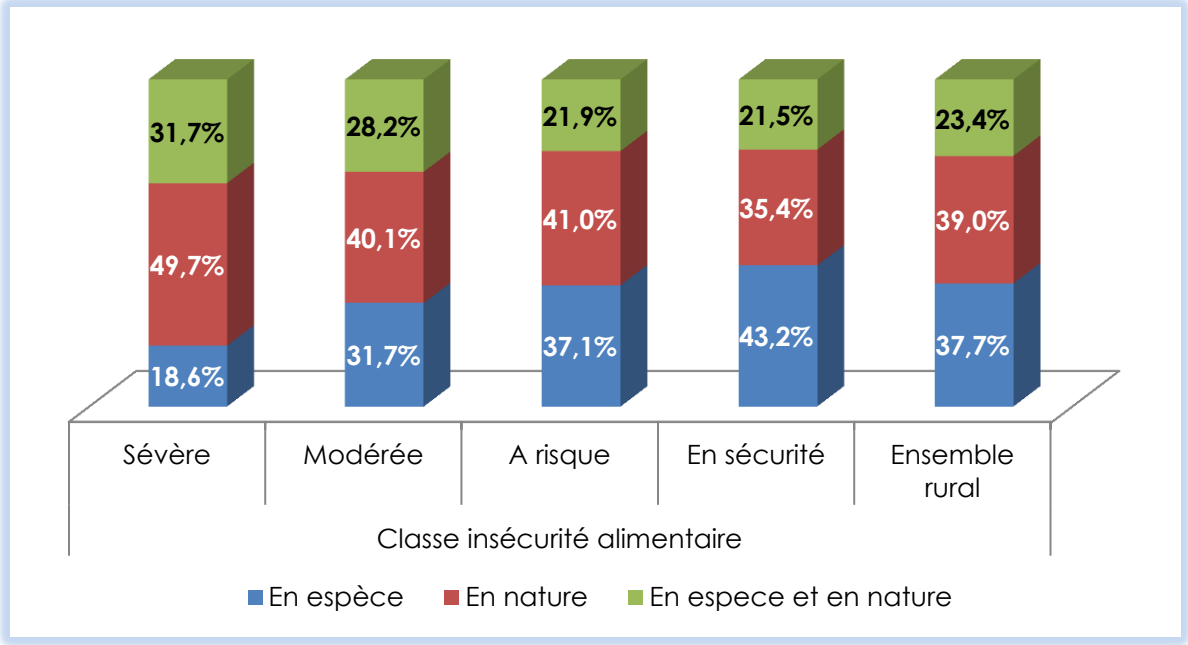


3.6.2. Niveau et nature de l'endettement

Le crédit en nature se fait en grande partie avec des céréales, aliments de préférence des populations rurales.

Les crédits en nature sont plus développés chez les ménages en insécurité alimentaire et modéré pour respectivement 49,7% et 40,1% des ménages.

Graphique 9 : Nature de crédits contractés selon les classe d'insécurité alimentaire.



3.7. MIGRATION DURANT LES DOUZE DERNIERS MOIS

Face à la précarité des conditions de vie des populations notamment rurales et la faible occupation des jeunes, la migration fait partie des stratégies voire un moyen d'existence des ménages vulnérables. A travers cette stratégie, les ménages arrivent à diversifier leurs sources de revenus grâce aux transferts de ressources des migrants, à améliorer leurs conditions de vie et à réduire la pression sur les maigres ressources du ménage. Cependant, suite aux crises sociopolitiques qui secouent la Libye et le Nigéria, principales destinations des migrants nigériens, le Niger continuent à enregistrer un retour massif de migrants depuis 2011.

Alors que le pays tente de trouver une solution au problème de ces migrants, d'autres crises sociopolitiques intervenues en Centrafrique, au Mali et au Nigéria voisins ont occasionné l'afflux de réfugiés maliens et nigérians ainsi que des migrants nigériens saisonniers ou permanents principalement dans les régions de Diffa et Tillabéri.

Cet afflux massif et l'entrée de plain-pied du Niger dans la lutte contre le terrorisme constituent des facteurs d'aggravation de la vulnérabilité des communautés d'origine, car les transferts monétaires constituaient pour elles un mécanisme important de résilience pour faire face à leur vulnérabilité chronique et aux crises alimentaires récurrentes.

3.7.1. Origine et destination des Migrants

Dans le cadre de cette enquête, le mouvement de la population est analysé par rapport aux personnes ayant quitté leur ménage au cours des douze derniers mois.

Selon les informations recueillies, en moyenne 21,5 % des ménages avaient au moins un de leurs membres en migration au moment de l'enquête contre 12,6% en 2013. On note une hausse importante des départs en migration.

Tableau 7: Répartition des ménages selon la migration de leurs membres durant les douze derniers mois

Migration d'un membre ou ancien membre du ménage	Effectifs	Pourcentage
Oui	431 610	21,5
Non	1 577 134	78,5
Total	**2 008 744**	**100**

Selon la classe d'insécurité alimentaire, on note que 30,8 % des sévère ont déclaré un ou des migrants durant les douze derniers mois contre 9,5% en 2013. Pour la classe des modérés 25,9% ont déclaré un ou des migrants contre 11,9% en 2013. Pour ceux à risque, 22,6% ont déclaré un ou des migrants contre 12,6% en 2013 et 19,1% des ménages en sécurité ont déclaré un ou des migrants contre 13,3% en 2013.

On note que la plus forte proportion des ménages ayant déclaré des migrants sont dans la classe des sévères suivie de celle des modérés contrairement à l'année

passée où la plus forte proportion a été observée chez les ménages en classe de sécurité suivie de celle à risque.

Cela pourrait démontrer que les ménages en insécurité alimentaire développent de plus en plus comme stratégie d'adaptation, la migration et que la migration a un impact sur la situation alimentaire de ces ménages.

Tableau 8 : Répartition des ménages par classe d'insécurité selon la migration de leurs membres au cours des 12 derniers mois **(%)**

Classe d'insécurité alimentaire	Y a-t-il en ce moment un membre ou ancien membre de votre ménage vivant en dehors du village durant les douze derniers mois		Total (%)
	Oui (%)	Non (%)	
Sévère	30,8	69,2	100
Modéré	25,9	74,1	100
A risque	22,6	77,4	100
En sécurité	19,1	80,9	100
Ensemble	**21,5**	**78,5**	**100**

Globalement 63,3 % des migrants vont dans d'autres pays d'Afrique contre 71,2% en 2013 ; 17,3 % vont vers les autres villes du Niger contre 12,3% en 2013 et 10% à Niamey la capitale contre 9,5% en 2013. Les migrations vers d'autres villages et hors d'Afrique restent faibles avec respectivement des taux de 7,7% et 1,6%. Cependant, quelle que soit la région, l'essentiel des mouvements sont dirigés vers d'autres pays d'Afrique (63,3%).

Tableau 9 : Proportion des ménages par nombre des migrants selon la destination

Nombre de personnes	Autres villages	Ville de Niamey	Autres villes du Niger	Autres pays d'Afrique	Hors Afrique	Total
1 personne	7,6	9,6	17,9	63,4	1,5	100
2 personnes ou plus	8,4	12,1	15,0	62,4	2,1	100
Total	**7,7**	**10,0**	**17,3**	**63,3**	**1,6**	**100**

Cette proportion est importante dans les régions de Tahoua (81,3%), Zinder (66,8%) et Dosso (54,7%). Les déplacements vers la ville de Niamey, capitale du pays, représentent 10%. On note à l'interne que 32,2% de ménages de la région de Maradi ont déclaré des déplacements vers d'autres villes du Niger, suivie de Diffa (30,1%).

Tableau 10 : Pourcentage de ménages par région selon la destination des migrants

Région	Autre village	Ville Niamey	Autre ville du Niger	Autre pays d'Afrique	Hors d'Afrique	**Total**
Agadez	19,3	0,0	29,8	48,6	2,3	100
Diffa	30,1	5,1	30,1	32,7	2,1	100
Dosso	3,3	18,1	23,4	54,7	0,5	100
Maradi	9,8	2,2	32,2	54,3	1,5	100
Tahoua	3,7	4,0	9,6	81,3	1,4	100
Tillabéri	10,8	24,2	10,3	53,5	1,2	100
Zinder	7,5	4,9	17,3	66,8	3,5	100
Niamey périphérie	18,2	29,5	4,1	48,2	0,0	100
Ensemble rural	**7,7**	**10,0**	**17,3**	**63,3**	**1,6**	**100**

L'enquête s'est aussi intéressée à la migration de chefs des ménages.

Tableau 11 : Nombre de ménages dont le chef a migré et leur proportion

Parmi ces migrants y a-t-il le chef de ménage	Effectifs	Pourcentage
Oui	195 758	47,7
Non	214 485	52,3
Total	**410 243**	**100**

En moyenne, 47,7% des migrations concernent les chefs de ménages contre 45,7% en 2013.

Tableau 12 : Pourcentage de ménages par classe d'insécurité alimentaire selon la migration du chef de ménage

Classe d'insécurité alimentaire	Parmi ces migrants y a-t-il le chef de ménage ?		Total (%)
	Oui (%)	Non (%)	
Sévère	53,6	46,4	100
Modéré	54,1	45,9	100
A risque	50,9	49,1	100
En sécurité	42,3	57,7	100
Ensemble	47,7	52,3	**100**

Dans l'ensemble, 47,7% des ménages concernés par la migration ont déclaré que le chef de ménage fait partie des migrants. Selon les classes d'insécurité alimentaire, les ménages en sécurité alimentaire sont les moins concernés par le départ du chef (42,3%).

Selon la durée, la plus forte proportion des migrants (30,6%) restent 3 à 6 mois en dehors de leur ménage et 23,1 % pendant plus de 9 mois.

Tableau 13 : Répartition des ménages selon la durée de migration saisonnière

Approximativement les migrants saisonniers de votre ménage sont absents pendant combien de temps	Effectifs	Pourcentage
Moins d'un mois dans l'année	28 250	7,0
Entre 1 et 3 mois dans l'année	78 624	19,6
Entre 3 et 6 mois dans l'année	122 604	30,6
Entre 6 et 9 mois dans l'année	78 720	19,6
Plus de 9 mois dans l'année	92 763	23,1
Total	**400 961**	**100**

Suivant les régions, les proportions les plus importantes des migrants qui s'absentent pendant 3 à 6 mois sont observées dans les régions de Dosso (37,4%) ; Diffa (36,5%), Tahoua (35,5%) ; Maradi (32,8%).

Les proportions les plus importantes des migrants qui s'absentent plus de 9 mois dans l'année sont observées à Niamey (39,7%), Agadez (32,7%), Zinder (28,0%), Maradi (25,3%), et Tillabéry (24,6%).

Tableau 14 : Répartition en % des ménages selon la durée de migration saisonnière par région

Région	Approximativement les migrants saisonniers de votre ménage sont absents pendant combien de temps					Total
	Moins d'un mois dans l'année (%)	Entre 1 et 3 mois dans l'année (%)	Entre 3 et 6 mois dans l'année (%)	Entre 6 et 9 mois dans l'année (%)	Plus de 9 mois dans l'année (%)	
Agadez	18,8	20,5	17,7	10,4	32,7	**100**
Diffa	10,2	30,5	36,5	15,3	7,4	**100**
Dosso	9,2	14,7	37,4	23,3	15,5	**100**
Maradi	7,7	22,4	32,8	11,8	25,3	**100**
Tahoua	7,0	19,0	35,5	16,7	21,9	**100**
Tillabéry	4,7	14,8	28,3	27,6	24,6	**100**
Zinder	6,8	26,1	18,5	20,7	28,0	**100**
Niamey	18,5	21,2	9,5	11,1	39,7	**100**
Total	7,0	19,6	30,6	19,6	23,1	**100**

3.7.2. Migration, insécurité alimentaire et transferts d'argent

Un autre centre d'intérêt de l'enquête est le montant des transferts monétaires reçus par les ménages au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête.

Les informations collectées montrent que plus de 85% des migrants de sexe masculin âgés de 18 à 50 ans sont partis pour la recherche d'un emploi, donc pour des préoccupations économiques. Ces migrants transfèrent de l'argent à leurs ménages d'origine. En moyenne, au niveau national, ces ménages reçoivent annuellement 75.645 F CFA contre 157.673 FCFA en 2013.

Les transferts moyens annuels par ménage sont plus importants dans les régions d'Agadez (100.455 F CFA), de Tahoua (86.902 F CFA), de Dosso (84.017 F CFA).

Dans les autres régions les transferts moyens annuels par ménage sont de : Tillabéry (74.857 FCFA, Maradi (69.451 F CFA), Zinder (58.955 FCFA), Diffa (51.303 FCFA), Niamey (32.056 F CFA).

Par rapport à 2013, on note une baisse significative des montants annuels moyens à Niamey (32.056 F CFA contre 91.033 F en 2013), Tillabéri (74.857 FCFA contre 379.932 F en 2013), Diffa (51.303 FCFA contre 189.758 F en 2013), Agadez (100.455 F CFA contre 207.463 F en 2013), Maradi (69.451 F CFA contre 149.345 F en 2013), Dosso (84.017 F CFA contre 116. 061 F en 2013).

Par contre ces transferts se sont relativement améliorés pour Tahoua (86.902 F CFA contre 77.908 F en 2013), Zinder (58.955 F CCFA contre 32.104 F en 2013).

Tableau 15 : Répartition des ménages ruraux par région selon le montant annuel moyen des transferts

Région	Montant moyen des transferts monétaires reçus des migrants par les ménages
Agadez	100 455
Diffa	51 303
Dosso	84 017
Maradi	69 451
Tahoua	86 902
Tillabéri	74 857
Zinder	58 955
Niamey périphérie	32 086
Ensemble rural	**75 645**

Selon la classe d'insécurité alimentaire, les ménages en insécurité sévère, modérée, à risque, et en sécurité ont déclaré avoir reçu en moyenne, au cours des 12 derniers mois respectivement, 42.252 FCFA, 61.619 F CFA, 66.801 F CFA et 90.525 F CFA comme l'indique le tableau ci-dessous.

Par rapport à 2013, une baisse significative des montants moyens reçus par les ménages en sécurité avec 90.525 F CFA contre 302.234 F et 66.801 F CFA contre 107.720 F pour ceux à risque.

Par contre, ces montants sont relativement améliorés pour les ménages en insécurité alimentaire sévère (42.252 FCFA contre 26.338 F CFA en 2013) et (61.619 F CFA contre 60.914 F en 2013 pour les modérés).

Tableau 16 : Montant moyen annuel du transfert monétaire reçu par ménage selon la classe d'insécurité alimentaire

Classes d'insécurité alimentaire	Montant moyen des transferts monétaires reçus des migrants au cours derniers mois
Sévère	42 252
Modéré	61 619
A risque	66 801
En sécurité	90 525
Ensemble	**75 645**

Suivant la tranche d'âge et le nombre de personnes ayant migré par ménage, les ménages ont déclaré avoir reçu en moyenne dans l'année 50.964 F CFA des migrants de moins de 18 ans contre 80.287 FCFA de ceux dont l'âge varie entre 18 et 50 ans et qui sont les plus nombreux (81,9% dont 79,8% de sexe masculin).

Comparé à l'année 2013, ces ménages ont reçu 50.964 F CFA contre 118.763 F CFA des migrants de moins de 18 ans et 80.287 FCFA contre 99.916 FCFA de ceux dont l'âge varie entre 18 et 50 ans et qui sont les plus nombreux.

On note ainsi, une baisse des transferts monétaires.

Les ménages ayant enregistré le départ de 2 personnes ou plus dans la tranche d'âge des moins de 18 ans, reçoivent en moyenne 52.979 F CFA contre 50.401 F pour ceux dont un seul membre a migré comme l'indique le tableau ci-dessous. Par contre ceux qui ont enregistré des départs dans la tranche d'âge de 18 à 50 ans reçoivent en moyenne 120.145 F CFA contre 71.115 F CFA.

Tableau 17 : Montant moyen des transferts monétaires reçus suivant les tranches d'âge des migrants et le nombre de personnes ayant migré

	Montant moyen des transferts monétaires reçu suivant les tranches d'âge des migrants		
Nombre de personnes ayant migré	Moins de 18 ans	18 à 50 ans	Plus de 50 ans
1 personne	50 401	71 115	67 358
2 personnes ou plus	52 979	120 145	215 235
Ensemble	**50 964**	**80 287**	**72 635**

3.7.3. Appréciation de l'évolution des transferts par les ménages

En moyenne, au niveau national, 25,9% des ménages ont estimé les ressources envoyées, pendant les 12 mois précédant l'enquête, moins importantes que d'habitude. Ces ressources ont été estimées équivalentes par 29,1% des ménages concernés et plus importantes que d'habitude par 20,7%.

Selon les régions, ces ressources sont jugées moins importantes par 32,6% des ménages de Maradi ; 29,2% des ménages de Zinder ; 26,9% des ménages de Tillabéry. Ces ressources sont jugées équivalentes par 34,4% des ménages de Tahoua ; 33,2% des ménages de Niamey périphérie; 32,5% des ménages de Diffa ; 30,7% des ménages de Dosso ; 29,5% des ménages de Maradi. Elles ont été estimées plus importantes que d'habitude par 30,2% des ménages de Niamey périphérie ; 23,3% des ménages de Tahoua ; 22,7% des ménages de Diffa ; 21,8% des ménages de Dosso ; 21,4% des ménages de Zinder.

Tableau 18 : Répartition (en%) des ménages ayant enregistré des migrants selon l'évolution du montant total des transferts reçus au cours des 12 derniers mois par rapport à leur niveau habituel

	Evolution des transferts reçus des migrants				
Région	**Plus important que d'habitude**	**Equivalentes**	**Moins importantes que d'habitude**	**Non applicable**	**Total**
Agadez	16,8	21,3	20,7	41,2	**100**
Diffa	22,7	32,5	20,9	23,8	**100**
Dosso	21,8	30,7	18,4	29,2	**100**
Maradi	16,6	29,5	32,6	21,3	**100**
Tahoua	23,3	34,4	23,1	19,2	**100**
Tillabéri	19,1	23,1	26,9	30,8	**100**
Zinder	21,4	26,2	29,2	23,2	**100**
Niamey	30,2	33,2	10,0	26,6	**100**
Ensemble	20,7	29,1	25,9	24,4	**100**

Comparées à l'année 2013, en moyenne, au niveau national, 25,9% des ménages ont estimé les ressources envoyées, pendant les 12 mois précédant l'enquête, moins importantes que d'habitude contre 26,3%.

Ces ressources ont été estimée équivalentes par 29,1% des ménages contre 28,7% en 2013 et plus importantes que d'habitude par 20,7% contre 25,4% en 2013.

Selon les régions, les plus fortes proportions des ménages qui ont jugé ces ressources moins importantes se trouvent à Maradi (32,6% contre 21,4% en 2013) ; Zinder (29,2% contre 26,8% en 2013) et Tillabéri (26,9% contre 25,2% en 2013).

Par contre, ces ressources sont estimées plus importantes que d'habitude à Niamey (30,2% contre 24,8% en 2013); à Tahoua (23,3% contre 28,9% en 2013) ; à Diffa (22,7%contre 29,4% en 2013); Dosso (21,8%contre 28,3% en 2013) et Zinder (21,4% contre 6,3% en 2013).

Tableau 19 : Répartition des ménages selon l'appréciation de l'évolution des transferts reçus par classe d'insécurité alimentaire

	Comment les ressources envoyées pendant les 12 derniers sont-elles jugées				
Classes d'insécurité alimentaire	Plus important que d'habitude	Equivalentes	Moins importantes que d'habitude	Non applicable	Total
Sévère	9,0	29,4	43,4	18,2	100
Modéré	16,1	25,6	32,2	26,1	100
A risque	20,1	31,1	24,9	23,9	100
En sécurité	23,8	28,7	22,9	24,6	100
Ensemble	**20,7**	**29,1**	**25,9**	**24,4**	**100**

Comparativement à leur niveau habituel, les ressources envoyées pendant les 12 derniers mois sont jugés moins importantes par 43,4% des sévères, et 32,2% des modérés.

Les ressources sont jugées plus importantes par 9,0% des ménages en insécurité alimentaire sévère et 16,1% des ménages en insécurité alimentaire modérée.

Par rapport à l'année 2013 et comparativement à leur niveau habituel, les ressources envoyées pendant les 12 derniers mois sont jugés moins importantes respectivement par 43,4% des sévères contre 9,4% en 2013, 32,2% des modérés contre 33,7% en 2013, 24,9% de ceux à risque contre 23,6% en 2013 et 22,9% de ceux en sécurité contre 25,6% en 2013.

Toujours par rapport à 2013, les ressources sont jugées plus importantes que d'habitude par 9,0% des ménages en insécurité alimentaire sévère contre 51,1% en 2013 ; 16,1% des ménages en insécurité alimentaire modérée contre 22% en 2013 ; 20,1% des ménages à risque contre 25,6% en 2013 et 23,8% des ménages en sécurité contre 27% en 2013.

3.8. CONSOMMATION ET DIVERSITE ALIMENTAIRE DES MENAGES

La sécurité alimentaire d'un ménage donné est assurée lorsque qu'il parvient à satisfaire, à tout moment, ses besoins alimentaires et nutritionnels de base. Cela comporte une signification quantitative lorsque les membres de ce ménage parviennent à manger à leur faim et une signification qualitative lorsqu'ils consomment plusieurs groupes d'aliments donc à diversifier leur alimentation de façon à combler tous leurs besoins énergétiques.

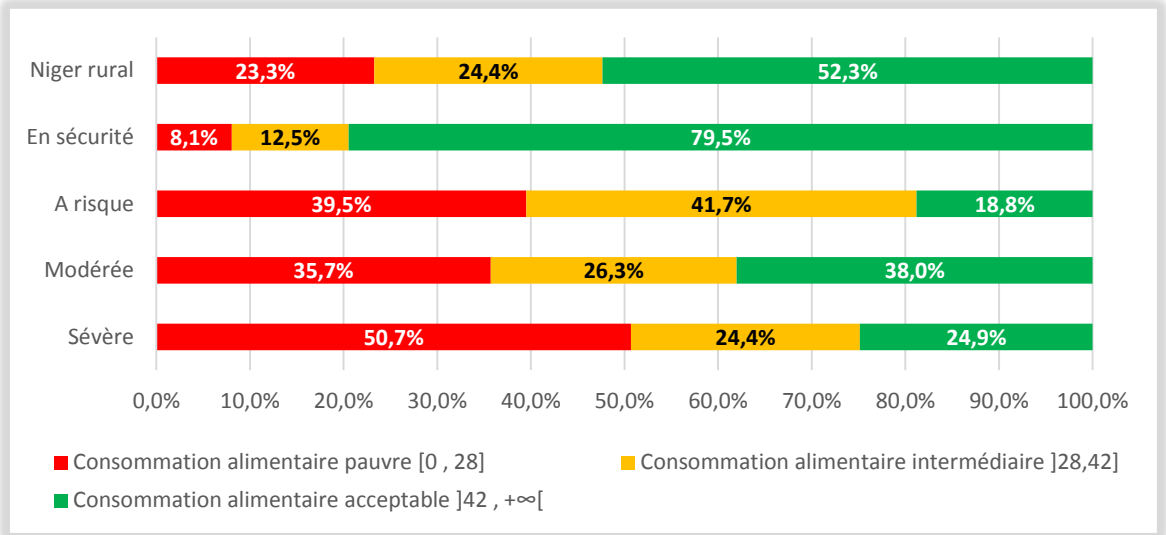
Plusieurs indicateurs sont utilisés pour analyser la qualité de l'alimentation des ménages dont les plus courants sont le score de consommation alimentaire et le score de diversité alimentaire au niveau ménage.

3.8.1. Score de consommation alimentaire

Le score de consommation alimentaire est un indicateur composite, proxy de l'accessibilité alimentaire[2]. Il est calculé sur la base de la diversité alimentaire, la fréquence et l'importance nutritionnelle de chacun des huit groupes d'aliments retenus[3] consommés. Il peut s'interpréter en fonction de la classification du score en trois classes (Pauvre, Limite, Acceptable)

Les résultats indiquent que 23,3% des ménages vivant en milieu rural ont une alimentation pauvre ; 24,4% une alimentation limite et 52,3% une alimentation acceptable. Selon les classes, on observe une amélioration de la consommation alimentaire chez les ménages en insécurité alimentaire sévère (de 100% en 2013 à 50,7% en 2014) et modéré (de 53% en 2013 à 35,7% en 2014).

Graphique 10 : Pourcentage de ménages selon le score de consommation et le niveau d'insécurité alimentaire.

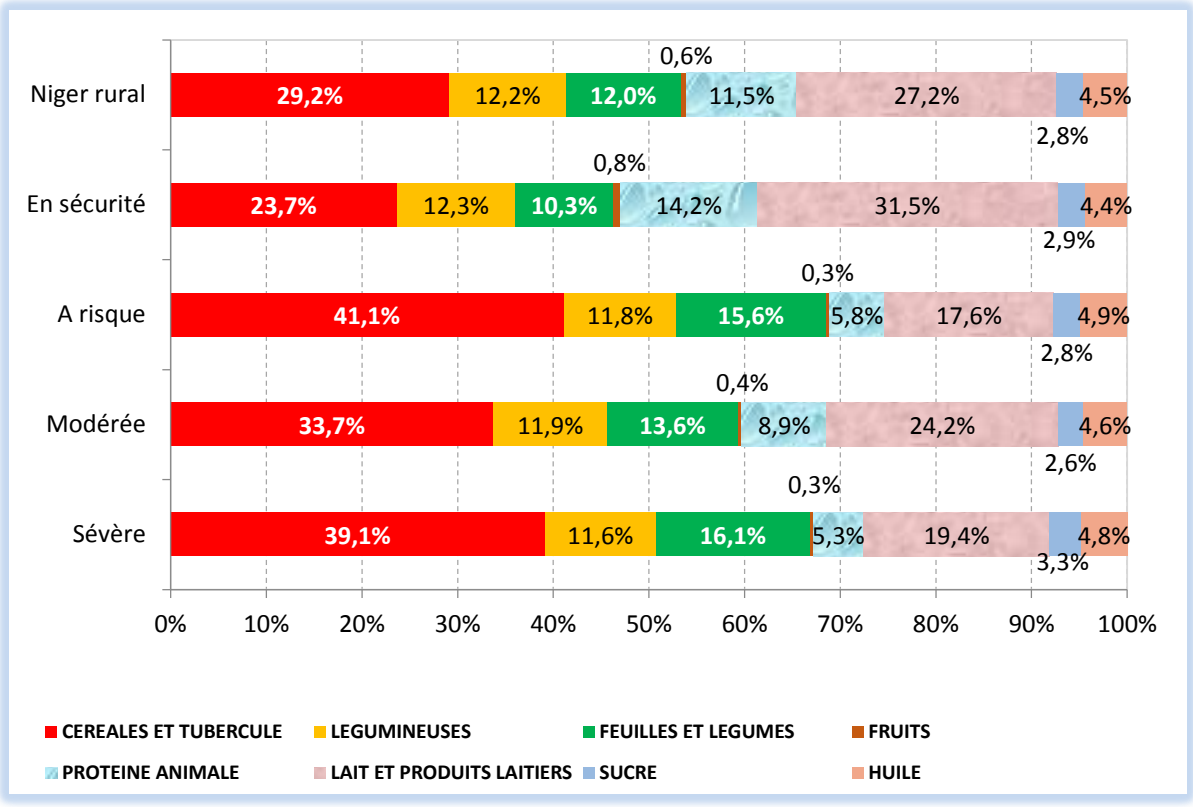


[2] Il est calculé sur la base des produits / aliments consommés les 7 jours précédant l'enquête.
[3] Céréales et tubercule, légumineuses, feuilles et légumes, fruits, protéine animale, lait et produits laitiers, sucre et huile.

La contribution de chaque groupe d'aliment au score de consommation alimentaire a été calculée en procédant ainsi : pour chaque groupe, le nombre moyen de jour de consommation, pondéré par le poids du groupe a été calculé premièrement. Par la suite le score moyen de consommation a été calculé en effectuant la somme de tous les scores de tous les groupes. Deuxièmement, à l'intérieur d'une même catégorie de ménage, la contribution a été calculée en effectuant le score du groupe divisé par le score global du même groupe. Cette opération finale donne le poids de chaque groupe d'aliments dans la constitution du score du groupe.

Ainsi, l'analyse de la contribution des groupes alimentaires dans la constitution du score, montre que le régime alimentaire des ménages prend en compte tous les groupes avec des proportions variées sans grande différence entre les classes d'insécurité alimentaire. Par ailleurs, on remarque que certains groupes d'aliments, comme les protéines animales, sont plutôt caractéristiques des ménages en sécurité alimentaire. De même, l'enquête révèle que quelle que soit la situation alimentaire du ménage, la consommation de fruits n'est pas fréquente dans leur alimentation (moins de 1%).

Graphique 11 : Composantes du score de consommation alimentaire selon les classes d'insécurité alimentaire.



3.8.2. La diversité alimentaire à l'échelle ménage (HDDS)

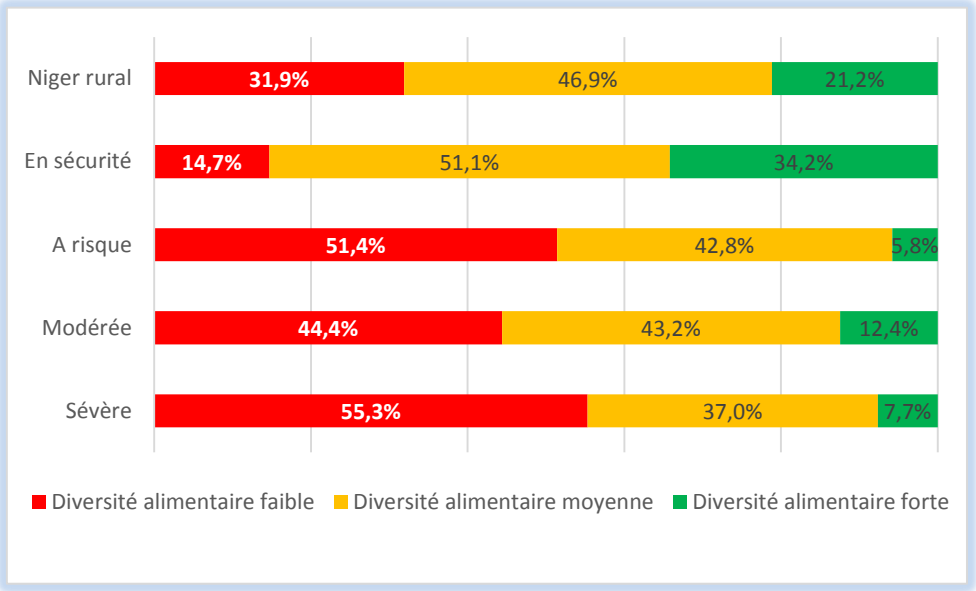
On utilise le score de diversité alimentaire à l'échelle ménage (HDDS[4]) pour comprendre les conditions d'accès économique des ménages aux aliments. Pour

[4] Le HHDS est calculé sur une période de 7 jours (même période que la consommation alimentaire).

cela on s'intéresse à tous les aliments dont l'acquisition nécessite des ressources tels que les condiments, le sucre et les aliments sucrés, ainsi que les boissons.

Globalement, une proportion importante des ménages arrive à diversifier son alimentation avec des aliments nutritifs (68,1% consomment au moins 4 groupes). Cependant, suivant les classes d'insécurité alimentaire, on remarque une variabilité. Plus de la moitié des ménages en insécurité alimentaire (6 ménages sur 10) ont une diversité alimentaire faible (au plus 3 groupes d'aliments) pendant les 7 derniers jours.

Graphique 12 : Diversité alimentaire au niveau ménage

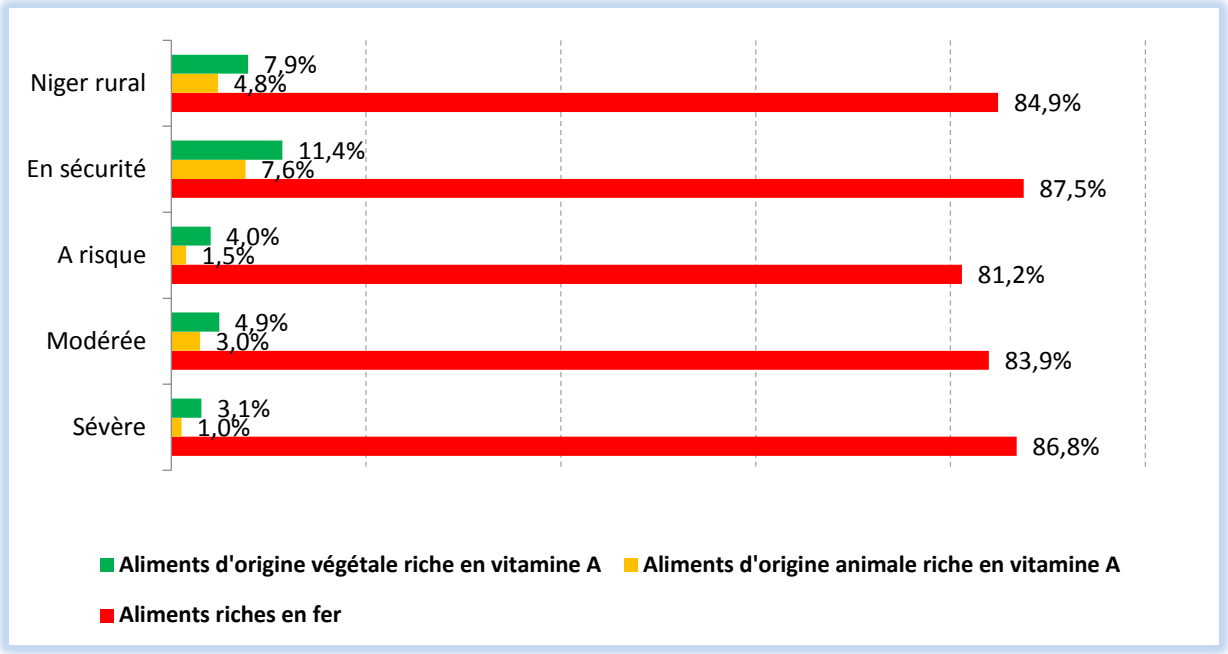


Selon les régions la même tendance est observée. En effet, la proportion des ménages ayant une diversité alimentaire moyenne ou forte (consommant 4 groupes et plus) varie de 85,7% à Niamey (périphérie) à 63,0% à Dosso. Au niveau des régions, tous les ménages consomment au moins 5 aliments.

Les résultats de l'enquête indiquent que seulement 3,1% des ménages en insécurité alimentaire sévère consomment des aliments d'origines végétales riches en vitamine A. La consommation d'aliments d'origines animales riches en vitamine A est importante au niveau des ménages en sécurité alimentaire.

Par contre, les aliments riches en fer sont accessibles à toutes les catégories de ménages (plus de 80%). Ces aliments sont principalement les légumes à feuilles vertes (baobab, *yodo*, *mollohia*, etc.).

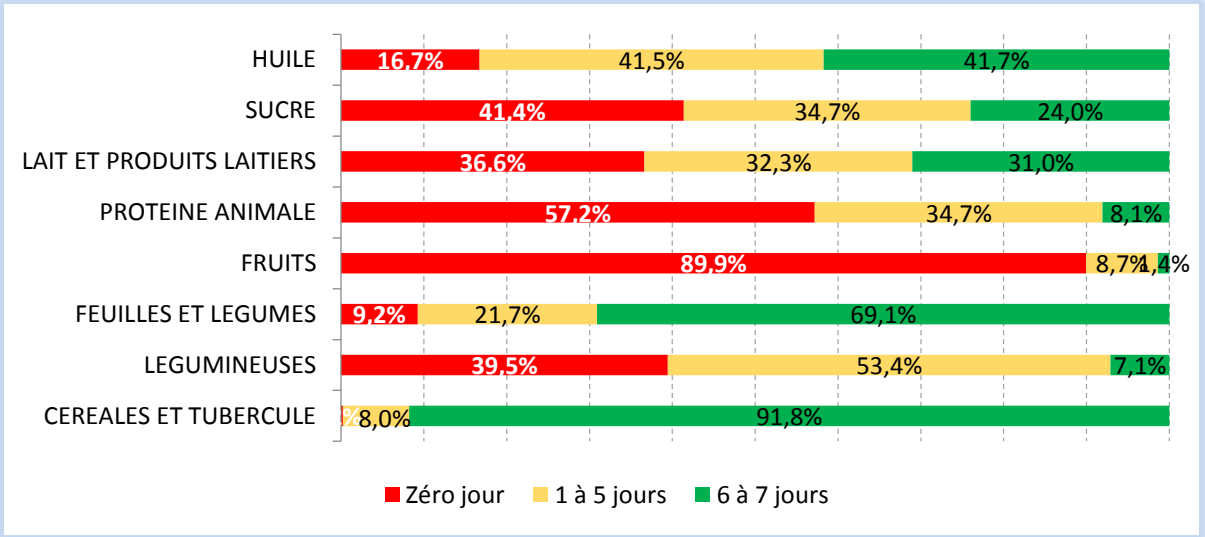
Graphique 13 : Pourcentage des ménages consommant des aliments riches en fer et vitamine A selon les classes d'insécurité alimentaire.



3.8.3. La fréquence de consommation d'aliments selon le groupe

En analysant la fréquence de consommation d'aliments, il ressort comme indiqué sur les graphiques ci-après, que les aliments riches en fer, les huiles et graisses, les protéines animales, les fruits ne sont pas fréquemment consommés par les ménages. Par contre l'enquête révèle que le groupe d'aliments constitué de céréales et tubercules est quasiment consommé en majorité pendant 6 à 7 jours par tous les ménages.

Graphique 14 : Pourcentage de ménages selon la fréquence de consommation de groupe d'aliments



Suivant les classes d'insécurité alimentaire, la consommation des céréales est presque dans le même ordre de grandeur en terme de jours de consommation, même si des petites disparités existent entre les sévères et les autres catégories.

Quant aux légumineuses, leur consommation est plus fréquente (au moins 70%) au niveau des ménages en sécurité alimentaire (au moins un jour sur les 7 derniers jours). Cette proportion est d'environ 40% pour les ménages en insécurité alimentaire sévère.

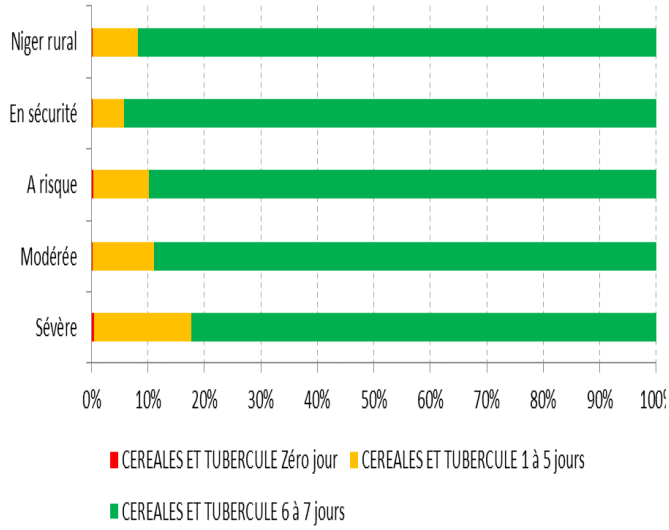
La consommation des feuilles et légumes est forte dans toutes les classes d'insécurité alimentaire (plus de 80% des ménages).

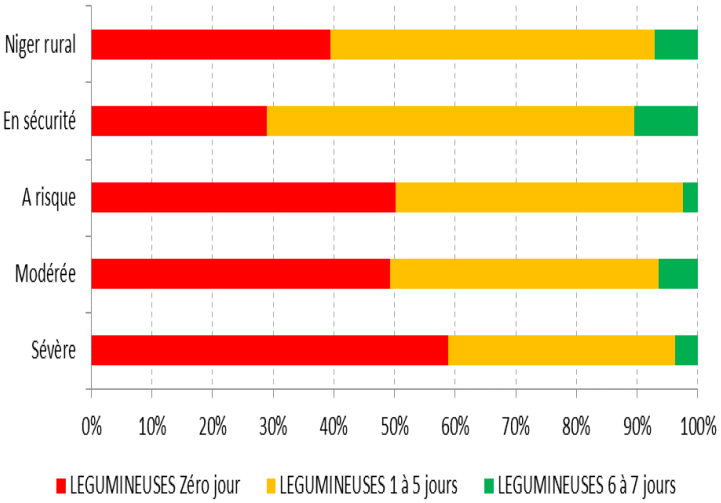
Quant aux fruits leur consommation est moins importante. Ainsi, quelle que soit la classe d'insécurité alimentaire, près de 9 ménages sur 10 n'ont pas consommé des fruits au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête.

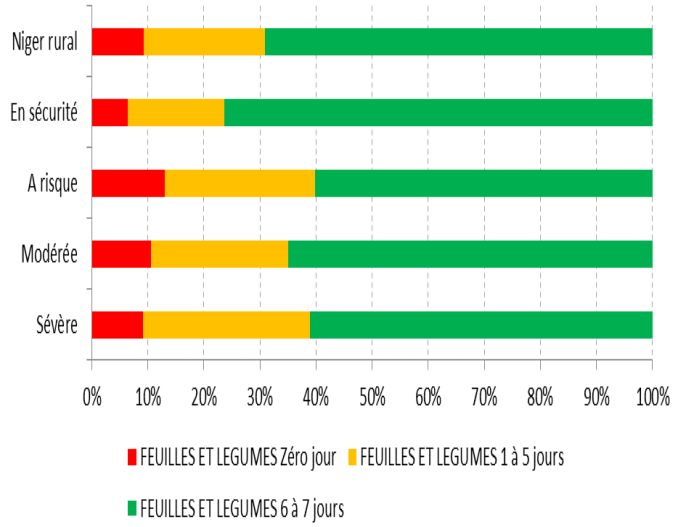
Les protéines animales sont plus fréquentes dans les assiettes des ménages en sécurité alimentaire que ceux en insécurité alimentaire (58,8% contre 17,6%).

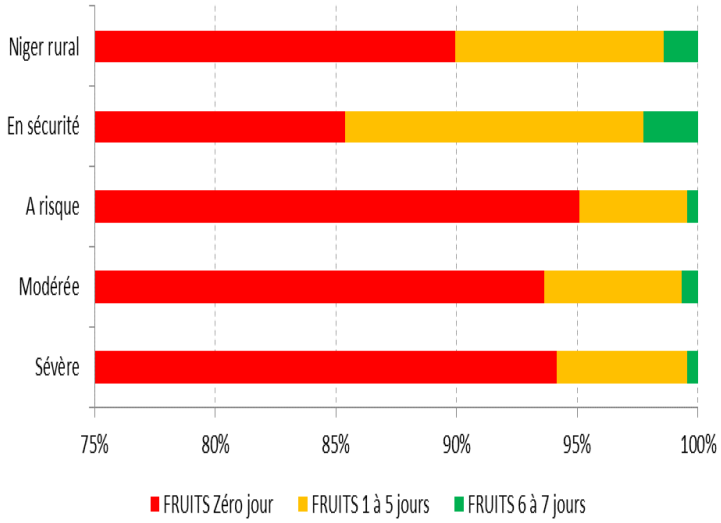
Le lait et les produits laitiers sont consommés de façon plus fréquente au niveau des ménages en sécurité alimentaire où un ménage sur deux le consomme pendant les 7 derniers jours. Par contre, cette consommation ne concerne que seuls 13% des ménages en insécurité alimentaire.

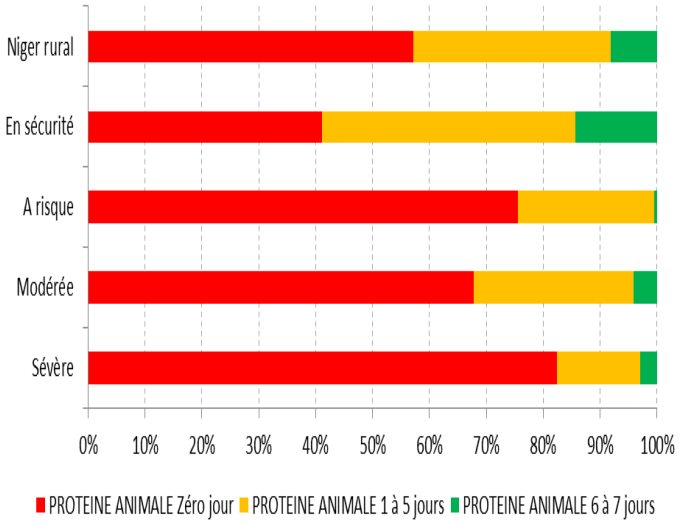
Graphique 15 : Pourcentage de ménages selon la fréquence de consommation de groupe d'aliments par classe d'insécurité alimentaire.

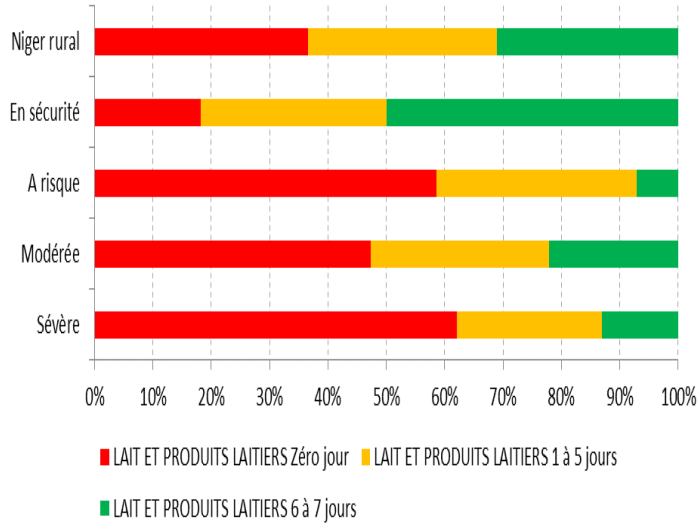












3.9. PROFIL D'INSECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES EN MILIEU RURAL

Typologie de l'insécurité alimentaire	Principales caractéristiques
Insécurité alimentaire sévère (2,5% de la population) soit 410.297 personnes contre 97.941 *Personnes en novembre 2013*	• Plus forte incidence parmi les ménages dirigés par les femmes (3,6%) contre 2,3% pour les ménages dirigés par les hommes ; • La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 8,8 personnes, supérieure à la moyenne obtenue en novembre 2013 qui était de 5,4 personnes ; • Un peu moins de sept ménages sur dix, soit 65,6% ne disposent pas au moment de l'enquête de stocks alimentaires et pour ceux qui en disposent, 83,3% affirment que leurs provisions sont insuffisantes pour couvrir leurs besoins alimentaires jusqu'aux prochaines récoltes ; • Le score de consommation alimentaire moyen des ménages de ce groupe est estimé à 32,2 nettement supérieur à celui de novembre 2013 (18,7) traduisant ainsi une amélioration du régime alimentaire. On note d'ailleurs que 23,6% des personnes de ce groupe ont une consommation alimentaire acceptable ; • La durée moyenne des stocks alimentaires des ménages de ce groupe est de 0,2 mois contre 2,5 mois dans l'ensemble ; • En moyenne, un ménage de ce groupe possède moins d'une UBT (0,2) contre 2,0 UBT en moyenne dans l'ensemble du pays ; • 45,9% des ménages de ce groupe ont comme principale source de revenu la vente des produits agricoles ; en novembre 2013 ce taux est de 80,2%. • Le revenu moyen mensuel d'un ménage du groupe est d'environ 28.515 F CFA contre 50.957 F Cfa pour l'ensemble des ménages ; • 64,3% de leurs dépenses globales en cash sont affectées à l'alimentation contre 55,6% en novembre 2013, • 82,2% de leurs dépenses globales (y compris l'autoconsommation) sont affectées à l'alimentation • Près de 59% des ménages de cette classe de vulnérabilité s'est endettée pour des raisons alimentaires depuis les récoltes de 2014; • Le Coping Strategy Index (CSI) moyen dans cette classe de vulnérabilité est de 55,7 nettement supérieur à celui de novembre 2013 qui était de 44,4 (les ménages de ce groupe ont ainsi développé beaucoup plus de stratégies qu'en 2013). On note par ailleurs, qu'au cours des sept derniers jours précédant l'enquête, les résultats de l'étude ont révélé que dans cette classe de vulnérabilité : - 81,7% des ménages ont consommé des aliments moins préférés contre 97,7% en novembre 2013 ; - 84,9% des ménages de cette classe ont emprunté des vivres chez des parents/voisins ou amis contre 69,8% en novembre 2013 ; - 74,8% des ménages ont acheté des vivres à crédit contre 24,4% en moyenne au niveau national; - 41,5% des ménages ont eu un recours inhabituel à la consommation des aliments de pénurie contre 46,0% en novembre 2013; - 52,8% des ménages ont dû passer au moins toute une journée sans manger contre 50,1% en novembre 2013; - 15,9% des ménages ont eu recours à la mendicité à cause de l'insécurité alimentaire ;

Typologie de l'insécurité alimentaire	Principales caractéristiques
	- 32,1% des ménages ont déclaré avoir consommé leurs semences pour des raisons d'insécurité alimentaire ; - 90,2% des ménages ont déclaré avoir diminué la quantité de la ration journalière consommée contre 100,0% en novembre 2013 ; - 93,0% des ménages ont déclaré avoir diminué la quantité de la ration journalière consommée par les adultes au profit des enfants contre 9,0% de l'ensemble des ménages - 84,5% des ménages ont déclaré avoir diminué le nombre des repas pris par jour contre 68,8% en novembre 2013; D'autre part on note également qu'au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête que : - 25,9% des ménages de cette classe de vulnérabilité, ont déclaré avoir enregistré des départs d'actifs contre 4,3% en novembre 2013 ; - 26,9% des ménages ont déclaré avoir vendu des animaux reproducteurs contre 36,9% en novembre 2013 ; - 16,9% des ménages ont vendu des biens (bijoux, objets de valeur…), contre 6% pour l'ensemble des ménages ;
Insécurité alimentaire modérée (13,2% de la population) soit 2.177.831personnes contre 3.478.101 *Personnes en novembre 2013*	• Plus forte incidence parmi les ménages dirigés par les femmes (19,3%) contre 12,3% pour les ménages dirigés par les hommes) ; • La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 6,7 personne légèrement supérieure à celle trouvée en novembre 2013 qui était de 6,3 personnes ; • La durée moyenne des stocks alimentaires des ménages de ce groupe est de ,11 mois contre 1,5 mois en novembre 2013; • En moyenne, un ménage de ce groupe possède moins d'une UBT (0,4) contre 2,0 UBT en moyenne dans l'ensemble du pays ; • Les principales sources de revenu pour ce groupe sont : la vente des produits agricoles (48,6%), le petit commerce (10,3%), le travail journalier (7,3%) ; • 77,7% de leurs dépenses globales (y compris l'autoconsommation) sont affectées à l'achat de nourriture; • Le score de consommation alimentaire moyen est de 39,0 contre 28,8 en novembre 2013 ; • Un peu plus de 36,8% des ménages de cette classe se sont endettés pour des raisons alimentaires depuis les récoltes de 2014 ; • L'indice de stratégie de survie moyen est de 26,6 nettement supérieur à celui de novembre 2013 qui était de 13,4 ; • Au cours des sept derniers jours précédant l'enquête : - 24,4% des ménages ont eu un recours inhabituel à la consommation des aliments de pénurie contre 9,4% pour l'ensemble des ménages; - 28,2% des ménages ont passé au moins toute une journée sur les 7 derniers jours ans manger contre 9,7% pour l'ensemble de la population rurale; - 59,1% des ménages ont déclaré avoir diminué la quantité de la ration journalière consommée par les adultes contre 19,0% pour l'ensemble des ménages, - 61,6% des ménages ont déclaré avoir diminué le nombre de repas aussi bien pour les adultes que pour les enfants, contre 23,2% pour l'ensemble des ménages; Au cours des 30 derniers jours, on note que : - 17,1% des ménages ont déclaré avoir enregistré des départs d'actifs

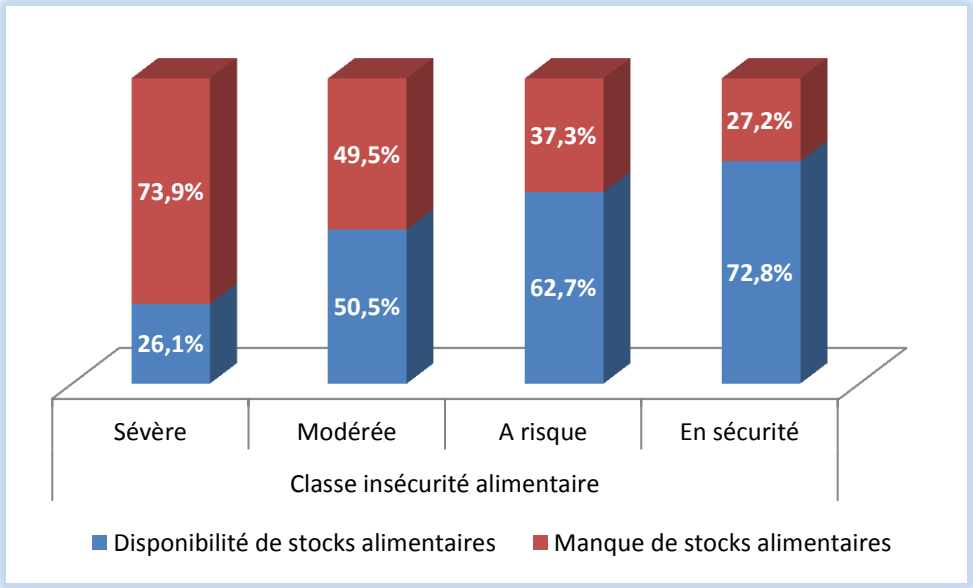
Typologie de l'insécurité alimentaire	Principales caractéristiques
	contre 11,3% pour l'ensemble des ménages; - 28,5% des ménages ont déclaré avoir vendu des animaux reproducteurs contre 22,2% pour l'ensemble des ménages ; - 9,0% des ménages ont déclaré avoir vendu des biens domestiques (radio, meubles, réfrigérateur, télévision, bijoux, habits etc.) pour des besoins alimentaires contre 6,0% pour l'ensemble des ménages ; - 8,5% des ménages ont vendu des biens productifs (bœufs de trait, charrue, charrette, machine à coudre, brouette, vélo, etc.) pour des raisons d'insécurité alimentaire contre 5,7% pour l'ensemble des ménages ;
A risque d'insécurité alimentaire (33,3% de la population) soit 5.500.919 personnes contre 7 448 504 personnes en novembre 2013	• La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 6,6 personnes ; elle reste stable comparativement à celle de novembre 2013 qui était de 6,7 personnes ; • La durée moyenne des stocks alimentaires des ménages est de 1,7 mois ; • La principale source de revenu pour ce groupe demeure la vente des produits agricoles (50,4%) ; • Le score de consommation alimentaire moyen est de 32,1 contre 55,0 en 2013 ; • 18,5% des ménages se sont endettés pour des raisons alimentaires depuis les récoltes de 2014 contre 50,5% des ménages qui se sont endettés entre la récolte 2011 et novembre 2013 ; • L'indice de stratégie de survie moyen dans cette classe est de 7,2, supérieur à celui de novembre 2013 (8,8).
En sécurité alimentaire (51,1% de la population) soit 8.454.766 personnes contre 5.599.834 personnes en novembre 2013	• La taille moyenne des ménages de ce groupe est de 6,7 personnes légèrement inférieure à celle trouvée en novembre 2013 qui était de 7,2 personnes ; • La durée moyenne des stocks alimentaires des ménages est de 3,5 mois contre 5,8 mois en novembre 2013 ; • En moyenne, un ménage de ce groupe possède 3,4 UBT contre 5,6 UBT en novembre 2013; • A l'image des autres classes de vulnérabilité précédentes, la principale source de revenu pour ce groupe demeure la vente des produits agricoles (41,4%). On note une proportion non négligeable des ménages de cette classe qui s'adonnent à la vente du bétail, des produits d'élevage et l'embouche (14,8%) ; • Le score de consommation alimentaire moyen est de 57,2 contre 50,5 en novembre 2013 ; • 16,5% des ménages se sont endettés pour des raisons alimentaires depuis les récoltes de 2014; • L'indice de stratégie de survie moyen est de 6,1 contre une moyenne de 5,9 en novembre 2013.

3.10. RESERVES ALIMENTAIRES ET DE SEMENCES DES MENAGES

3.10.1. Réserves alimentaires des ménages

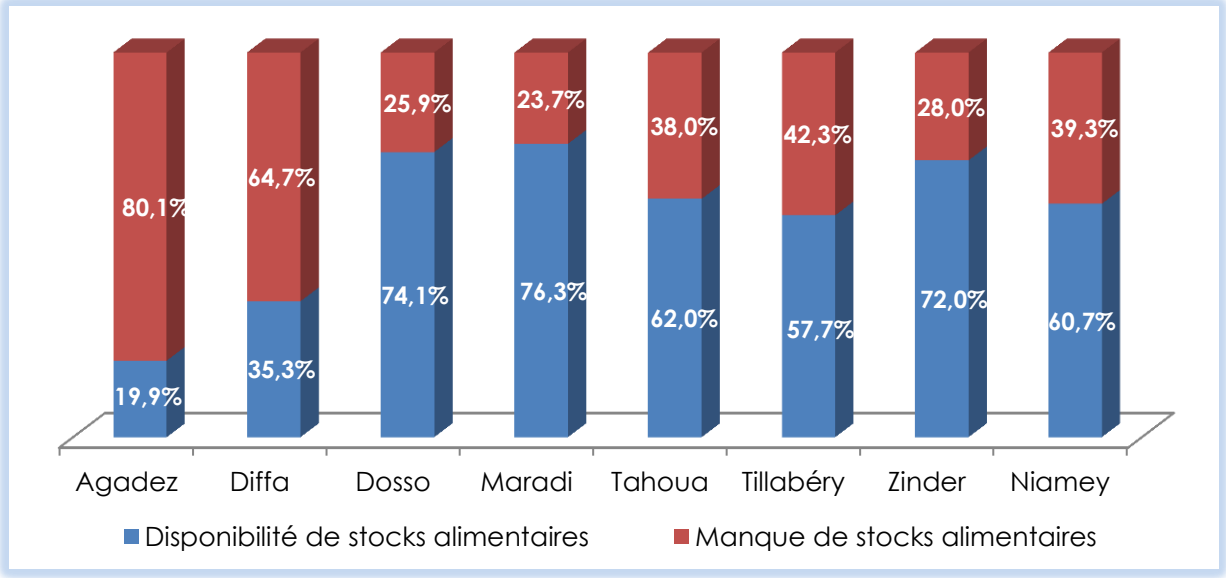
La proportion de ménages disposant de réserves alimentaires est fonction de la classe d'insécurité alimentaire. Ainsi, elle est de 26,1% chez les sévères, 50,5% chez les modérés, 62,7% chez ceux à risque et 72,2% chez ceux en sécurité.

Graphique 16 : Répartition des ménages selon la disponibilité de stock alimentaire et la classe d'insécurité alimentaire



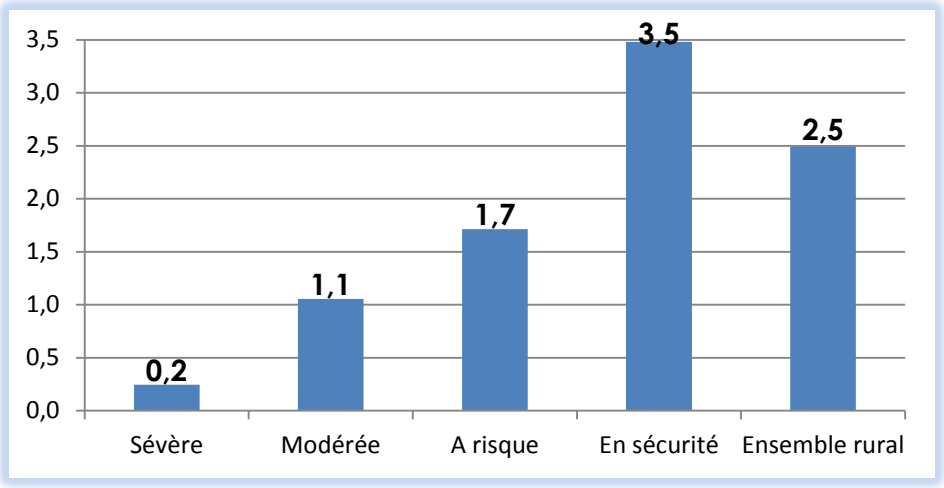
Selon les régions, la disponibilité de stock est plus faible à Agadez (19.9 % des ménages) et Diffa (35.3 % des ménages). Dans les autres régions, la proportion des ménages disposant de stock alimentaire est supérieure à 57%.

Graphique 17 : Répartition des ménages en fonction de la disponibilité de stock alimentaire par région



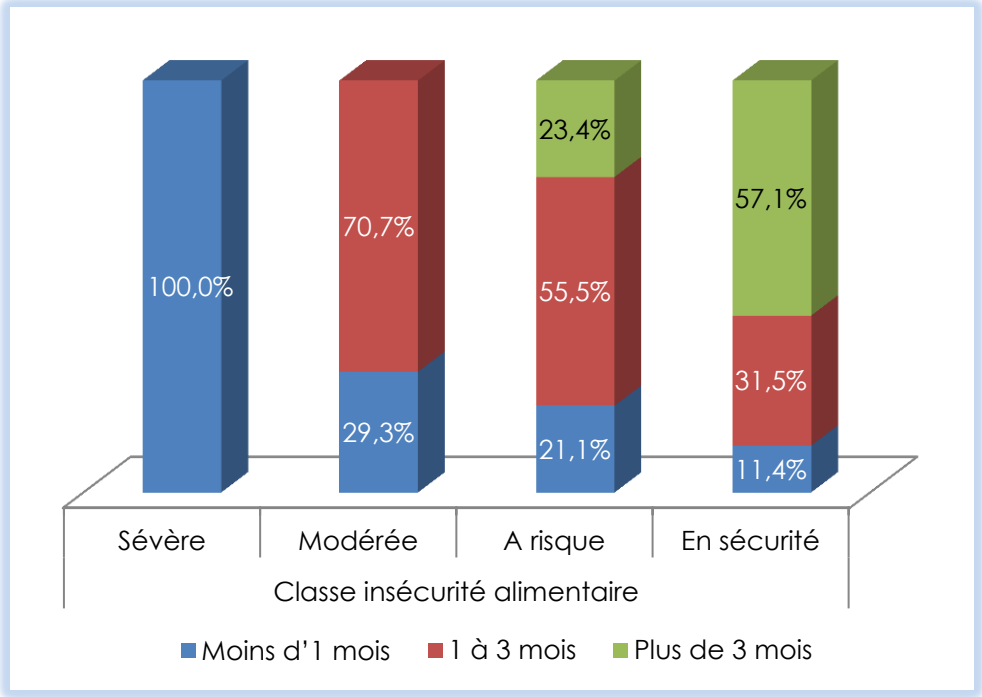
La durée moyenne des stocks alimentaires est de 2,5 mois ; elle est de moins d'un mois chez tous les sévères, chez 29,3 % des modérés, chez 21,1 % de ceux à risque et 11,4 % chez ceux qui sont en sécurité.

Graphique 18 : Durée des stocks alimentaires par classe d'insécurité alimentaire (en mois)



La durée des stocks est de 1 à 3 mois (1,95 mois) chez les 70,7 % des modérés, 55.5 % de ceux à risque et 31,5 % des nantis. Seuls les ménages à risques et les nantis ont un stock alimentaire de plus de 3 mois dans les proportions respectives de 23,4 % et 57,1 %

Graphique 19 : Proportion des ménages selon la classe d'insécurité alimentaire et la durée des stocks



La durée des stocks alimentaires est variable selon la classe d'insécurité alimentaire.

Tableau 20: Proportion des ménages selon la durée des stocks alimentaires par région (%)

	Durées des stocks		
	Moins d'1 mois	1 à 3 mois	Plus de 3 mois
Agadez	28,4	32,5	39,2
Diffa	40,2	42,0	17,8
Dosso	11,1	43,3	45,6
Maradi	10,4	36,4	53,2
Tahoua	24,1	47,7	28,2
Tillabéry	23,2	41,3	35,5
Zinder	13,1	45,8	41,1
Niamey	33,1	39,3	27,6

Au niveau des régions, Diffa présente la plus forte proportion de ménages disposant de moins d'un mois de consommation (40,2 %). Les ménages dont la durée des stocks est comprise entre 1 à 3 mois sont plus nombreux dans les régions de Tahoua (47,7 %) et Zinder (45,8 %) ; ceux dont la durée des stocks est supérieure à 3 mois sont situés dans les régions de Maradi et Dosso.

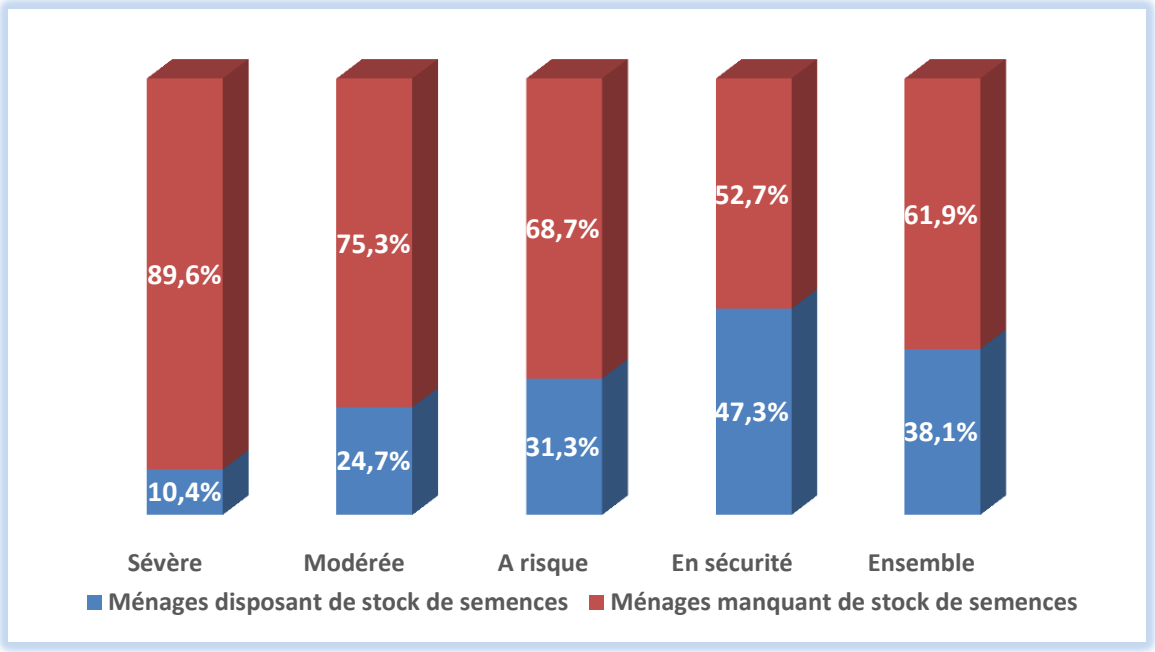
L'analyse à l'échelle des départements montre que la proportion des ménages disposant de de plus de 3 mois de stock alimentaire est plus importante à Madarounfa (64,9 %), Belbéji (60,9 %), Bankilaré (52,6 %).

3.10.2. Disponibilité et type de semences

3.10.2.1. Disponibilité de semences

La proportion de ménages disposant de semences est fonction de la classe d'insécurité alimentaire. Cependant, cette proportion est très faible surtout dans les classes des sévères et modérés où respectivement 89,6% et 75,3% des ménages ne disposent pas d'un stock de semences.

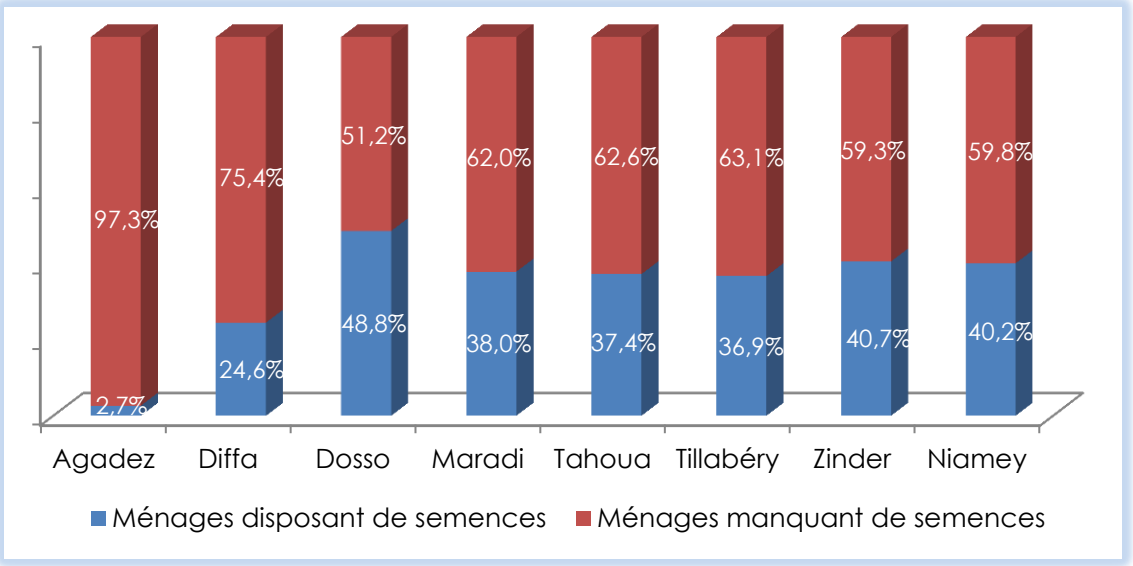
Graphique 20 : Répartition des ménages par classe d'insécurité alimentaire selon la disponibilité des semences



D'une manière générale la disponibilité des semences chez les ménages ruraux est très faible car n'atteint pas 50% des ménages dans toutes les régions.

Dans les régions de forte production agricole, la proportion de ménages disposant de semences est plus importante à Dosso (48,8 %) et Zinder (40,7%).

Graphique 21 : Disponibilité des semences en fonction des régions

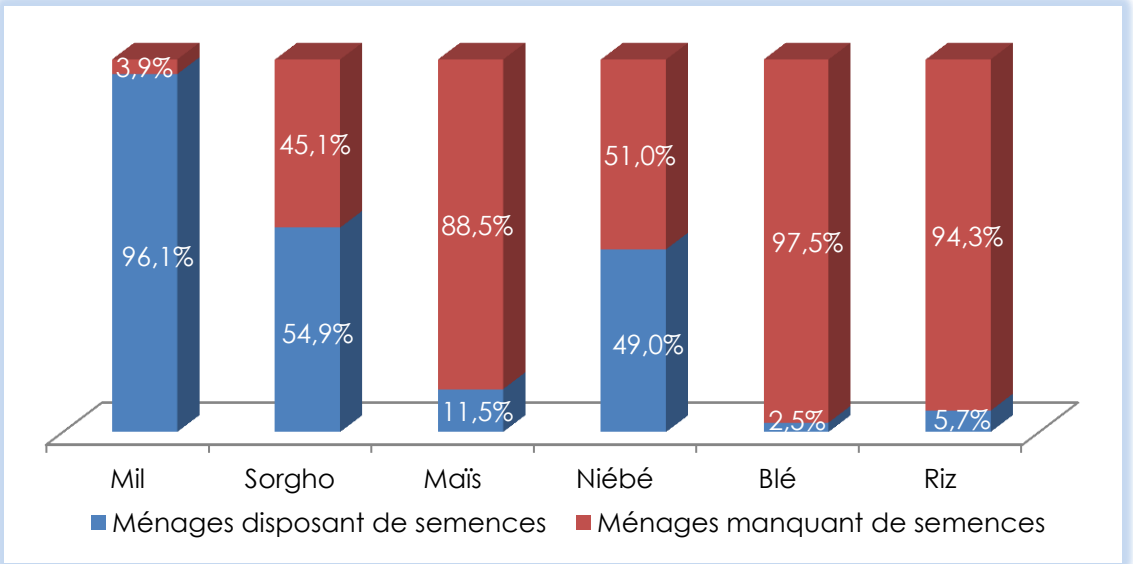


3.10.2.2. Types de semences disponibles

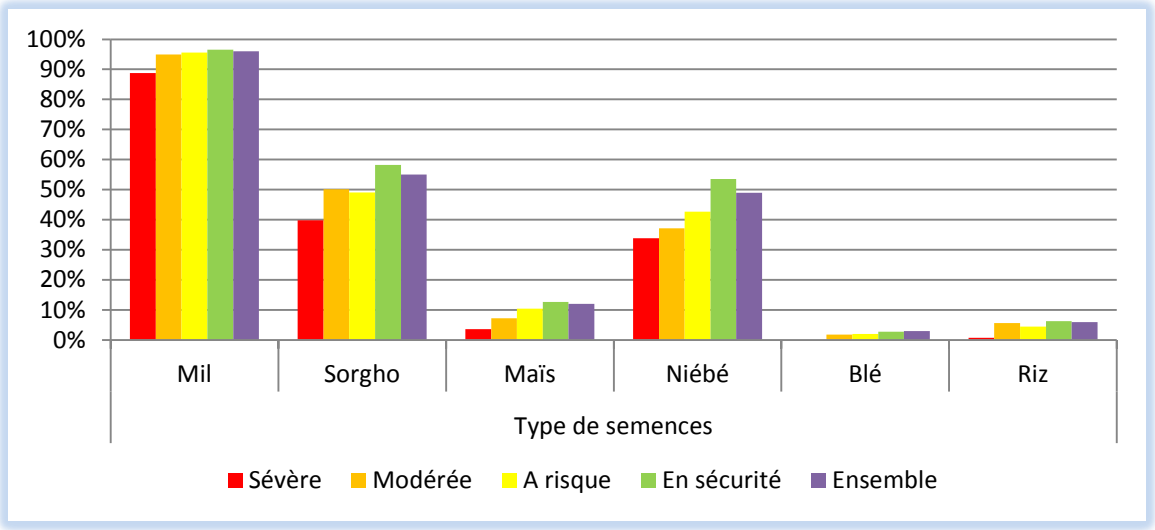
Parmi les ménages ayant déclaré avoir un stock de semences (38,1%), La proportion des ménages disposant de semences du mil est plus importante (96,1%), suivie de celle des ménages possédant des semences du sorgho (54,9%) et de celle de ceux disposant des semences du niébé (49%).

Cette tendance est la même pour toutes les classes d'insécurité alimentaire. Ceci reflète de manière vraisemblable le rapport d'utilisation des semences par les ménages ruraux sur le plan national. L'appui en semences aux ménages qui n'en disposent pas devra respecter cette proportion.

Graphique 22 : Pourcentage de ménages selon la possession de semences par type



Graphique 23: Répartition des ménages selon la classe d'insécurité alimentaire et le type de semences disponibles



3.11. REVENUS ET SOURCES DES REVENUS DES MENAGES

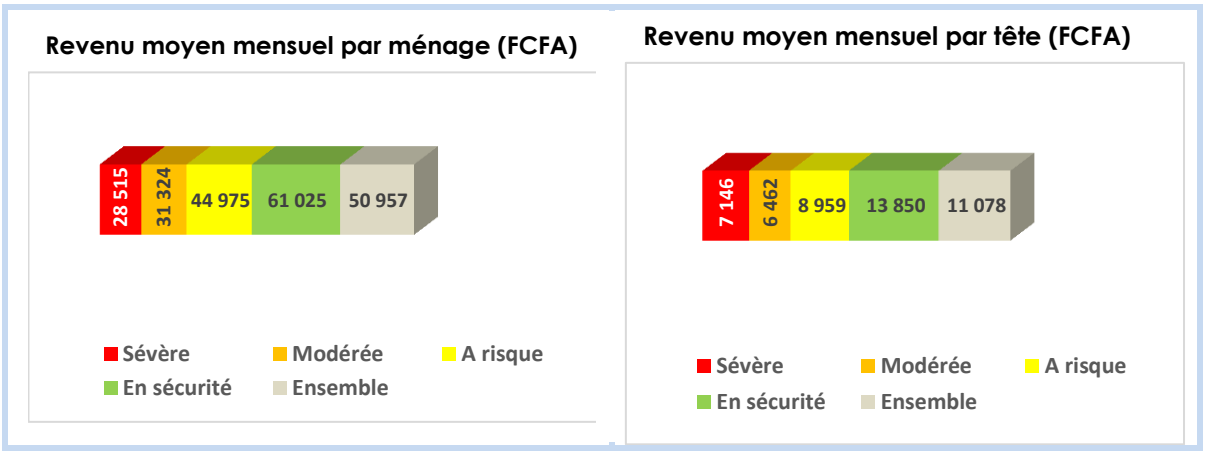
3.11.1. Revenu mensuel moyen

Les résultats de l'enquête indiquent que le revenu moyen mensuel est de 50 957 FCFA par ménage et 11 078 FCFA par tête comme le montre le tableau ci-dessus. Dans le cas d'espèce, il s'agit du revenu moyen tiré de trois principales sources du ménage.

Tableau 21 : Revenu mensuel moyen par ménage et par personne selon la classe d'insécurité alimentaire en francs CFA

Classe insécurité alimentaire	Revenu moyen mensuel du ménage (en FCFA)	Revenu mensuel moyen par tête (en FCFA)
Sévère	28 515	7 146
Modérée	31 324	6 462
A risque	44 975	8 959
En sécurité	61 025	13 850
Ensemble rural	**50 957**	**11 078**

Graphique 24 : Revenu mensuel moyen par ménage et par personne selon la classe d'insécurité alimentaire en francs CFA



3.11.2. Sources de revenu

Quelle que soit la classe d'insécurité, la majorité des ménages (98,6%) ont trois sources de revenu. Toutefois, on observe une faible proportion des ménages ayant plus de 3 sources dont le revenu est très insignifiant. Les trois principales sources dont disposent les ménages sont : La vente des produits agricoles, le Petit commerce et la Vente du bétail/Embouche/vente produits d'élevage. On distingue d'autres sources qui procurent également un revenu monétaire aux ménages : la vente de bois et de paille, le travail journalier, l'artisanat, le salaire, l'envoi d'argent par les proches en exode, les emprunts, la mendicité, extraction/carrière etc.

D'après ces résultats, la vente des produits agricoles constitue la première source de revenu des ménages quelle que soit la classe d'insécurité alimentaire comme l'indique le tableau ci-dessus.

Tableau 22 : Proportion des ménages selon la première source de revenu monétaire (%)

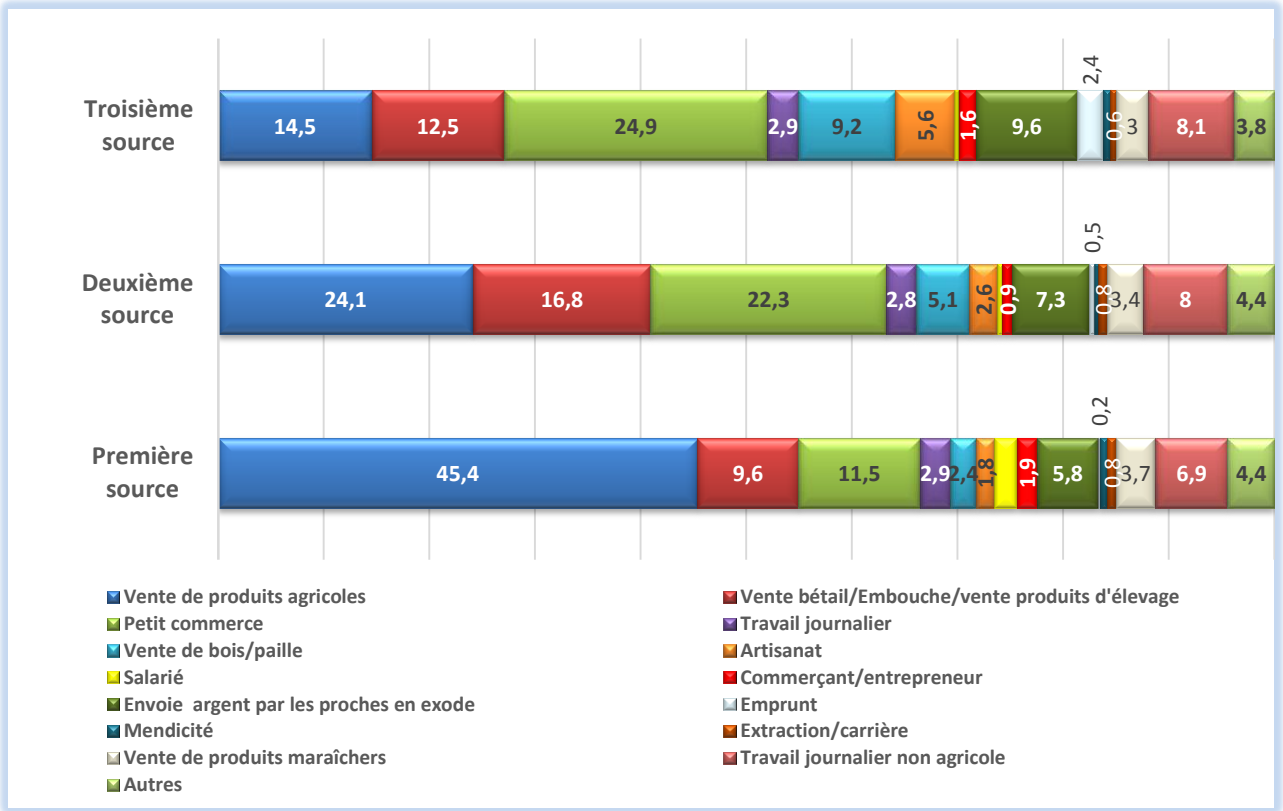
Première source de revenu monétaire du ménage	Classe insécurité alimentaire				Ensemble
	Sévère	Modérée	A risque	En sécurité	
Vente de produits agricoles	44,0	48,6	50,4	41,4	45,4
Vente bétail/Embouche/vente produits d'élevage	1,6	4,1	4,4	14,8	9,6
Petit commerce	10,8	10,3	11,2	12,1	11,5
Travail journalier	3,4	5,3	2,6	2,4	2,9
Vente de bois/paille	1,9	3,2	3,1	1,9	2,4
Artisanat	3,2	1,6	1,8	1,7	1,8
Salarié	0,4	1,2	1,0	3,2	2,1
Commerçant/entrepreneur	1,6	0,9	1,4	2,5	1,9
Envoie argent par les proches en exode	10,5	6,0	7,0	4,7	5,8
Emprunt	0,5	0,2	0,2	0,1	0,2
Mendicité	2,3	1,4	0,9	0,3	0,7
Extraction/carrière	0,9	0,4	1,1	0,6	0,8
Vente de produits maraîchers	2,3	3,6	3,5	3,8	3,7
Travail journalier non agricole	13,2	7,3	7,1	6,4	6,9
Autres	3,4	5,7	4,1	4,3	4,4

D'une manière générale, on constate qu'après la vente des produits agricoles, les deux autres principales sources de revenu des ménages par ordre d'importance sont : le petit commerce (pour 22,3% des ménages) et la vente bétail/Embouche/Vente produits d'élevage (pour 12,5% des ménages).

Tableau 23 : Classement des sources de revenu monétaire des ménages selon leur importance (%)

Source de revenu monétaire du ménage	Première source	Deuxième source	Troisième source
Vente de produits agricoles	45,4	24,1	14,5
Vente bétail/Embouche/vente produits d'élevage	9,6	16,8	12,5
Petit commerce	11,5	22,3	24,9
Travail journalier	2,9	2,8	2,9
Vente de bois/paille	2,4	5,1	9,2
Artisanat	1,8	2,6	5,6
Salarié	2,1	0,5	0,4
Commerçant/entrepreneur	1,9	0,9	1,6
Envoie argent par les proches en exode	5,8	7,3	9,6
Emprunt	0,2	0,5	2,4
Mendicité	0,7	0,4	0,7
Extraction/carrière	0,8	0,8	0,6
Vente de produits maraîchers	3,7	3,4	3
Travail journalier non agricole	6,9	8	8,1
Autres	4,4	4,4	3,8

Graphique 25 : Importance des sources de revenu monétaire des ménages



Les résultats par classe d'insécurité alimentaire indiquent comme précédemment que la vente des produits agricoles constitue la première source de revenu monétaire pour 44% des ménages en insécurité alimentaire sévère, 48,6% des

ménages en insécurité alimentaire modérée, 40,4% pour les ménages à risque et 41,4% pour les ménages en sécurité alimentaire. Cela pourrait expliquer que les ménages dont le revenu est essentiellement agricole seraient plus exposés à l'insécurité alimentaire.

Le petit commerce constitue la deuxième source de revenu monétaire des ménages pour toutes les classes d'insécurité alimentaire : 25,5% des ménages en insécurité alimentaire sévère, 23,4% des ménages en insécurité alimentaire modérée, 21,5% des ménages à risque et 22,3% des ménages en sécurité alimentaire.

La troisième source de revenu monétaire est la vente bétail/Embouche/vente produits d'élevage pour la majorité des ménages (16,8% des ménages en insécurité alimentaire sévère, 12,5% des ménages à risque, 13,5%, des ménages en sécurité alimentaire). Toutefois, l'envoi d'argent par les proches en exode constitue la troisième source de revenu pour les ménages en insécurité alimentaire modérée (14,9% des ménages).

Tableau 24 : Proportion des ménages selon les sources de revenu monétaire et la classe d'insécurité alimentaire

	Première source (en %)				**Deuxième source (en %)**				**Troisième source (en %)**			
	Sévère	**Modérée**	**A risque**	**En sécurité**	**Sévère**	**Modérée**	**A risque**	**En sécurité**	**Sévère**	**Modérée**	**A risque**	**En sécurité**
Vente de produits agricoles	44,0	48,6	50,4	41,4	24,8	21,6	23,1	25,1	30,1	14,4	16,7	13,4
Vente bétail/Embouche/ vente produits d'élevage	1,6	4,1	4,4	14,8	5,3	12,3	13,7	20,0	16,8	4,9	12,5	13,5
Petit commerce	10,8	10,3	11,2	12,1	25,5	23,4	21,5	22,3	27,3	25,8	20,5	26,1
Travail journalier	3,4	5,3	2,6	2,4	4,8	3,7	2,9	2,5	6,6	4,3	2,8	2,6
Vente de bois/paille	1,9	3,2	3,1	1,9	6,9	5,4	6,5	4,1	-	6,4	12,4	8,8
Artisanat	3,2	1,6	1,8	1,7	3,9	2,7	2,8	2,4	-	3,1	5,4	6,2
Salarié	0,4	1,2	1,0	3,2	0,4	0,4	0,4	0,6	-	-	0,3	0,5
Commerçant/entrepreneur	1,6	0,9	1,4	2,5	0,9	0,4	0,7	1,1	-	0,8	1,7	1,7
Envoie argent par les proches en exode	10,5	6,0	7,0	4,7	7,4	7,8	9,5	6,0	6,5	14,9	8,7	9,3
Emprunt	0,5	0,2	0,2	0,1	-	0,9	0,4	0,5	-	2,7	2,0	2,6
Mendicité	2,3	1,4	0,9	0,3	1,5	0,7	0,9	0,1	-	1,2	0,1	0,8
Extraction/carrière	0,9	0,4	1,1	0,6	0,3	0,8	0,8	0,8	-	1,1	0,7	0,6
Vente de produits maraîchers	2,3	3,6	3,5	3,8	2,3	4,3	3,3	3,4	1,4	1,2	4,3	2,9
Travail journalier non agricole	13,2	7,3	7,1	6,4	11,7	11,6	9,2	6,4	11,2	14,8	8,0	7,2
Autres	3,4	5,7	4,1	4,3	4,2	4,0	4,2	4,7	-	4,5	3,9	3,8

Après avoir capté les trois principales sources de revenu monétaire des ménages, la contribution de chaque source par rapport au revenu total a été évaluée.

Ainsi, l'agriculture contribue le plus au revenu des ménages quelle que soit la classe d'insécurité alimentaire. Cette contribution est de 43,4% pour les ménages en insécurité alimentaire sévère, 41,9% pour les ménages en insécurité alimentaire

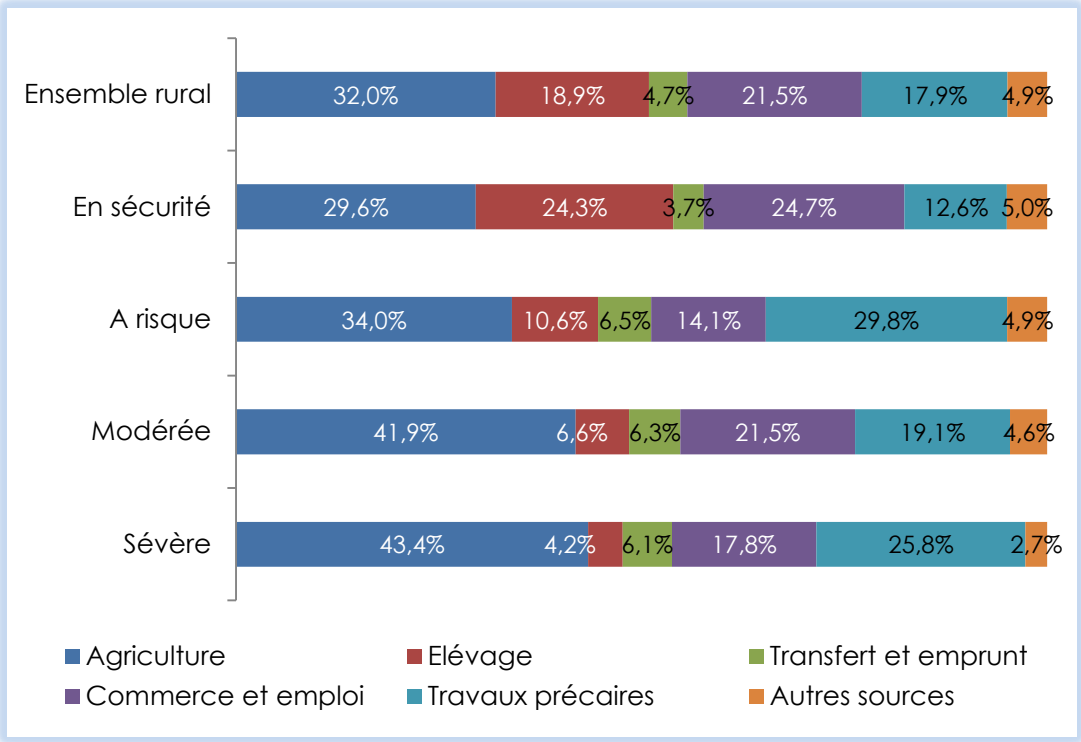
modérée, 34% pour les ménages à risque d'insécurité alimentaire et 29,6% pour les ménages en sécurité alimentaire.

L'importance de la contribution des autres sources de revenu varie d'une classe d'insécurité alimentaire à une autre. Ainsi, pour le revenu des ménages en insécurité alimentaire sévère et à risque la source qui contribue en deuxième position est « travaux précaires (vente de bois et paille, mendicité, travail journalier, l'artisanat utilitaire, …) » pour respectivement 25,8% et 29,8%. Pour le revenu des ménages en insécurité alimentaire modérée et ceux en sécurité le « commerce et emploi » contribue aussi en deuxième position pour respectivement 21,5% et 24,7%.

La source qui contribue en troisième position au revenu des ménages est « commerce et emploi » pour les ménages en insécurité alimentaire sévère et à risque pour respectivement 17,8% et 14,1% ; les « travaux précaires » pour les ménages en insécurité alimentaire modérée (19,1%) et l'élevage pour les ménages en sécurité alimentaire (24,3%).

On constate que plus on dépend de l'agriculture plus on est vulnérable à l'insécurité alimentaire et plus on dépend de l'élevage moins on est vulnérable.

Graphique 26 : Contribution des sources dans la constitution du revenu des ménages (%) selon la classe d'insécurité alimentaire



3.12. DEPENSES DES MENAGES ET LEURS STRUCTURES PAR POSTES

3.12.1. Niveaux des dépenses totales et alimentaires des ménages

Les dépenses globales mensuelles des ménages sont composées des dépenses alimentaires et des dépenses non alimentaires quel que soit leur mode d'affectation.

A l'échelle nationale, les dépenses des ménages sont globalement faibles quel que soit leur niveau d'insécurité alimentaire. En effet, un ménage dépense en moyenne 52 017 F CFA par mois soit 7 796 F CFA par personne et par mois soit 260 F CFA par jour.

Toutefois, les niveaux de dépenses globales moyennes des ménages varient selon la classe d'insécurité alimentaire. Elles varient de 40 927 F CFA dans la classe des ménages à risque à 60 630 F CFA, dans la classe des ménages en sécurité. On note en revanche, que les dépenses globales des ménages de niveau d'insécurité alimentaire sévère sont plus importantes que celles des ménages de niveau d'insécurité alimentaire modéré et à risque.

Notons enfin, que les dépenses des ménages sont en baisse par rapport à 2013 où, elles s'estimaient par personne à 16 805 F CFA par mois et 560 F CFA par jour, soit une diminution d'un peu plus de 50% en 2014.

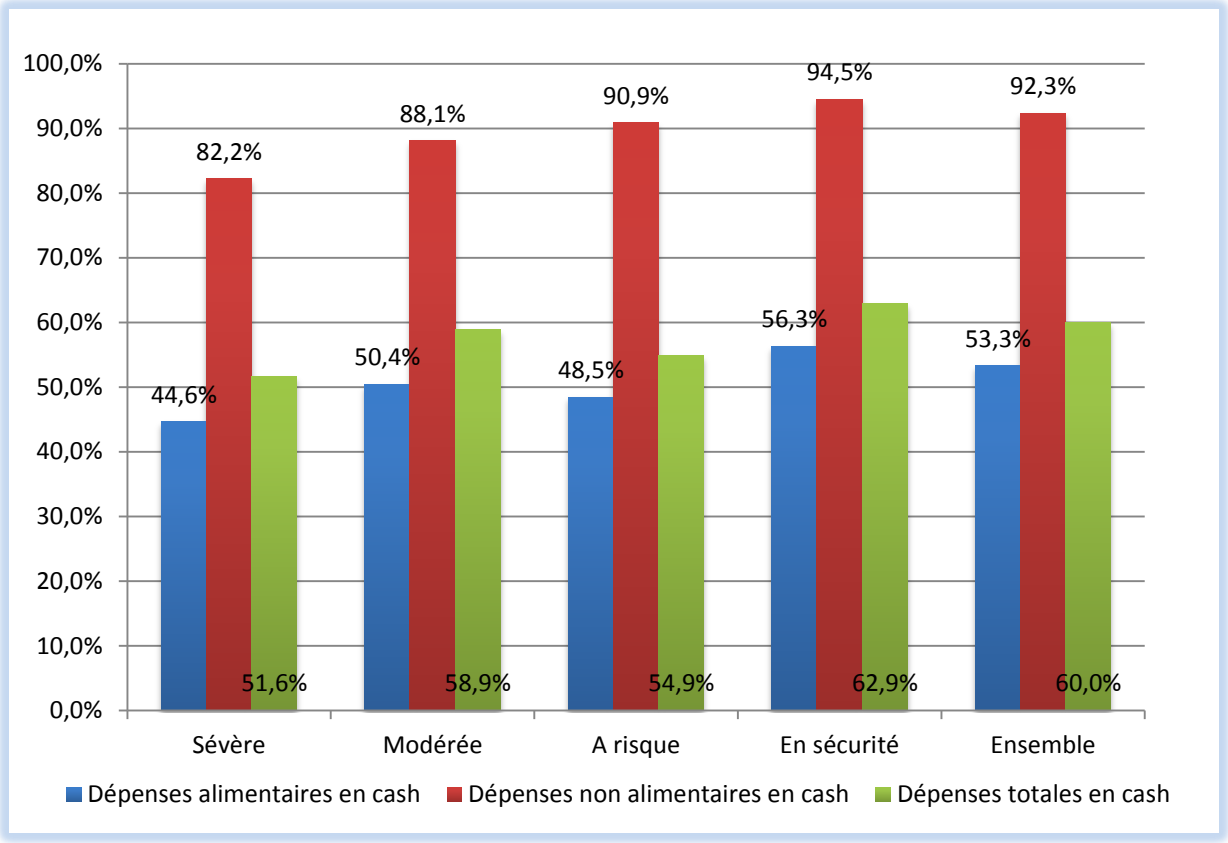
Tableau 25 : Dépenses mensuelles totales et composantes par ménages, par personne et par jour selon le niveau de l'insécurité alimentaire.

Classe insécurité alimentaire	Dépenses alimentaires mensuelles	Dépenses non alimentaires mensuelles	Dépenses totales mensuelles	Dépenses alimentaires mensuelles en cash	Dépenses non alimentaires mensuelles en cash	Dépenses totales mensuelles en cash	Dépenses totales par tête par mois	Dépenses totales par tête par jour
Sévère	42 368	9 609	51 977	18 917	7 899	26 816	7 724	257
Modérée	36 315	10 653	46 968	18 300	9 382	27 682	6 985	233
A risque	34 761	6 166	40 927	16 848	5 603	22 450	6 195	206
En	50 205	10 425	60 630	28 289	9 850	38 139	9 051	302
Ensemble	43 012	9 005	52 017	22 912	8 315	31 227	7 796	260

Les dépenses des ménages s'effectuent en cash, à crédit ou autres modes d'acquisition (production propre; cueillette; donation/aide; échange d'article ou achat effectué antérieurement).
A l'échelle nationale, on constate en observant le graphique ci-dessous, que 60,0% des dépenses globales des ménages s'effectuent en cash. Cette proportion est de 92,3% pour les dépenses non alimentaires et 53,3% pour les dépenses alimentaires.

En outre, selon la classe d'insécurité alimentaire, le poids d'un mode de dépenses dans les dépenses globales fluctue. Par exemple, les dépenses non alimentaires qui s'effectuent à 94,5% en cash chez les ménages en sécurité alimentaire, le sont à 82,2% chez les ménages en insécurité alimentaire sévère. De même, les dépenses alimentaires s'effectuent en cash à hauteur de 44,6% chez les ménages en insécurité alimentaire sévère, et à hauteur de 56,3% chez les ménages en sécurité alimentaire. Les dépenses globales des ménages en sécurité alimentaire, s'effectuent à 62,9% en cash, contre 58,9%; 54,9% et 51,6% respectivement chez les ménages à situation d'insécurité alimentaire modérée, à risque et sévère.

Graphique 27 : poids des dépenses en cash dans les dépenses totales par poste

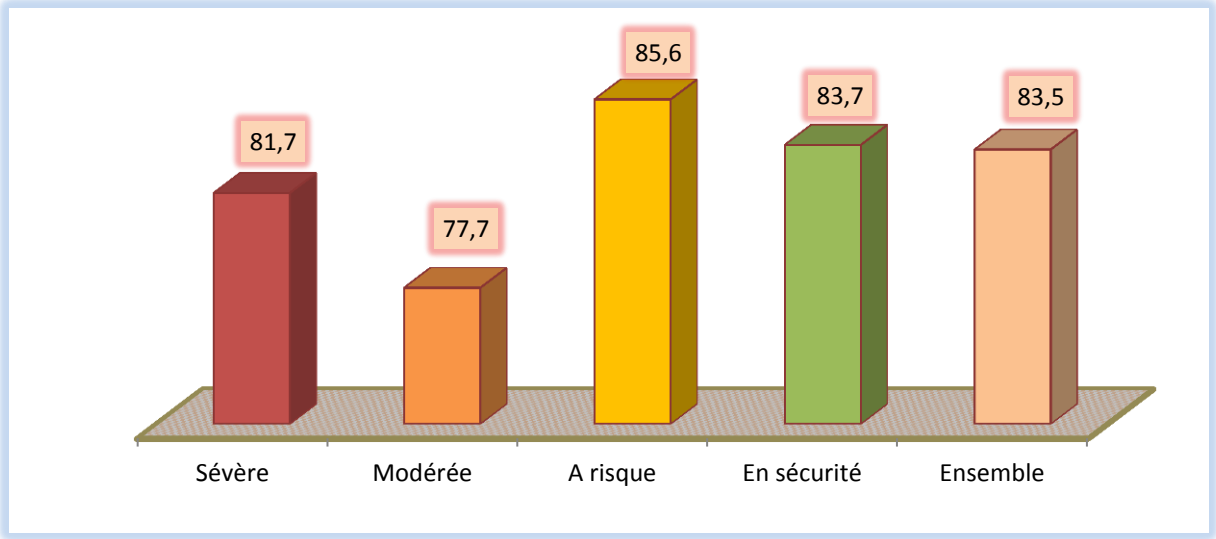


3.12.2. Structure des dépenses totales des ménages par poste et dépenses alimentaires par groupe

Les dépenses en alimentation dominent les dépenses globales des ménages. En effet, à l'échelle nationale, en 2014, 83,5% des dépenses des ménages sont affectées à l'alimentation, soit une importante augmentation par rapport à 2013 (76,3%). Toutefois, ce niveau cache des disparités selon la classe d'insécurité alimentaire. Ainsi, si les ménages en insécurité alimentaire à risque, allouent 85,6% des leurs dépenses à l'alimentation ceux en insécurité alimentaire modérée n'allouent que 77,7% des leurs dépenses à cette rubrique.

On constate globalement, que la part de l'alimentation dans les dépenses a augmenté entre 2013 et 2014 (76,3 % à 83,5), chez les ménages de niveau d'insécurité alimentaire à risque (74,3% à 85,6%) et en sécurité (78,0% à 83,7%). Elle est restée stable chez les ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère (82,0% à 81,7%) et chez les ménages en modéré au cours de la période.

Graphique 28 : Part des dépenses alimentaires (%) dans les dépenses totales selon le niveau d'insécurité alimentaire



Quelle que soit la classe d'insécurité alimentaire, on constate qu'au moins 3/5 des dépenses en alimentation des ménages sont affectées aux céréales (64,5% en moyenne au niveau national). Les ménages à risque dépensent en plus en céréales, soit 72,7% des dépenses totales alimentaires. Les ménages en sécurité alimentaire consacrent le moins de ressources en céréales (60,4%) seulement.

Par ailleurs, quelle que soit la classe d'insécurité alimentaire, les ménages allouent moins de dépenses alimentaires aux fruits/légumes ; au Thé/Café, (moins de 2,0%). Toutefois, les légumineuses constituent le deuxième poste de dépenses quelle que soit leur situation d'insécurité alimentaire, soit 7,5% en moyenne au niveau national.

Sur la période 2013-2014, la part des céréales dans les dépenses d'alimentation a baissé, passant 66,3% à 64,0% au niveau national. Elle a aussi baissé dans les catégories d'insécurité alimentaire sévère (75,1% à 64,8%), modéré (73,9 % à 66,3%) et en sécurité (62,4% à 60,4 %). La part des dépenses en céréales a par contre augmenté entre 2013 et 2014 passant de 66,4% à 72,7% chez les ménages à risque. On note par ailleurs, que les dépenses en légumineuses, le second poste de dépense en alimentation a diminué passant de 8,9% en 2013 à 7,5% en 2014.

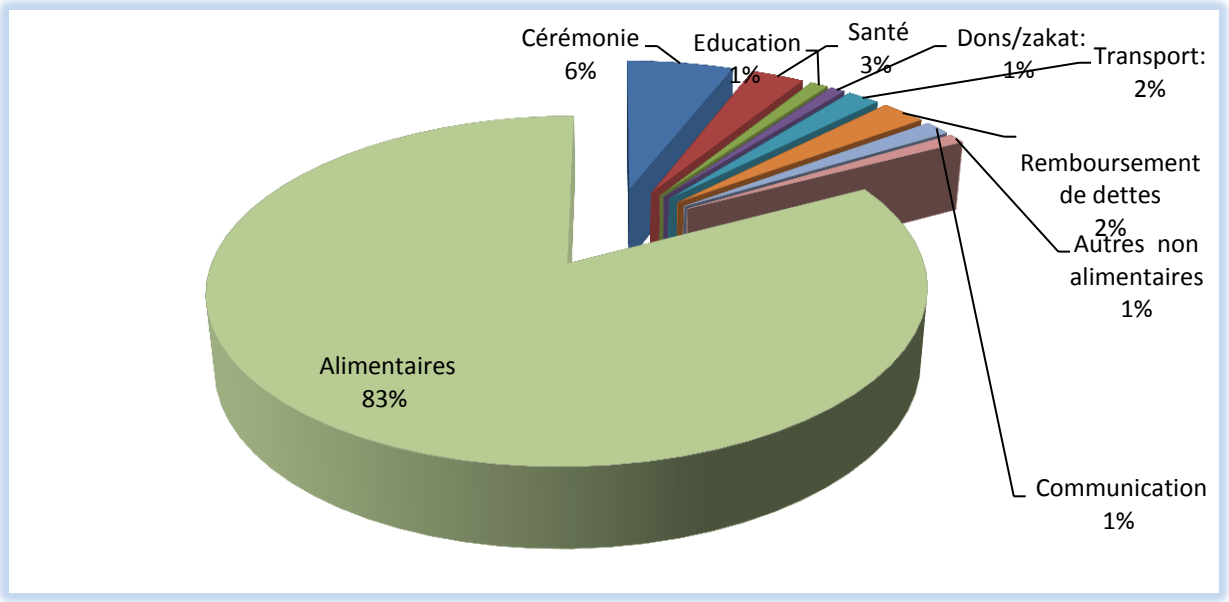
Tableau 26 : Part des types d'aliments (%) dans le budget consacré à l'alimentation par types d'aliments selon le niveau d'insécurité alimentaire

Dépenses alimentaires	Classes d'insécurité alimentaire				
	Sévère	Modéré	A risque	En sécurité	Total
Céréales	64,8	66,3	72,7	60,4	*64,5*
Tubercules	4,9	3,7	2,5	3,5	*3,3*
Légumineuses	8,2	8,6	6,5	7,7	*7,5*
Fruits/légumes	1,4	1,0	0,9	1,5	*1,2*
Poisson/Viande/Œuf	5,0	5,2	4,5	8,3	*6,8*
Huiles/matières grâces	5,0	4,8	4,2	5,5	*5,0*
Lait/Fromage/Yaourt	2,4	2,4	1,9	4,5	*3,5*
Sucre/Sel	4,4	4,3	3,9	4,4	*4,2*
Thé/café	1,3	2,0	1,5	2,3	*2,0*
Autres alimentaires	2,6	1,6	1,5	2,0	*1,8*
Ensemble	100	100	100	100	100

Même si la part la plus importante du budget des ménages est affectée à l'alimentation (83,5%), on note cependant, que les cérémonies (Mariages, baptêmes, etc.) ont une part non négligeable (6%). Elles représentent en effet, le deuxième poste de dépenses des ménages après l'alimentation. La santé constitue le troisième poste de dépenses avec 3% des dépenses globales.

Le remboursement des dettes et le transport constituent aussi des postes relativement importants de dépenses, soit 2% pour chacun. Par rapport à 2013, la part du budget allouée aux cérémonies a considérablement augmenté passant de 2,2% à 5,9%. La part de la santé, a aussi augmenté passant de 2,2% à 3,0%.

Graphique 29 : Part des postes de dépenses dans les dépenses globales des ménages



3.13. PROGRAMMES D'INTERVENTION AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS

Plusieurs programmes sont intervenus pour soutenir les ménages ruraux vulnérables à l'insécurité alimentaire pendant les douze derniers mois précédant l'enquête.

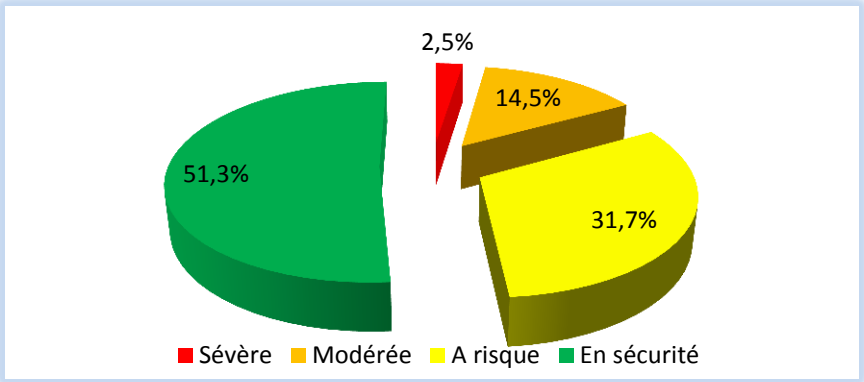
Selon les résultats de l'enquête, 2,5 % des ménages en insécurité alimentaire sévère, 14,5 % des modérés, 31,7 % des ménages à risque et 51,3 % des ménages en sécurité ont déclaré avoir reçu des interventions au cours des douze derniers mois.

Les banques aliments bétails et le déstockage stratégique des animaux, ont moins touché les ménages en insécurité alimentaire sévère.

Tableau 27: Proportion des ménages bénéficiaires des transferts sociaux selon les classes de d'insécurité alimentaire (%)

Transferts sociaux	Classe insécurité alimentaire				Ensemble
	Sévère	Modérée	A risque	En sécurité	
Banque céréalière	2,4	12,6	32,4	52,6	100
Distribution gratuite vivres	2,2	13,2	33,5	51,0	100
Vente de céréales à prix modéré	2,0	11,6	32,2	54,2	100
Vivre contre travail	3,5	20,3	33,3	42,9	100
Argent contre travail	2,3	14,7	34,5	48,6	100
Prise en charge Malnutrition	3,4	15,2	33,6	47,8	100
Cantine scolaire	4,0	13,6	29,9	52,5	100
Blanket feeding	3,4	17,0	31,7	47,9	100
Ration complémentaire	2,6	13,2	31,4	52,8	100
Intrants agricoles	3,2	15,3	30,3	51,2	100
Cash transfert	2,3	14,2	34,7	48,8	100
Banque aliments bétails	1,6	11,8	28,9	57,7	100
Reconstitution sociale du cheptel	3,1	13,4	32,8	50,7	100
Déstockage stratégique des animaux	0,1	19,7	27,7	52,5	100
Autres à préciser	0,8	12,1	28,3	58,7	100
Ensemble	**2,5**	**14,5**	**31,7**	**51,3**	**100**

Graphique 30 : Proportion des ménages bénéficiaires des transferts sociaux selon les classes d'insécurité alimentaire, tous transferts confondus



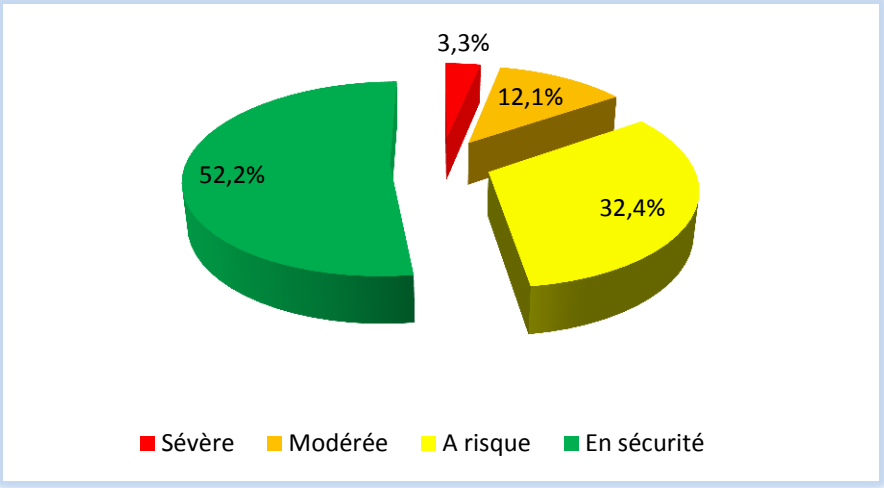
Selon les résultats de l'enquête, pour ce qui est de l'utilisation des ressources issues des différents transferts, 2,2% des achats des produits alimentaires sont effectués par les ménages en insécurité alimentaire sévère, 16,3 % par les ménages en insécurité alimentaire modérée, 35,8 % par ceux à risque et 45,8 % par ceux en sécurité. D'une manière générale, l'utilisation des ressources issues des transferts sociaux a été effectuée par 3.3 % des ménages en insécurité alimentaire sévère, 12,14% des modérés, 32,38 % de ceux à risque et 52,26 % des ménages en sécurité alimentaire.

On note tout de même une certaine homogénéité, au sein de chaque classe, dans les différents postes d'utilisation des ressources issues des transferts sociaux.

Tableau 28 : Proportion des ménages (%) par classes d'insécurité alimentaire selon l'utilisation des ressources issues des transferts sociaux

Utilisation des ressources issues des transferts sociaux	**Classe insécurité alimentaire**				**Ensemble**
	Sévère	**Modérée**	**A risque**	**En sécurité**	
Achat de produits alimentaires	2,2	16,3	35,8	45,8	100
Participation aux activités des	2,5	12,7	33,3	51,5	100
Transfert aux autres membres du	1,4	15,4	35,3	48,0	100
Financement dans autres dépenses	2,4	11,7	34,1	51,9	100
Autres à préciser	8,0	4,6	23,4	64,1	100
Ensemble	**3,3**	**12,1**	**32,4**	**52,2**	**100**

Graphique 31 : Proportion des ménages par classes d'insécurité alimentaire selon l'utilisation des ressources issues des transferts sociaux (%)



3.14. SITUATION ALIMENTAIRE DES ENFANTS DE 6 A 23 MOIS

Les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant constituent des facteurs déterminants de l'état nutritionnel des enfants. La stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant élaborée conjointement par l'OMS et l'UNICEF en 2002 réaffirme que l'allaitement est le mode d'alimentation le plus approprié pour garantir aux enfants la meilleure croissance possible. Pour cela le nourrisson doit être mis au sein dans l'heure qui suit la naissance et être allaité exclusivement pendant les six premiers mois de sa vie. Par la suite, pour répondre à des besoins nutritionnels qui évoluent, il est nécessaire de donner au jeune enfant des aliments de complément adéquats et riches en nutriments tout en continuant de l'allaiter jusqu'à l'âge de deux ans ou plus.

3.14.1. Alimentation des enfants de 6 à 8 mois

À partir de six mois, il est recommandé d'introduire l'alimentation de complément car le lait maternel, seul, n'est plus suffisant pour assurer à l'enfant la meilleure croissance possible. Au cours de l'enquête, des questions relatives à l'alimentation par rappel de 24 heures chez les enfants de 6 à 23 mois ont posées aux ménages.

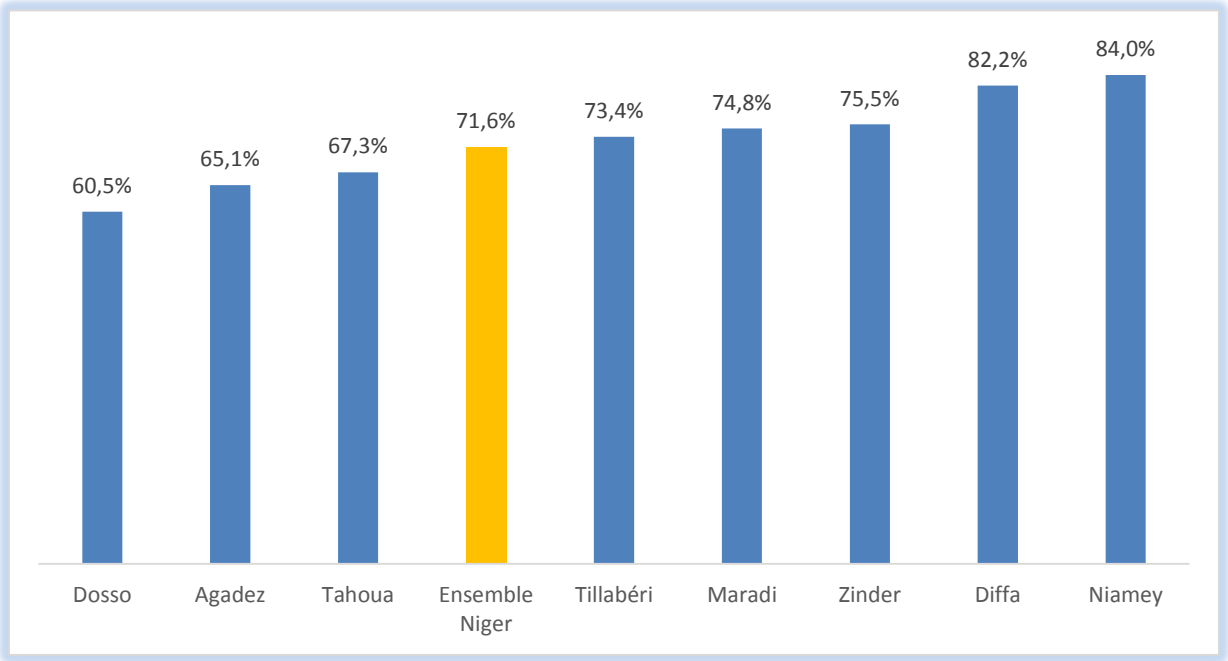
Tableau 29 : Proportion (%) des enfants âgés de 6 à 8 mois selon l'alimentation de complément les dernières 24 heures avant l'enquête par classe d'insécurité alimentaire.

Classe insécurité alimentaire du ménage	n'a pas reçu de complément (%)	a reçu un complément (%)	Total (%)
Sévère et modéré	28,8	71,2	100
A risque et en sécurité	28,3	71,7	100
Total	28,4	71,6	100

Le tableau ci-dessus montre que 71,6% des enfants de 6 à 23 mois ont reçu un aliment de complément en plus du lait maternel dans les 24 heures précédant l'entretien.

Il faut noter qu'un peu plus de sept enfants sur dix (71,6%) âgés de 6 à 8 mois consomme des aliments de complément en plus du lait maternel. Cette proportion ne semble pas présenter une disparité importante tant au niveau des ménages en sécurité alimentaire. Il est important de noter que l'indicateur utilisé dans la présente enquête ne permet pas d'apprécier la fréquence avec laquelle un enfant reçoit l'aliment de complément ni la qualité de l'aliment de complément.

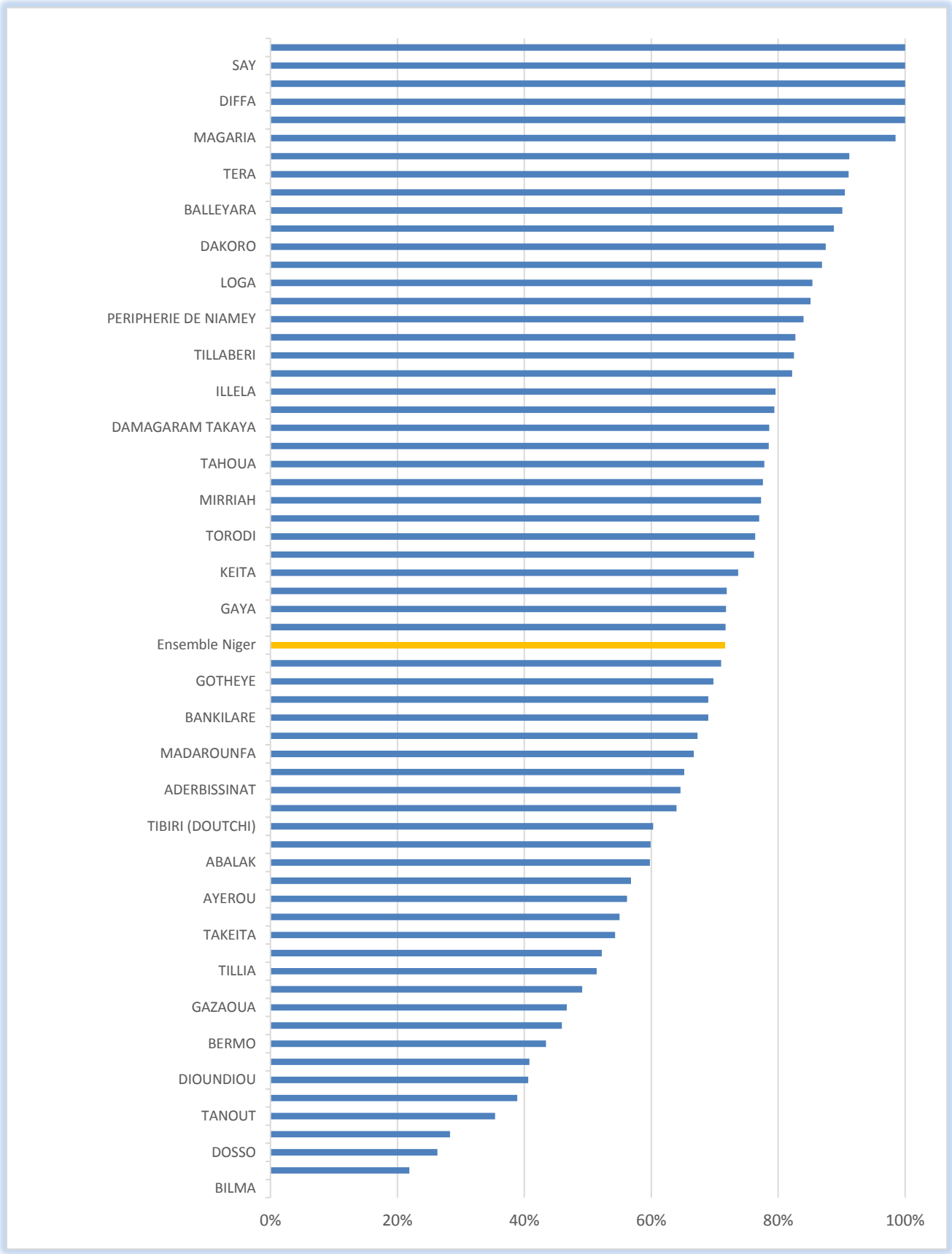
Graphique 32 : Proportion des enfants de 6 à 8 mois ayant reçu des aliments de complément par région



Plus de six (6) enfants sur dix (10) de 6 à 8 mois des 8 régions ont bénéficié d'une alimentation de complément. C'est dans la région Dosso que plus d'enfants (39,5%) de 6 à 8 mois n'ont pas reçu des aliments de complément par rapport aux autres régions suivi de la région d'Agadez (34,9%).

Les pourcentages des enfants de 6 à 8 mois qui ont bénéficié d'une alimentation de complément, les plus élevés se trouvent dans la périphérie de Niamey (84%), suivi des régions de Diffa (82,2%), Zinder (75,5%), Maradi (74,8%), et Tillabéri (73,4%).

Graphique 33 : Proportion (%) des enfants âgés de 6 à 8 mois ayant reçu un complément d'aliments les dernières 24 heures avant l'enquête par département



Selon les départements, le pourcentage des enfants ayant reçu des aliments de complément le jour précédant l'enquête varient d'une proportion quasi nulle dans le département de Bilma à 100% dans les départements de Diffa ; Ifférouane, N'Gourti, Say et Gouré.

Plus de la moitié des enfants de 6 à 23 mois vivant dans les départements de Goudoumaria (78,1%), Dosso (73,7%), Tchintabaraden (71,7),Tanout (64,6%), Dogondoutchi (61%), Dioundiou (59,4%), BANIBANGOU (59,2%), Bermo (56,6%), Ingal (54%), Gazaoua (53,3%) n'avaient pas reçu une alimentation de complément dans les 24 heures qui ont précédé l'entretien.

3.14.2. Diversité de la consommation alimentaire chez les enfants de 6 à 23 mois

Le score de diversification alimentaire, qui représente le nombre de groupe d'aliments consommé par l'enfant, est un indicateur qui varie de 0 à 7. Le seuil de diversification alimentaire étant fixé à 4, les individus ayant un score alimentaire inférieur à 4 sont considérés comme des individus bénéficiant d'une faible diversification alimentaire, tandis que les individus ayant un score alimentaire supérieur ou égal à 4 sont considérés comme ayant une bonne diversification alimentaire.

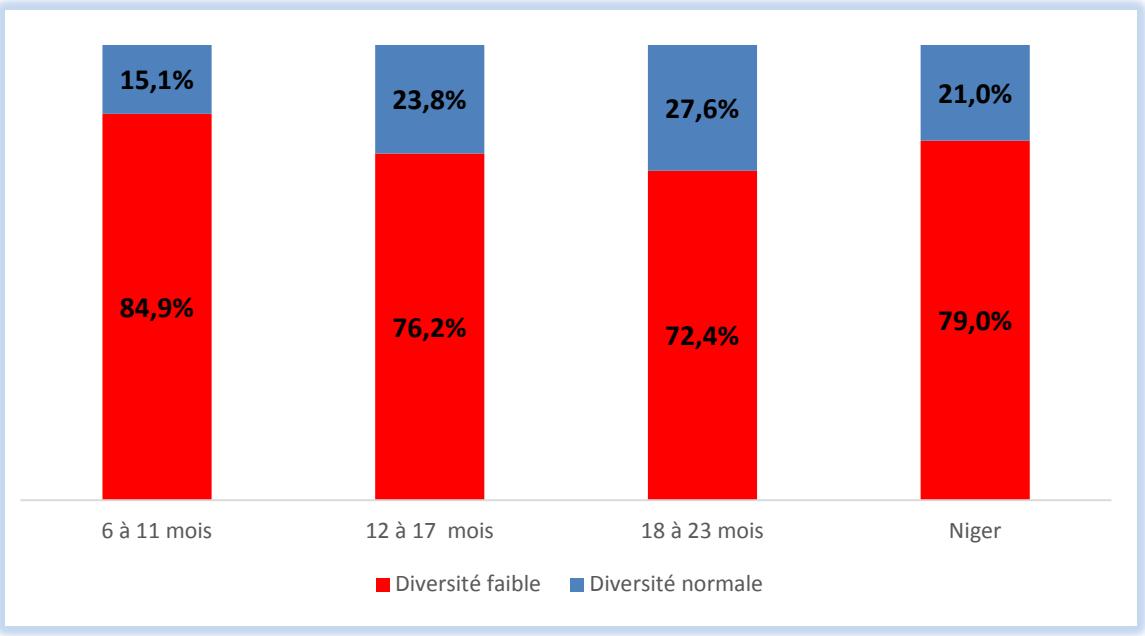
Les sept groupes alimentaires utilisés dans l'analyse sont les suivants :

- Aliments à base de céréales (sorgho, riz, farine, maïs, Mil, pain), les tubercules ou racines (pomme de terre, patate douce, manioc, igname, taro);
- Légumineuses non consommée comme condiment (arachides, niébé, petit poids, lentille, pousse de soja, voandzou);
- Laits et ses sous-produits (lait, yaourt, fromage, etc.);
- Viandes/Poissons/Abats/ Œufs;
- Fruits et légumes à chair orange riches en vitamine A, autres fruits ;
- Légumes : légumes riches en vitamine A et autres légumes, feuilles sauvages ;
- Nourriture préparée avec de l'huile, de la graisse ou du beurre.

L'analyse montre que 79% des enfants âgés de 6 à 23 mois n'ont pas bénéficiés de la diversité alimentaire minimale requise dans les 24 heures qui ont précédé l'entretien.

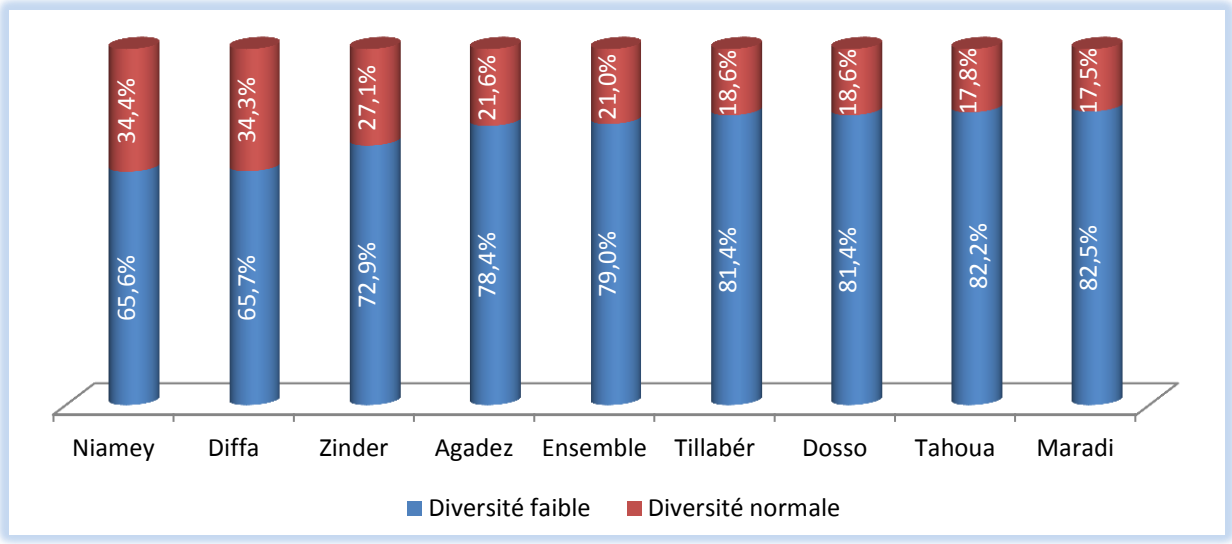
Les résultats par classes d'insécurité alimentaire, montre la même tendance quelle que soit la classe. Donc, la situation alimentaire des enfants ne dépend pas de alimentaires des ménages. Ce résultat est confirmé par les tests statistiques qui révèlent une similitude des classes.

Graphique 34 : Pourcentage des enfants selon la diversité alimentaire et le groupe d'âge



Au-delà de l'âge recommandé pour l'allaitement exclusif (6 mois), il est recommandé de diversifier progressivement l'alimentation de l'enfant. L'analyse du graphique ci-dessus montre que 84,9% des enfants de 6 à 11 mois n'ont pas bénéficié d'une diversité alimentaire normale.

Graphique 35 : Pourcentage des enfants de 6 à 23 mois par région selon la diversité alimentaire



Selon les régions, le pourcentage d'enfants de 6 à 23 mois qui ont une diversité alimentaire faible est la plus importante au niveau de toutes les régions.

Les enfants des régions de Niamey et Diffa ont les plus forts taux de diversité alimentaire (34,4 et 34,3%) par rapport à l'ensemble du pays.

Les pourcentages des enfants de 6 à 23 mois qui ont une diversité alimentaire normale inférieure à la moyenne nationale se trouvent dans les régions de Tillabéri (18,6%), Dosso (17,8%) et Maradi (17,5%).

3.15. SITUATION NUTRITIONNELLE DES ENFANTS DE 6 A 23 MOIS SELON LE MUAC

L'analyse de la situation nutritionnelle est basée sur la mesure du périmètre brachial (PB) prise sur les enfants âgés de 6 à 23 mois. En raison de la taille de l'échantillon (590 enfants), les résultats ne sont pas représentatifs qu'aux niveaux régional et national. Le principal avantage du PB comparé aux autres indices nutritionnels, est qu'il est aussi bon ou même meilleur que les autres pour identifier les enfants ayant un haut risque de décès et nécessitant une prise en charge.

L'utilisation du périmètre brachial (PB) donne une estimation relativement fiable de la masse musculaire. La réduction de la masse musculaire est un des mécanismes les plus frappants d'adaptation à des apports en énergie insuffisante. Le PB semble être l'indicateur le plus adapté pour l'estimation du risque «décès».

Classification de la malnutrition avec l'utilisation du Périmètre Brachial:

- Malnutrition aiguë sévère (MAS) : MUAC < 115mm correspondant aux enfants se situant dans la bande rouge ou avec œdèmes
- Malnutrition aiguë modérée(MAM) : MUAC >=115 et <125mm correspondant aux enfants se situant dans la bande Jaune
- Malnutrition aiguë globale (MAG) : MUAC < 125mm (SAM + MAM)

Un faible périmètre brachial (PB < 125 mm), un faible indice poids-taille (IPT <-2 z-scores des normes OMS) et/ou la présence d'œdèmes, sont des critères diagnostiques indépendants internationalement reconnus pour affirmer le diagnostic de Malnutrition Aiguë Globale (MAG).

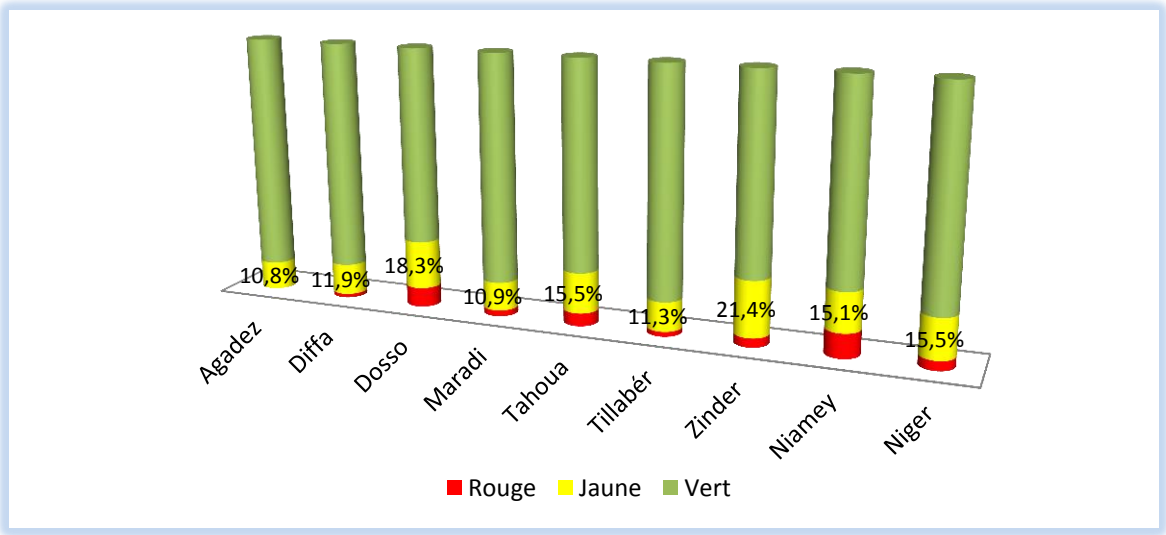
La mesure du périmètre brachial indique qu'il y'a un problème de malnutrition touchant les enfants de 6 à 23 mois.

Selon les résultats de l'enquête, les enfants dépistés rouge et ceux dépistés jaune s'élèvent à 19,2%. Ce taux est au-dessus du seuil d'urgence fixé par l'OMS qui est de 15%.

En effet, 3,7% des enfants ont été dépistés sévères, ce qui est élevé et 15,5% des enfants dépistés souffrent de la malnutrition aigüe modérée. Il faut noter que le

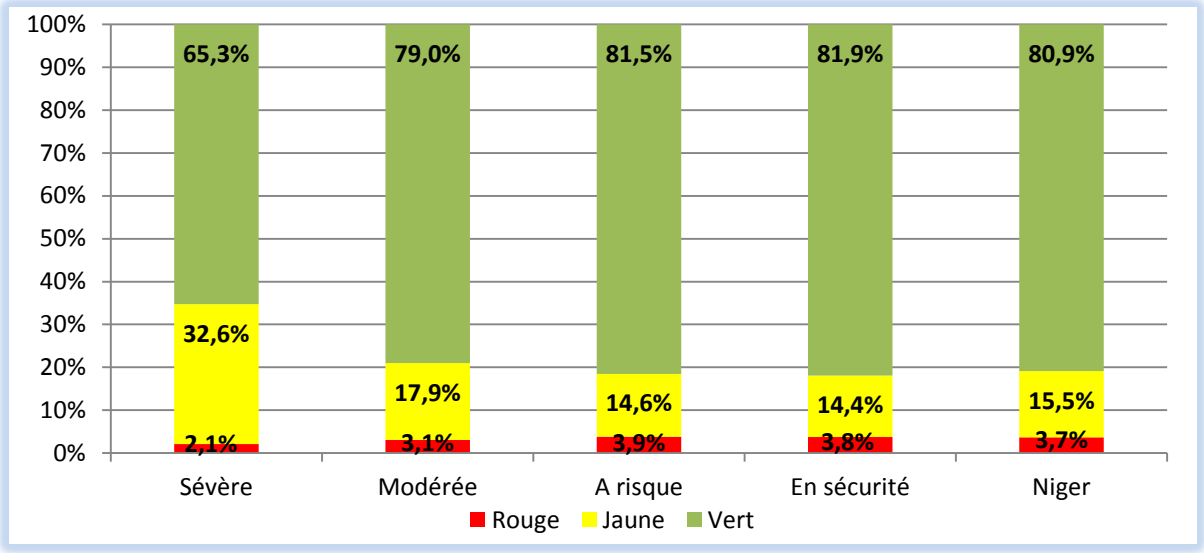
pourcentage des enfants dépistés en malnutrition aiguë sévère dépasse le seuil d'urgence de 2% dans cinq (5) régions sur les huit du pays. Le pourcentage de MAS dépisté le plus élevé est observé dans la périphérie de Niamey (9,3%), les régions Dosso (7,4%), Tahoua (5,0%), suivi des régions de Zinder (3,5%) et Maradi (2,3%). Le plus faible taux est observé dans la région de Tillabéri (1,9%).

Graphique 36 : Prévalence de la malnutrition aigüe par région



Les résultats du dépistage par région présentent une situation nutritionnelle d'urgence, dans quatre régions sur les huit(8). En effet, le pourcentage du dépistage supérieur à 20% est enregistré dans les régions de Dosso (25,8%), Zinder (24,9%), Niamey (24,5%) et Tahoua (20,4%). Dans les quatre (4) autres régions, les pourcentages du dépistage sont supérieurs à 10%. Cette situation est qualifiée de « sérieuse » selon la classification de l'OMS.

Graphique 37 : Pourcentage de la malnutrition aigüe dépistée par classe d'insécurité alimentaire



L'analyse montre une forte prévalence de la malnutrition dans les ménages en insécurité alimentaire sévère avec un pourcentage des enfants dépistés se trouvant en bande rouge et jaune (34,7%) contre ceux vivant dans les ménages en sécurité alimentaire (18,2%).

Selon le sexe, la malnutrition aiguë touche plus les filles (21,0%) que les garçons (17,6%) du même âge tant pour la forme modérée que la forme sévère.

IV. APPRECIATION QUALITATIVE DE LA VULNERABILITE A L'INSECURUITE ALIMENTAIRE AU NIVEAU DES VILLAGES

Pour une meilleure analyse de l'insécurité alimentaire en milieu rural, l'enquête a, en plus des données ménages, collecté des informations qualitatives au niveau des villages.

Ainsi les domaines suivants ont été abordés par l'enquête :

- Les chocs ayant affecté les villages ;
- L'existence des infrastructures socio-économiques dans les villages ;
- La situation des marchés ;
- la situation alimentaire, pastorale et nutritionnelle actuelle ;
- les résultats de la campagne agropastorale 2014,
- les dispositifs communautaires de gestion des crises.

4.1. LES CHOCS

Selon les résultats de l'enquête, les chocs qui ont le plus affecté les communautés aussi bien au cours des 12 derniers mois que pendant les 3 dernières années sont : la crise alimentaire, la baisse de revenu, les maladies de bétail, la perte de bétail, la hausse des prix des produits alimentaires.

En effet, au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête, 71,2%, 59,2%, 51,2%, 50,6% et 50,4% des villages enquêtés ont déclaré être affecté respectivement par la crise alimentaire, la baisse de revenu, les maladies de bétail, la hausse des prix des produits alimentaires et la perte de bétail. Ces mêmes chocs ont le plus affecté les villages pendant les 3 dernières années. Au moins 5 villages sur 10 ont affirmé être affectés par ces chocs pendant les 3 dernières années.

Selon les régions, les chocs les plus récurrentes aussi bien au cours des 12 derniers mois que pendant les 3 dernières années sont :

- les maladies de bétail et la hausse des prix des produits alimentaires qui ont affecté au moins 6 villages sur 10 dans la région d'Agadez ;
- la hausse des prix des produits alimentaires et la baisse des revenus qui ont touché au moins 6 villages sur 10 dans la région de Diffa ;

- les crises alimentaires et la hausse des prix des produits alimentaires ayant affecté au moins 6 villages sur 10 dans la région de Dosso ;
- les crises alimentaires et la perte de bétail ayant affecté au moins 6 villages sur 10 dans la région de Maradi ;
- les crises alimentaires et la baisse des revenus qui ont affecté au moins 6 villages sur 10 dans les régions de Tillabéri et de Zinder ;

La région de Tahoua, a été beaucoup plus affectée par la crise alimentaire au cours des 12 derniers mois (6 villages sur 10) et la sécheresse pendant les 3 dernières années (5 villages sur 10).

La périphérie de Niamey a été beaucoup plus affectée par la hausse des prix des produits alimentaires, au cours des 12 derniers mois et les crises alimentaires pendant les 3 dernières années (7 villages sur 10).

4.2. LES PRIORITES DES VILLAGES

Selon les résultats obtenus, la faiblesse des récoltes, le manque d'eau et le manque de centre de santé sont par ordre d'importance, les principales préoccupations des communautés aussi bien actuellement qu'habituellement.

Selon les régions, les trois premières priorités actuelles se répartissent comme suit:

- Agadez : manque d'eau (30,3%), manque et perte d'animaux (14,5%) et prix élevés des produits alimentaires (11,8%) ;
- Diffa : faibles récoltes (34,9%), manque d'eau (14,2%) et prix élevés des produits alimentaires (10,4%) ;
- Dosso : faibles récoltes (27,4%), manque d'eau (20,1%) et manque de centre de santé (9,5%) ;
- Maradi : manque d'eau (25,4%), faibles récoltes (19,6%) et manque de centre de santé (12,9%) ;
- Tahoua : manque d'eau (29,3%), faibles récoltes (24,6%) et autres (8,8%) ;
- Tillabéri : faibles récoltes (37%), manque d'eau (22,5%) et manque de centre de santé (6,6%) ;
- Zinder : faibles récoltes (43,6%), manque d'eau (27,8%) et manque de centre de santé (5,7%) ;
- Niamey : manque d'eau (16,7% et autres (38,9%).

Tableau 30 : Proportion des villages selon les problèmes actuels auxquels ils font face par régions

	Région								Total
	Agadez	Diffa	Dosso	Maradi	Tahoua	Tillabéri	Zinder	Niamey	
	1er problème actuel								
Aucun problème	-	-	-	-	0,9	-	-	-	0,2
Disponibilité des produits alimentaires sur le marché	2,6	3,8	2,8	3,3	4,1	5,2	4,0	5,6	3,9
Accès aux marchés	2,6	4,7	0,6	-	2,5	0,7	-	-	1,3
Prix élevés des produits alimentaires	11,8	10,4	8,9	5,7	3,8	5,9	4,0	11,1	6,2
Faibles récoltes	-	34,9	27,4	19,6	24,6	37,0	43,6	11,1	29,1
Sécheresse	-	8,5	2,2	0,5	2,8	3,1	0,4	-	2,3
Attaque des insectes	-	0,9	2,2	-	0,3	1,4	0,9	-	0,8
Maladie du bétail	5,3	0,9	1,7	2,4	2,2	0,7	0,4	-	1,6
Manque de pâturage / fourrage	7,9	5,7	3,9	3,3	2,8	0,3	0,4	-	2,6
Manque d'eau	30,3	14,2	20,1	25,4	29,3	22,5	27,8	16,7	24,7
Manque de main d'œuvres/exode rural	1,3	0,9	1,1	1,0	0,3	0,3	-	-	0,6
Chômage	2,6	0,9	0,6	1,0	1,6	-	3,5	-	1,3
Manque et perte d'animaux	14,5	-	-	2,9	1,3	0,3	-	-	1,5
Manque de lait	-	-	0,6	-	-	-	-	-	0,1
Manque d'argent	3,9	3,8	5,0	6,2	2,2	3,5	4,8	-	4,0
Maladies	2,6	0,9	3,4	-	1,6	4,5	0,4	-	2,0
Dégâts champêtres	1,3	-	1,1	0,5	0,3	0,3	0,4	-	0,5
Autres (A Préciser sur la ligne)	6,6	5,7	3,9	10,0	8,8	6,6	0,9	38,9	6,7
Prix élevé des intrants agricoles et des aliments bétail	1,3	-	3,4	1,9	0,3	-	0,4	5,6	1,0
Manque d'école	2,6	-	1,7	3,3	2,5	1,0	2,2	-	2,0
Manque de centre de santé	2,6	3,8	9,5	12,9	7,6	6,6	5,7	11,1	7,6
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Les catégories de ménages les plus affectées par ces problèmes sont les ménages dirigés par les veuves/veufs (89,4%), ceux dirigés par des femmes (82,9%) et ceux de grandes tailles (76,4%).

Tableau 31 : Catégories des ménages affectées par les problèmes selon les régions

		. Ménages dirigés par un veuf/veuve	Ménages dirigés par une femme	. Ménages de grande taille	Ménages éleveurs de gros bétail	. Ménages éleveurs de petit bétail	Ménages vivant des dons ou des transferts de revenu	. Ménages avec des invalides ou des malades chroniques	Ménages dépendant de petit commerce	Ménages dépendant de la vente de produits agricoles	Ménages dépendant de la vente de bois/paille
		Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Région	Agadez	75,0	75,0	30,0	20,0	55,0	25,0	25,0	10,0	30,0	26,3
	Diffa	87,5	81,3	81,3	31,3	37,5	31,3	25,0	56,3	75,0	56,3
	Dosso	88,9	93,3	73,3	55,6	60,0	62,2	68,9	57,8	60,0	82,2
	Maradi	98,1	83,0	81,1	41,5	45,3	56,6	71,7	41,5	60,4	62,3
	Tahoua	84,4	79,2	76,6	29,9	31,2	44,2	46,1	41,6	46,8	50,6
	Tillabéri	94,2	85,5	82,6	30,4	34,8	65,2	78,3	34,8	60,9	55,1
	Zinder	89,7	79,5	84,6	23,1	30,8	46,2	82,1	41,0	41,0	61,5
	Niamey	66,7	66,7	66,7	66,7	100,0	66,7	66,7	66,7	100,0	66,7
National		**89,4**	**82,9**	**76,4**	**34,5**	**40,7**	**51,9**	**62,6**	**41,3**	**54,0**	**58,3**

Au niveau national, les ménages les plus affectés par ces problèmes ont bénéficié de la vente à prix modéré dans 52,3% des villages, de la distribution des semences dans 47,8% des villages et de la distribution gratuite ciblée dans 45,4% des villages. .

Selon les régions, les opérations d'assistance ayant le plus touché les ménages les plus vulnérables sont :

- la vente à prix modéré pour les régions Dosso (60,1%), Tahoua (57,9%), Maradi (45,2%) et Diffa (34,9%) ;
- la distribution gratuite des semences pour les régions de Tillabéri (61,5%) et Zinder (50,9%) ;
- la distribution gratuite ciblée pour la région d'Agadez (51,9%).

Tableau 32 : pourcentage des villages par type d'assistance aux ménages vulnérables selon les régions (%).

	Cash Tran	DGC	Distribution de semence	Vente de céréales à pri	Vivres contre travail	Argent contre travail	Ration de décharge/prot	Don/Zakat	Blanket feeding	Ration complémentaire	Cash for set.
	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Agadez	6,5	51,9	22,1	51,9	23,4	20,8	19,5	10,4	11,8	20,8	2,8
Diffa	9,4	26,4	28,3	34,9	19,8	17,9	16,0	8,5	16,0	31,1	10,4
Dosso	15,2	53,4	48,3	60,1	9,0	18,4	14,1	10,1	20,2	30,9	10,8
Maradi	29,0	33,3	34,0	45,2	16,2	27,6	17,1	12,4	20,5	32,4	5,7
Tahoua	39,0	50,6	52,5	57,9	26,3	30,7	25,0	19,3	30,1	31,7	14,7
Tillabéri	31,6	51,5	61,5	52,2	30,6	35,1	24,1	15,1	36,8	40,3	15,8
Zinder	32,7	38,9	50,9	50,4	21,2	28,8	12,9	19,9	23,5	33,6	8,7
Niamey	27,8	83,3	83,3	83,3	-	33,3	-	27,8	66,7	50,0	-
National	**27,9**	**45,4**	**47,8**	**52,3**	**21,7**	**27,8**	**19,1**	**15,2**	**26,2**	**33,4**	**10,7**

4.3. LES INFRASTRUCTURES

Les résultats de l'enquête font ressortir que les infrastructures les plus implantés dans les villages sont les écoles primaires (80,2% des villages) et les points d'eau potable (69% des villages).

Signalons que les infrastructures vétérinaires sont les moins présentes dans les villages. En effet, seuls 13,9% des villages disposent d'une case vétérinaire et 16,8% d'un parc de vaccination.

En outre, 41,4% des villages enquêtés disposent d'une banque céréalière. Selon les régions, les proportions les plus importantes sont enregistrées dans les villages des régions de Tahoua (57,9%), Maradi (47,1%) et Agadez (45,6%).

Tableau 33 : proportion des villages possédant des infrastructures par région (%)

Infrastructures	Agadez	Diffa	Dosso	Maradi	Tahoua	Tillabéri	Zinder	Niamey	Total
une école primaire	74,7	67,0	89,9	78,1	84,2	84,2	71,4	88,9	80,2
un collège	30,4	13,2	20,1	15,2	22,4	13,7	13,2		17,3
une case de santé	40,5	21,7	31,8	30,0	39,7	27,5	21,6	33,3	30,6
un centre de santé intégré	35,4	16,0	19,0	14,8	24,6	19,9	15,9	11,1	19,9
un point d'eau potable	75,9	60,4	76,0	65,2	65,0	72,9	68,7	77,8	69,0
une case vétérinaire	17,7	13,2	17,9	12,9	15,8	14,1	7,9	16,7	13,9
un parc de vaccination animale	13,9	19,8	22,9	14,8	18,6	19,9	6,2	27,8	16,8
un marché	27,8	21,7	30,2	21,9	31,2	24,7	20,3	5,6	25,4
une banque céréalière	45,6	19,8	40,8	47,1	47,9	44,3	33,5	27,8	41,4

Les villages ne disposant pas d'école en sont distants en moyenne de 7,6 km. Cette distance est de 26,1 km pour la région d'Agadez.

Les distances moyennes entre les centres de santé intégrés, les points d'eau potable et les marchés hebdomadaires et les villages qui n'en disposent pas sont respectivement, 15,2 km, 10,5 km et 12 km. Pour ces trois infrastructures, cette distance, dépasse largement les moyennes nationales.

Tableau 34 : distance moyenne (km) selon les infrastructures par région

Infrastructures	Distance moyenne (km)								
	Agadez	Diffa	Dosso	Maradi	Tahoua	Tillabéri	Zinder	Niamey	Total
une école primaire	26,1	10,1	2,0	5,1	10,1	5,3	3,6	1,0	7,6
un collège	44,8	33,2	7,4	12,8	17,5	15,3	13,2	6,4	16,7
une case de santé	23,9	12,0	6,9	7,7	14,0	9,7	7,7	3,7	10,3
un centre de santé intégré	35,3	19,8	7,8	14,2	16,3	14,6	14,0	9,9	15,2
un point d'eau potable	27,7	18,1	5,7	9,5	9,2	9,6	8,5	2,0	10,5
une case vétérinaire	40,6	28,4	11,5	15,0	23,9	16,5	17,9	7,6	19,5
un parc de vaccination animale	38,0	32,6	10,7	17,7	24,3	18,6	18,9	6,6	20,9
un marché	33,3	24,2	7,5	9,6	12,0	9,5	8,2	7,4	12,0
une banque céréalière	37,6	28,1	9,3	12,8	20,6	11,0	11,3	8,3	16,1

4.4. LA SITUATION PASTORALE DANS LES VILLAGES

Selon les résultats de l'enquête, la moitié des villages enquêtés ont déclaré que l'état des pâturages s'est détérioré par rapport à l'année passée. Cette situation est observée surtout dans les régions de Tillabéri (63,1%), Zinder (60,3%) et Diffa (57,1%).

Tableau 35 : Proportion des villages par les régions selon l'appréciation faite de l'état du pâturage (%)

		Par rapport à l'année passée l'état global des pâturages est :			
		Meilleur	Identique	Détérioré	Total
Région	Agadez	31,6	27,6	40,8	100
	Diffa	23,8	19,0	57,1	100
	Dosso	40,2	12,3	47,5	100
	Maradi	40,2	17,7	42,1	100
	Tahoua	35,0	16,4	48,6	100
	Tillabéri	21,7	15,2	63,1	100
	Zinder	28,6	11,2	60,3	100
	Niamey	61,1	11,1	27,8	100
National		**32,0**	**15,7**	**52,3**	**100**

La proportion des villages, qui estiment que cette année la concentration et le mouvement des animaux sont plus importants que l'année passée, est de 30,6%. Selon les régions, cette proportion est plus importante dans les régions de Tahoua (47,9%), Maradi (47,1%) et Agadez 45,6%).

Tableau 36 : Proportion des villages par région selon l'appréciation du mouvement et de la concentration des animaux (%)

		Par rapport à l'année passée le mouvement et la concentration des animaux est jugé			
		Habituel	Plus important	Moins important	Total
Région	Agadez	34,2	7,9	57,9	100
	Diffa	22,9	39,0	38,1	100
	Dosso	19,7	40,4	39,9	100
	Maradi	22,6	32,7	44,7	100
	Tahoua	17,7	32,5	49,8	100
	Tillabéri	16,0	23,3	60,8	100
	Zinder	10,3	29,5	60,3	100
	Niamey	27,8	50,0	22,2	100
National		**18,5**	**30,6**	**50,9**	**100**

4.5. SITUATION DES MARCHES CEREALIERS

Par rapport au même mois de l'année passée 37,4% des villages enquêtés ont déclaré que les prix des céréales sont en hausse. Les plus fortes proportions sont enregistrées dans les régions de Diffa (56,6%), Tillabéri (50%) et Agadez (39,5%).

Il faut noter que (61,2%) des villages enquêtés de la région de Maradi, 58,7% de ceux de la région de Zinder, 47,1% de ceux de la périphérie de Niamey et 46,9% de ceux de la région de Tahoua ont affirmé que les prix des céréales sont en baisses par rapport au même mois de l'année passée.

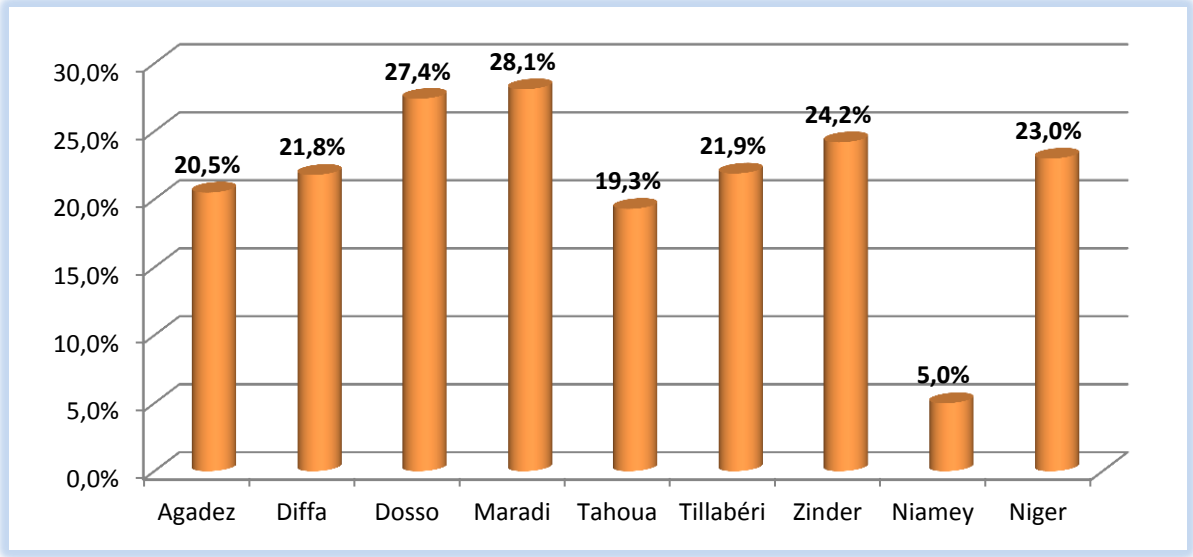
Tableau 37 : Proportion des villages selon l'appréciation des prix des céréales par région par rapport au même mois de l'année passée.

		Par rapport au même mois de l'année passée les prix des céréales sont :				
		En baisse	Stable	En hausse	En flambée	Total
Région	Agadez	10,5	42,1	39,5	7,9	100
	Diffa	25,5	14,2	56,6	3,8	100
	Dosso	36,2	17,8	37,4	8,6	100
	Maradi	61,2	4,8	28,2	5,7	100
	Tahoua	46,9	16,8	31,4	5,0	100
	Tillabéri	30,4	15,0	50,0	4,5	100
	Zinder	58,7	10,3	28,7	2,2	100
	Niamey	47,1	23,5	29,4	-	100
National		**42,6**	**15,0**	**37,4**	**5,0**	**100**

4.6. VENTE DE LA PRODUCTION CEREALIERE

Les résultats de l'enquête font ressortir qu'en moyenne, 23% de la production céréalière est mise sur les marchés. Les ventes les plus importantes sont opérées dans les régions de Maradi (28,1%), Dosso (27,4%) et Zinder (24,2%).

Graphique 38 : Proportion de la production céréalière vendue par région



Signalons qu'au niveau national, 61,1% des villages enquêtés ont déclaré avoir vendu moins de 25% de leur production céréalière.

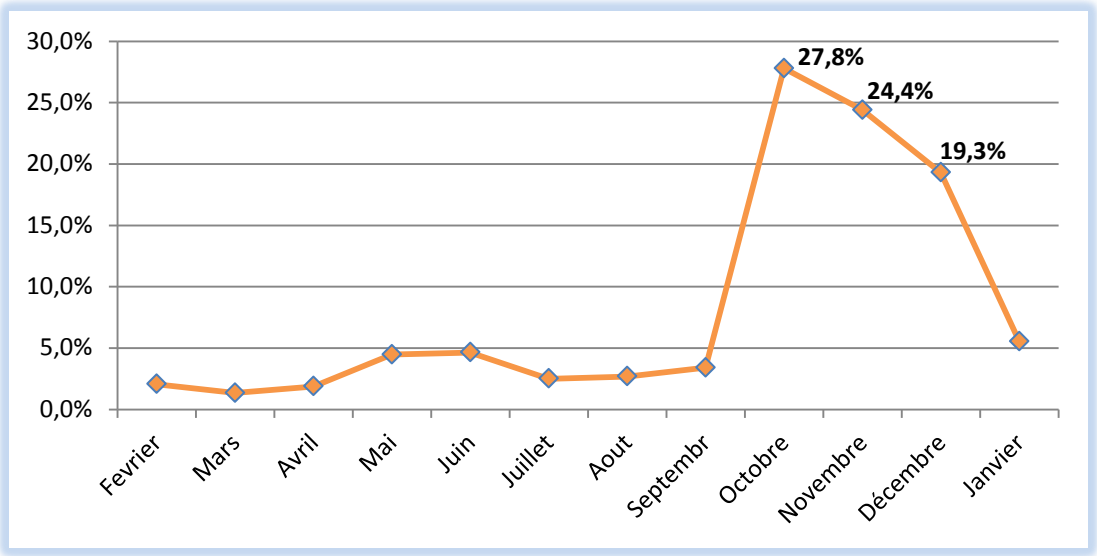
Enfin, il faut préciser que 19,2% des villages enquêtés, vendent au moins la moitié de leur production céréalière. Cette proportion est beaucoup plus importante dans les villages enquêtés des régions de Dosso (25,2%), Maradi (23,6%), Agadez (22,5%) et Zinder (20%).

Tableau 38 : Proportion des villages selon la part de la production céréalière mise sur les marchés en moyenne

Région	Globalement, la part de la production céréalière mise sur les marchés en moyenne				Total
	Moins de 25%	25 % à moins de 50%	50% à moins de 75%	75% et plus	
Agadez	62,0	15,5	19,7	2,8	100
Diffa	62,2	18,4	15,3	4,1	100
Dosso	56,0	18,9	16,6	8,6	100
Maradi	51,8	24,6	15,6	8,0	100
Tahoua	68,1	17,4	12,9	1,6	100
Tillabéri	61,4	21,3	15,4	1,8	100
Zinder	59,6	20,4	14,2	5,8	100
Niamey	94,4	5,6	-	-	100
National	**61,1**	**19,7**	**14,8**	**4,4**	**100**

Le mois d'octobre constitue le pic de la vente de la production céréalière au niveau national (27,8% des villages enquêtés) suivi des mois de novembre (24,4%) et décembre (19,3%).

Graphique 39 : Evolution de la proportion des villages selon le mois pendant lequel la vente de la production céréalière est la plus importante par région



4.7. SITUATION DES MARCHES A BETAIL

4.7.1. Prix des animaux

Il ressort de l'analyse que 52,6% des villages enquêtés ont déclaré que les prix des animaux sont en baisse par rapport à la même période de l'année passée. Cette proportion est de 66,6% pour la périphérie de Niamey, 63,3% pour la région de Maradi et 57,5% pour la région de Diffa.

Tableau 39 : Proportion des villages selon l'appréciation du niveau des prix de bétail par rapport au même mois de l'année passée.

		Par rapport au même mois de l'année passée les prix du bétail sont jugés				
		En baisse	Stable	En hausse	En flambée	Total
Région	Agadez	19,5	39,0	37,7	3,9	100
	Diffa	57,5	20,8	20,8	,9	100
	Dosso	42,7	21,3	30,9	5,1	100
	Maradi	63,3	6,7	26,7	3,3	100
	Tahoua	53,7	18,4	23,8	4,1	100
	Tillabéri	56,2	16,6	24,5	2,8	100
	Zinder	52,4	14,5	32,2	,9	100
	Niamey	66,7	5,6	27,8		100
National		**52,6**	**17,2**	**27,2**	**3,0**	**100**

4.7.2. Offre des animaux

Concernant la situation de l'offre de bétail sur les marchés, 33,1% des villages enquêtés, ont affirmé qu'elle est en baisse, comparée au mois passé. Cette proportion est de 46% pour les villages de la région de Zinder.

Il faut noter que 48,4% des villages enquêtés, ont déclaré que l'offre du bétail sur les marchés, par rapport au mois passé, est en hausse. Cette idée est beaucoup plus partagée dans les villages enquêtés de la périphérie de Niamey (83,3%), des régions de Diffa (57,1%) et Tillabéri (53,6%).

Par ailleurs, 18,5% des villages enquêtés ont estimé que l'offre de bétail sur les marchés est stable par rapport au mois passé.

Tableau 40 : Proportion des villages selon l'appréciation du niveau de l'offre de bétail sur les marchés par région

		Par rapport au mois passé l'offre du bétail sur les marchés est jugée			
		En baisse	Stable	En hausse	Total
Région	Agadez	33,8	51,9	14,3	100
	Diffa	21,9	21,0	57,1	100
	Dosso	25,3	25,8	48,9	100
	Maradi	33,8	16,2	50,0	100
	Tahoua	32,9	19,3	47,8	100
	Tillabéri	32,2	14,2	53,6	100
	Zinder	46,0	8,4	45,6	100
	Niamey	16,7	-	83,3	100
National		**33,1**	**18,5**	**48,4**	**100**

4.7.3. Offre d'aliments bétail

Par rapport au mois précédant l'enquête, 47,2% des villages, ont déclaré que l'offre des aliments bétail sur les marchés est en baisse. Cette affirmation est beaucoup plus ressortie dans les villages enquêtés des régions de Zinder (59,9%) et Tahoua (49,2%).

Tableau 41 : Proportion des villages selon l'appréciation du niveau de l'offre des aliments bétail sur les marchés par région

Région		Par rapport au mois passé l'offre des aliments bétail est :			Total
		En baisse	Stable	En hausse	
	Agadez	37,7	50,6	11,7	100
	Diffa	41,0	27,6	31,4	100
	Dosso	44,7	24,0	31,3	100
	Maradi	44,5	18,7	36,8	100
	Tahoua	49,2	19,3	31,5	100
	Tillabéri	45,3	26,1	28,6	100
	Zinder	59,9	12,8	27,3	100
	Niamey	16,7	11,1	72,2	100
National		**47,2**	**22,4**	**30,4**	**100**

4.7.4. Prix aliments bétail

Comparée à la même période de l'année passée, 37,5% des villages enquêtés dans l'ensemble du pays ont déclaré que les prix des aliments bétail sont en hausse. Cette proportion est de 45,1% pour les villages enquêtés de la région de Tillabéri, 41,9% pour ceux de la région d'Agadez, 41,4% pour ceux de la région de Zinder.

Par contre, 50% des villages enquêtés de la périphérie de Niamey, 49,5% de ceux de la région de Maradi et 40,7% de ceux de la région de Tahoua ont estimé que ces prix sont en baisse par rapport à la même période de l'année passée.

Tableau 42 : Proportion des villages selon l'appréciation du niveau des prix des aliments bétail par rapport au même mois de l'année passée par région.

		Par rapport au même mois de l'année passée, les prix des aliments bétail sont jugés				Total
		En baisse	Stable	En hausse	En flambée	
Région	Agadez	7,8	37,7	42,9	11,7	100
	Diffa	23,6	32,1	40,6	3,8	100
	Dosso	34,6	23,5	38,0	3,9	100
	Maradi	49,5	13,8	31,9	4,8	100
	Tahoua	40,7	24,4	29,8	5,1	100
	Tillabéri	28,0	25,2	45,1	1,7	100
	Zinder	39,6	16,3	41,4	2,6	100
	Niamey	50,0	33,3	16,7	-	100
National		**35,5**	**23,0**	**37,5**	**4,0**	**100**

4.8. APPRECIATION QUALITATIVE DE LA SITUATION ALIMENTAIRE DES VILLAGES

L'analyse fait ressortir, que 41% des villages enquêtés affirment que la situation alimentaire s'est dégradée par rapport à la même période de l'année passée. Cette dégradation est plus observée dans les villages des régions de Tillabéri (53,4%) et Diffa (49,1%).

Selon les départements, la dégradation de la situation alimentaire est plus observée dans les villages enquêtés des départements d'Ayorou (83,3%), Banibangou (80%), Bosso (76,9%), Bankilaré et Gothey (76,2%).

Tableau 43 : Proportion des villages selon l'appréciation de la situation alimentaire par rapport au même mois de l'année passée par région

		Par rapport au même mois de l'année passée la situation alimentaire est :				
		Amélioré	Stable	Dégradée	Beaucoup	Total
Région	Agadez	9,0	61,5	24,4	5,1	100
	Diffa	20,8	17,0	49,1	13,2	100
	Dosso	26,6	25,4	39,5	8,5	100
	Maradi	38,6	19,0	37,6	4,8	100
	Tahoua	31,3	20,3	39,6	8,9	100
	Tillabéri	14,1	17,9	53,4	14,5	100
	Zinder	28,2	28,6	36,1	7,0	100
	Niamey	66,7	27,8	5,6	-	100
National		**26,2**	**23,7**	**41,0**	**9,1**	**100**

4.9. APPRECIATION DE LA SITUATION NUTRITIONNELLE DANS LES VILLAGES

Selon les résultats de l'enquête, 39% des villages enquêtés ont estimé que le nombre de malnutris dans les villages est en augmentation par rapport à la même période de l'année passée. Les villages de la région de Tillabéri (un peu plus de 5 villages sur 10) sont beaucoup plus concernés par cette situation.

Il faut noter que les villages enquêtés de la périphérie de Niamey (53,8%), des régions de Tahoua (49,3%) et Maradi (46,3%) ont affirmé que le nombre des enfants malnutris est en baisse, comparé à la même période de l'année passée.

Tableau 44 : Proportion des villages selon l'appréciation de la situation du nombre des enfants malnutris dans les villages par rapport au même mois de l'année passée par régions

		Si oui, par rapport au même mois de l'année passée			
		En augmentation	Stable	En diminution	Total
Région	Agadez	19,4	50,0	30,6	100
	Diffa	37,3	38,7	24,0	100
	Dosso	39,4	30,3	30,3	100
	Maradi	37,9	15,8	46,3	100
	Tahoua	27,8	23,0	49,3	100
	Tillabéri	54,0	19,8	26,2	100
	Zinder	42,2	18,8	39,1	100
	Niamey	7,7	38,5	53,8	100
National		**39,0**	**23,4**	**37,6**	**100**

Dans l'ensemble, 96,4% des villages enquêtés ont déclaré que les enfants malnutris fréquentent les centres de récupération nutritionnelle. Cette opinion est partagée par 100% des villages enquêtés de la région de Zinder et la périphérie de Niamey.

Tableau 45 : Proportion des villages selon la fréquentation des centres de récupération nutritionnelle par les enfants malnutris par région

		Les enfants malnutris fréquentent-ils les centres de récupérations nutritionnelles		
		Oui	Non	Total
Région	Agadez	91,7	8,3	100
	Diffa	88,0	12,0	100
	Dosso	97,9	2,1	100
	Maradi	98,3	1,7	100
	Tahoua	95,2	4,8	100
	Tillabéri	95,7	4,3	100
	Zinder	100	-	100
	Niamey	100	-	100
National		**96,4**	**3,6**	**100**

Parmi les villages ayant déclaré que les enfants malnutris fréquentent les centres de récupération nutritionnelle, 60,2% ont estimé que tous les enfants fréquentent ces centres.

Selon les régions, cette proportion est de 76,9%, 67%, 64% et 63,5% respectivement pour les villages des régions de Niamey, Zinder, Maradi et Tahoua.

Tableau 46 : Proportion des villages selon le niveau de fréquentation des centres de récupération nutritionnelle par les enfants malnutris qui en fréquentent par région

		Si oui combien d'entre eux fréquentent un centre de récupération nutritionnelle ?				
		Tous les enfants malnutris	La majorité des enfants malnutris (50% et plus)	Quelques enfants malnutris seulement (entre 25 et 50%)	Très peu d'enfants malnutris (moins de 25%)	Total
Région	Agadez	29,0	35,5	19,4	16,1	100
	Diffa	54,7	26,6	4,7	14,1	100
	Dosso	54,0	25,5	14,6	5,8	100
	Maradi	64,0	22,7	4,7	8,7	100
	Tahoua	63,5	18,4	5,1	12,9	100
	Tillabéri	56,8	28,2	6,6	8,3	100
	Zinder	67,0	19,4	7,3	6,3	100
	Niamey	76,9	7,7	-	15,4	100
National		**60,2**	**23,1**	**7,2**	**9,4**	**100**

Comparée à la même période de l'année passée 44,3% des villages enquêtés ont estimé que la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans est améliorée. Les fortes proportions des villages ayant cette opinion sont enregistré dans les régions de Maradi (58%), Diffa (51%), Tahoua (49,8%).

Par contre, la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans est dégradée par rapport au même mois de l'année passée dans les villages des régions de Tillabéri (31,6%), Zinder (27,5%) et Tahoua (25,7%).

Tableau 47 : Proportion des villages selon l'appréciation de la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans par rapport au même mois de l'année passée par région

		Par rapport au même mois de l'année passée la situation nutritionnelle des enfants de moins de 5 ans est :				
		Améliorée	Stable	Dégradée	Beaucoup dégradée	Total
Région	Agadez	29,7	50,0	18,9	1,4	100
	Diffa	51,0	23,5	24,5	1,0	100
	Dosso	42,5	35,1	17,8	4,6	100
	Maradi	58,0	19,5	21,0	1,5	100
	Tahoua	49,8	23,2	25,7	1,3	100
	Tillabéri	32,3	31,2	31,6	5,0	100
	Zinder	41,9	25,2	27,5	5,4	100
	Niamey	50,0	50,0	-	-	100
National		**44,3**	**27,9**	**24,7**	**3,1**	**100**

4.10. DISPOSITIF COMMUNAUTAIRE D'ALERTE DANS LES VILLAGES

Dans l'ensemble, 23,6% des villages enquêtés ont affirmé qu'ils disposent d'un dispositif communautaire d'alerte. Ces dispositifs sont plus présents dans les villages des régions de Maradi (26,9%), Dosso (26,8%) et Agadez (26,3%).

Tableau 48 : Proportion des villages ayant un dispositif communautaire d'alerte par régions

		Y a-t-il un dispositif communautaire de réponses aux crises éventuelles ou autres catastrophes ?		
		Oui	Non	Total
Région	Agadez	26,3	73,7	100
	Diffa	15,5	84,5	100
	Dosso	26,8	73,2	100
	Maradi	26,9	73,1	100
	Tahoua	25,2	74,8	100
	Tillabéri	25,0	75,0	100
	Zinder	17,5	82,5	100
	Niamey	16,7	83,3	100
National		**23,6**	**76,4**	**100**

Parmi les villages disposant d'un dispositif communautaire, 52,2% ont affirmé qu'il s'agit d'un système communautaire d'alerte précoce et de réponses aux urgences (SCAP/RU). Ces SCAP/RU existent beaucoup plus dans les villages d'Agadez (73,7%), Dosso (69,4%) et Maradi (54,2%).

Les régions les moins dotées en dispositifs communautaire de gestion des crises sont Diffa (15%), périphérie de Niamey (16,7%) et Zinder (17,5%).

4.11. TRANSHUMANCE

4.11.1. Transhumance extraterritoriale

Les résultats de l'enquête font ressortir que par rapport à la même période de l'année passée, 45,9% des villages enquêtés ont estimé que le nombre d'animaux en transhumance extraterritoriale entrant est en baisse. Cette baisse est beaucoup plus observée dans les villages des régions de Zinder (58,7%) et Tillabéri (49,7%).

Il faut cependant signaler que 41,9% des villages de la région de Diffa ont déclaré que le nombre d'animaux en transhumance extraterritoriale entrant est en hausse.

Dans l'ensemble, 26,5% des villages enquêtés ont soutenu que le nombre d'animaux en transhumance extraterritoriale entrante est identique.

Tableau 49 : Proportion des villages selon l'appréciation de la transhumance extraterritoriale entrante par région

		Par rapport au même mois de l'année passée le nombre d'animaux en transhumance extraterritoriale entrant est :			
		En baisse	Identique	En hausse	Total
Région	Agadez	44,7	46,1	9,2	100
	Diffa	38,1	20,0	41,9	100
	Dosso	38,2	30,6	31,2	100
	Maradi	43,2	25,7	31,1	100
	Tahoua	43,5	27,0	29,5	100
	Tillabéri	49,7	24,5	25,9	100
	Zinder	58,7	19,1	22,2	100
	Niamey	22,2	72,2	5,6	100
National		**45,9**	**26,5**	**27,5**	**100**

En ce qui concerne la transhumance extraterritoriale sortante, 44,5% des villages ont estimé qu'elle est en baisse. Dans les villages enquêtés de la région de Diffa, 1 village sur 2 partage cette opinion.

Tableau 50 : Proportion des villages selon l'appréciation de la transhumance extraterritoriale sortante par régions

		Par rapport au même mois de l'année passée le nombre d'animaux en transhumance extraterritoriale est			
		En baisse	Identique	En hausse	Total
Région	Agadez	26,3	47,4	26,3	100
	Diffa	50,5	17,1	32,4	100
	Dosso	35,8	42,2	22,0	100
	Maradi	45,1	34,5	20,4	100
	Tahoua	49,0	29,6	21,3	100
	Tillabéri	47,9	29,7	22,4	100
	Zinder	45,8	28,0	26,2	100
	Niamey	11,1	66,7	22,2	100
National		**44,5**	**32,1**	**23,4**	**100**

4.11.2. Transhumance locale

Par rapport à la transhumance locale entrante, 40,5% des villages enquêtés ont déclaré qu'elle est en baisse, par rapport à la même période de l'année passée. Cette baisse est plus prononcée dans les villages des régions de Zinder (52,2%), Agadez (47,4%), Tahoua (41,9%) et Tillabéri (40,8%).

Tableau 51 : Proportion des villages selon l'appréciation de l'évolution de la transhumance locale entrant par région

		Par rapport au même mois de l'année passée le nombre d'animaux en transhumance locale entrant est :			
		En baisse	Identique	En hausse	Total
Région	Agadez	47,4	50,0	2,6	100
	Diffa	35,2	23,8	41,0	100
	Dosso	31,4	44,8	23,8	100
	Maradi	35,1	30,3	34,6	100
	Tahoua	41,9	32,4	25,7	100
	Tillabéri	40,8	31,8	27,3	100
	Zinder	52,2	26,5	21,2	100
	Niamey	16,7	72,2	11,1	100
National		**40,5**	**33,4**	**26,1**	**100**

Pour ce qui est de la transhumance locale sortant, 23,4% des villages ont estimé qu'elle est en hausse, comparée à la même période de l'année passée. Les fortes proportions des villages où cette hausse est observée sont enregistrées dans les régions de Tillabéri (36,2%), Maradi (30,4%) et Zinder (28,2%).

Tableau 52 : Proportion des villages selon l'appréciation de l'évolution de la transhumance locale sortant selon les régions

		Par rapport au même mois de l'année passée le nombre d'animaux en transhumance locale sortant est			
		En baisse	Identique	En hausse	Total
Région	Agadez	52,6	47,4	-	100
	Diffa	56,3	25,0	18,8	100
	Dosso	37,8	44,4	17,8	100
	Maradi	37,5	32,1	30,4	100
	Tahoua	43,6	41,0	15,4	100
	Tillabéri	24,6	39,1	36,2	100
	Zinder	51,3	20,5	28,2	100
	Niamey	-	100	-	100
National		**39,4**	**37,2**	**23,4**	**100**

V. PERSPECTIVES DE LA SITUATION ALIMENTAIRE

Pour les prochains mois, la sécurité alimentaire en milieu rural, dépendra des facteurs de risques d'insécurité alimentaire suivants :

- La situation des moyens d'existence des ménages ;
- Les conflits et l'insécurité résiduelle dans les pays voisins (notamment le Nigeria) et à l'EST du Niger qui pourraient affecter l'approvisionnement des marchés et les moyens d'existence des ménages ;
- Le comportement des marchés (céréaliers et à bétail) ;
- Les achats institutionnels pour la reconstitution des stocks nationaux, surtout s'ils se passent en appel d'offre local, qui pourraient stimuler une hausse des prix des céréales de base (mil, sorgho, maïs) ;
- Le niveau des déficits céréaliers dans certaines zones qui pourront anticiper la soudure pour certains ménages ;
- Le niveau du déficit fourrager qui aura un impact négatif sur l'embonpoint du bétail occasionnant une détérioration de la valeur marchande des animaux ;
- l'ampleur et l'efficacité des interventions en faveurs des populations nécessiteuses.

5.1. HYPOTHESES DE BASE

L'objectif de la projection est d'estimer la population en insécurité alimentaire dans les prochains mois, notamment durant la période de soudure, afin de mettre en place des mesures appropriées pour soulager les souffrances des populations. Cette projection vient combler le besoin d'une enquête durant la période de soudure.

Les hypothèses de base sont formulées sur la base de la durée des stocks ou des réserves alimentaires des ménages, la possession d'animaux et l'ampleur des stratégies d'adaptation misent en œuvre par les ménages.

Ces variables peuvent être combinées à d'autres facteurs comme la situation sur les marchés, les sources de revenu et la situation sécuritaire dans la sous-région.

Par ailleurs, comme les sources de revenu des ménages sont constituées principalement de la vente des produits agricoles (45,4%), cette capacité serait très faible en période de soudure surtout pour les ménages en insécurité alimentaire

sévère et modéré. Il en serait de même pour les revenus tirés de l'exode à cause de la situation sécuritaire dans certains pays de la sous-région.

Ainsi, les projections reposent sur les hypothèses ci-après :

En zones agricole et agropastorale

Tous les ménages qui ont (en janvier 2015) une durée de stock inférieure à la moyenne nationale (2,5 mois), un nombre d'UBT inférieure à la moyenne nationale (2 UBT), qui ont un niveau d'adoption des stratégies au moins égal à celui d'avril 2010 (année de crise) et qui ont comme principales sources de revenu : la vente des produits agricoles et les emplois précaires, qui doivent se ravitailler à travers les marchés dans un contexte de hausse des prix à cause surtout de la forte demande des produits alimentaires liée au ramadan et aux achats institutionnels, la timidité de la réponse; les conséquences des conflits; le disfonctionnement des marchés et la perte de moyens d'existence alors tous les ménages qui répondent à ces critères, leur situation pourrait évoluer comme suit :

1. s'ils sont en situation alimentaire sévère, ils y restent,
2. s'ils sont en modéré, ils seraient en insécurité alimentaire sévère,
3. s'ils sont à risque, ils seraient en insécurité alimentaire modéré,
4. s'ils sont en sécurité alimentaire, ils y restent.

En zone pastorale

Les ménages qui ont (en janvier 2015) une durée de stock inférieure à la moyenne nationale (2,5 mois), un nombre d'UBT inférieure à 3, un niveau d'adoption des stratégies au moins égal à celui d'avril 2010 , qui ont comme principales sources de revenu: la vente des produits animaux et dérivés et les emplois précaires; qui doivent se ravitailler à travers les marchés dans un contexte de hausse des prix à cause surtout de la forte demande des produits alimentaires liée au Ramadan et aux achats institutionnels; la timidité de la réponse; les conséquences des conflits; le disfonctionnement des marchés et la perte de moyens d'existence (détérioration des termes de l'échange à cause entre autre du déficit fourrager, la perturbation des circuits de transhumance, la prolongation de la soudure) alors tous les ménages qui répondent à ces critères leur situation pourrait évoluer de la manière suivante pendant la période de soudure :

1. s'ils sont en insécurité alimentaire sévère, ils y restent,
2. s'ils sont en modéré, ils seraient en insécurité alimentaire sévère,
3. s'ils sont à risque, ils seraient en insécurité alimentaire modéré,

4. s'ils sont en sécurité alimentaire, ils y restent.

5.2. SITUATION ALIMENTAIRE PROJETEE EN MAI 2015

Sur la base des hypothèses citées ci-dessus, la situation alimentaire en Mai 2015 serait la suivante ***sans la région de Diffa*** :

Tableau 53 : (Projection pour le mois de mai 2015) Proportion de personnes par région selon la classe d'insécurité alimentaire **(sans la région de Diffa)**

Région	Sévère		Modérée		A risque		En sécurité		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Agadez	24.957	6,3	20.442	5,2	83.788	21,2	266.307	67,3	395.494	100
Dosso	144.539	6,9	135.975	6,5	711.946	34,0	1.103.959	52,7	2.096.419	100
Maradi	434.787	12,8	231.298	6,8	798.905	23,5	1.932.355	56,9	3.397.345	100
Tahoua	473.974	13,5	316.368	9,0	1.038.061	29,5	1.692.493	48,1	3.520.896	100
Tillabéri	473.954	16,6	211.380	7,4	887.889	31,0	1.288.667	45,0	2.861.890	100
Zinder	481.488	13,3	334.096	9,2	1.062.558	29,4	1.735.131	48,0	3.613.273	100
Niamey	6.095	12,2	3.044	6,1	9.473	19,0	31.317	62,7	49.929	100
Total	2.039.794	12,8	1.252.603	7,7	4.592.620	28,4	8.050.229	51,1	15.935.246	100

Pour la région de Diffa, compte tenu de la dégradation de la situation intervenue en février 2015 après la réalisation de l'enquête avec toutes ses conséquences sur les conditions de vie des ménages, les résultats de cette enquête n'ont donc pas été considérés comme base pour l'estimation de la population en insécurité alimentaire dans cette région. Elle est basée sur la projection faite à travers le Cadre Harmonisé déroulé en mars 2015 et les travaux d'un comité technique mis en place à cet effet. Ainsi, la situation projetée dans la région de Diffa serait la suivante :

Tableau 54 : (Projection pour le mois de mai 2015) Population en insécurité alimentaire dans la région de Diffa en mai 2015

Département	**Population en insécurité alimentaire en mai 2015**
N'Guigmi	41.813
N'Gourti	31.424
Goudoumaria	62.753
Maïné-Soroa	82.164
Diffa	68.273
Bosso	53.516
Total région Diffa	**339.943**

Au Total, la population en insécurité alimentaire (sévère + modérée) passerait de 2.588.128 personnes en janvier 2015 à 3.632.340 personnes en mai 2015 ; soit une augmentation de 1.044.212 personnes.

VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'enquête conjointe sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages pour la période poste récolte 2014 s'est déroulée en décembre 2014 – janvier 2015 sur un échantillon de 21.668 ménages à travers l'ensemble du pays garantissant une représentativité des résultats au niveau des départements selon le nouveau découpage administratif. Pour des raisons financières, elle n'a pas touché le milieu urbain représenté par les chefs-lieux des régions.

Les résultats de l'enquête indiquent qu'en milieu rural 410.297 personnes, soit 2,5% de cette population, sont en insécurité alimentaire sévère et 2.177.831personnes, soit 13,2%, en insécurité alimentaire modérée. Ainsi, 2.588.128 personnes, soit 15,7% de la population, sont en insécurité alimentaire (sévère + modérée) contre 32,1% en 2011 et 22,3% en 2013. Il faut également noter que 5.500.919 personnes soit 33,3% sont classées « à risques », c'est-à-dire en sécurité alimentaire fragile.

L'insécurité alimentaire en milieu rural est plus perceptible dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Zinder avec respectivement 19,1%, 17% et 16,3% de personnes en insécurité Alimentaire (sévère + modérée).

Selon les départements, les plus importantes proportions de population en insécurité alimentaire (sévère+modérée) sont observées à Banibangou (46,8%), Tillia (35,7%), Ouallam (34,9%), Tesker (28,3%), Bagaroua (25,8%), Gouré (25,6%), Filingué (25,5%), Iférouane (25,1%), Gazaoua (24,4%) et Falmey (23,8%).

Cette situation de précarité alimentaire a conduit certains ménages à développer des stratégies d'adaptation pour y faire face :

- Selon l'enquête, 18,2% des ménages ont recours aux stratégies dites « de crise » et 20% à celles dites «d'urgence » en janvier 2015. Environ 49% des ménages en insécurité alimentaire sévère ont recours à ce genre de stratégies.

- L'endettement est une autre stratégie mise en œuvre par les ménages pour faire face à l'insécurité alimentaire. En effet, 39,2% des ménages ont fait recours à cette stratégie durant les douze mois précédant l'enquête. Il est surtout observé dans les ménages en insécurité alimentaire sévère (73,9% des ménages) et modérée (56,8%). L'endettement en nature se fait en grande partie en céréales.

- La migration est une stratégie de plus en plus développée dans les ménages en difficulté alimentaire pour se procurer des revenus à travers les transferts des ressources par les migrants. En effet, 30,8% des ménages en insécurité alimentaire sévères et 25,9% de modéré ont connu la migration d'au moins un de leur membre pendant les 12 derniers mois précédant l'enquête contre 22,6 de ceux à risque et 19,1% de ceux en sécurité alimentaire.
  Globalement, 63,3% des migrants enregistrés en 2014 sont partie dans les pays africains contre 71,2% en 2013. Cette baisse montre l'impact des crises socio-

politiques dans certains pays africains sur la migration avec pour conséquence la baisse des transferts des ressources par les migrants.

Les conflits dans les pays qui jadis constituent les principales destinations des migrants nigériens, les problèmes sécuritaires dans la région de Diffa, la durée des stocks, la possession de bétail, le comportement des marchés, le niveau des interventions en faveur des populations vulnérables constitueront entre autres les facteurs déterminant de l'évolution de la situation alimentaire des populations dans les prochains mois sachant que déjà en janvier 2015, 25,7% des ménages ont commencé à développer des stratégies d'adaptation comme s'ils étaient en avril 2010 qui est une année de crise. Cette situation est observée chez tous les ménages en insécurité alimentaire sévère, chez 78,3% des ménages en insécurité alimentaire modérée et chez 17,7% de ceux qui sont à risque d'insécurité alimentaire.

On peut donc présager d'une dégradation de la situation alimentaire des populations pendant la période de soudure notamment dans la région de Diffa.

Ainsi, selon la projection faite, la population en insécurité alimentaire (sévère + modérée) passerait de 2.588.128 personnes en janvier 2015 à 3.632.340 personnes en mai 2015 dont 339.943 personnes pour la région de Diffa ; soit au total une augmentation de 1.044.212 personnes.

Pour faire face à cette situation, les recommandations suivantes sont formulées :

- ✓ Mettre à jour les plans de réponse pour venir en aide aux populations vulnérables ;
- ✓ Poursuivre et renforcer l'assistance en faveur des populations en insécurité alimentaire pour renforcer leur résilience;
- ✓ Orienter les actions d'atténuation vers une diversification des moyens d'existence qui offre des garanties suffisantes aux ménages pour réduire considérablement voire éliminer leur vulnérabilité ;
- ✓ Mettre à la disposition des ménages vulnérables des semences de qualité et à temps. En effet, selon les résultats de l'enquête, environ 62% des ménages n'ont pas gardé des semences pour la campagne prochaine (2015). Parmi les 38,1% des ménages disposant des semences, la proportion des ménages disposant des semences du mil est plus importante (96,1%), suivie des semences du sorgho (54,9%) et des semences du niébé (49%).
  Cette tendance est la même pour toutes les classes d'insécurité alimentaire et reflète de manière vraisemblable le rapport d'utilisation des semences par les ménages. L'appui en semences devra respecter cette proportion ;
- ✓ Mettre en œuvre le suivi permanent des zones vulnérables et renforcer la surveillance nutritionnelle et la prise en charge de la malnutrition aigüe ;
- ✓ Renforcer le suivi rapproché des marchés nationaux et transfrontaliers.

ANNEXES

Tableau 55 : Répartition de l'échantillon

DEPARTEMENT	Nombres de grappes enquêtées	Nombre de ménages enquêtés
TCHIROZERINE	14	204
ARLIT	16	221
BILMA	11	156
IFEROUANE	13	194
INGALL	14	209
ADERBISSINAT	14	209
DIFFA	17	273
MAINE-SOROA	20	300
N'GUIGMI	19	277
N'GOURTI	18	285
BOSSO	13	280
GOUDOUMARIA	20	283
BOBOYE	23	343
DIOUNDIOU	32	464
DOGONDOUTCHI	21	300
DOSSO	13	195
FALMEY	23	345
GAYA	32	457
LOGA	17	253
TIBIRI (DOUTCHI)	21	312
AGUIE	18	258
BERMO	38	566
DAKORO	39	579
GAZAOUA	19	277
GUIDAN-ROUMDJI	34	504
MADAROUNFA	18	267
MAYAHI	14	194
TESSAOUA	32	469
ABALAK	26	373
BAGAROUA	34	502
BIRNI N'KONNI	11	161
BOUZA	37	550
ILLELA	34	503
KEITA	36	533
MADAOUA	37	551
MALBAZA	11	165

DEPARTEMENT	Nombres de grappes enquêtées	Nombre de ménages enquêtés
TAHOUA	34	507
TASSARA	23	337
TCHINTABARADEN	23	343
TILLIA	22	341
ABALA	29	426
AYEROU	12	180
BALLEYARA	29	429
BANIBANGOU	37	564
BANKILARE	21	315
FILINGUE	30	428
GOTHEYE	21	314
KOLLO	33	476
OUALLAM	37	594
SAY	10	148
TERA	21	306
TILLABERI	12	180
TORODI	10	149
BELBEDJI	10	148
DAMAGARAM TAKAYA	40	595
DUNGASS	22	330
GOURE	2	30
KANTCHE	39	570
MAGARIA	22	321
MIRRIAH	40	591
TAKEITA	40	594
TANOUT	10	139
TESKER	2	30
PERIPHERIE DE NIAMEY	19	271
National	**1 459**	**21 668**

Tableau 56 : Prévalence de l'insécurité alimentaire en milieu rural par département

Département	Sévère		Modéré		A risque		En sécurité		Pop totale
	%	Pop	%	Pop	%	Pop	%	Pop	
Tchirozérine	0,4	570	11,2	16 140	34,0	49 192	54,4	78 582	144 484
Arlit	0,4		4,1	4 343	22,9	24 566	72,6	77 820	107 154
Bilma	-	-	2,1	361	20,7	3 541	77,2	13 222	17 124
Iférouane	1,1	373	24,1	8 443	29,9	10 504	45,0	15 783	35 103
Ingall	1,9	1 077	8,1	4 541	8,7	4 866	81,3	45 437	55 921
Aderbissinat		-		-	0,7	245	99,3	35 463	35 708
Diffa	2,5	3 272	17,4	22 560	15,8	20 434	64,3	83 304	129 570
Mainé-soroa	2,6	3 645	9,9	14 000	12,0	16 982	75,6	107 001	141 628
Nguigmi	0,5	395	9,4	7 939	23,8	20 179	66,3	56 121	84 634
N'gourti	-	-	0,5	270	0,6	330	99,0	59 332	59 932
Bosso	0,5	413	13,3	11 118	32,7	27 259	53,5	44 649	83 439
Goudoumaria	2,7	2 906	19,0	20 746	28,9	31 582	49,5	54 130	109 364
Boboye	0,2	608	12,2	32 605	37,2	99 161	50,4	134 318	266 692
Dioundou	1,0	1 113	10,3	12 009	34,2	40 087	54,6	63 939	117 148
Doutchi	-	-	12,2	47 654	25,9	100 927	61,9	241 383	389 964
Dosso	-	-	1,7	7 590	33,7	154 543	64,7	296	458
Falmey	7,8	8 529	16,0	17 472	40,7	44 450	35,4	38 686	109 137
Gaya	0,6	1 813	12,1	33 791	39,7	111 082	47,5	132 856	279 542
Loga	1,2	2 397	10,6	20 455	59,5	114 474	28,6	55 005	192 331
Tibiri (Doutchi)	0,5	1 360	10,2	28 914	39,4	111 426	49,9	140 944	282 644
Aguié	1,8	4 388	12,2	29 268	37,2	89 425	48,9	117 578	240 659
Bermo	0,5	286	5,2	2 926	12,0	6 771	82,3	46 447	56 430
Dakoro	0,6	3 970	9,0	61 568	23,4	159 603	67,0	457 448	682 589
Gazaoua	6,6	13 130	17,8	35 496	22,8	45 465	52,7	104 901	198 992
Guidan-	1,6	9 350	13,9	79 036	33,9	192 531	50,5	286 996	567 913
Madarounfa	3,6	18 405	9,4	47 557	26,1	131 725	60,8	307 068	504 755
Mayahi	6,4	38 142	11,1	65 697	35,6	210 994	46,9	277 556	592 389
Tessaoua	3,5	19 467	13,6	75 139	22,5	124 651	60,4	334 361	553 618
Abalak	4,5	14 059	15,8	49 455	32,1	100 129	47,6	148 460	312 103
Bagaroua	4,9	3 795	20,9	16 212	34,4	26 687	39,9	30 942	77 636
Birni N'Konni	1,1	3 570	17,9	60 030	12,8	43 130	68,2	229 130	335 860
Bouza	3,1	15 094	16,1	78 098	45,4	219 330	35,4	171 060	483 582
Illéla	3,0	10 838	16,2	58 537	27,5	99 225	53,3	192 455	361 055
Keita	3,0	10 698	17,7	63 599	40,9	147 036	38,4	137 955	359 288
Madaoua	0,5%	3 126	13,7	81 554	27,1	160 725	58,6	348 019	593 424
Malbaza	-	-	8,6	21 663	41,8	105 687	49,7	125 671	253 021
Tahoua	4,6	23 142	9,9	50 094	55,5	280 020	30,0	151 166	504 422
Tassara	0,6	182	1,2	336	14,2	4 034	83,9	23 770	28 322
Tchintabaraden	1,9	3 166	8,6	14 359	19,1	31 891	70,5	117 837	167 253
Tillia	8,1	3 639	27,6	12 391	28,6	12 872	35,7	16 028	44 930
Abala	4,4	6 481	11,0	16 204	37,4	55 218	47,2	69 763	147 666
Ayerou	0,8	486	14,9	8 801	15,4	9 138	68,9	40 834	59 259
Balleyara	6,8	7 730	16,4	18 590	51,2	57 922	25,6	28 973	113 215
Banibangou	12,4	8 403	34,4	23 360	28,1	19 107	25,1	17 066	67 936
Bankilaré	-	-	0,5	479	37,7	34 512	61,8	56 673	91 664

Département	Sévère		Modéré		A risque		En sécurité		Pop totale
	%	Pop	%	Pop	%	Pop	%	Pop	
Filingué	6,8	22 060	18,8	61 258	33,5	109 352	41,0	133 763	326 433
Gotheye	5,2	13 494	21,8	56 688	49,3	127 931	23,7	61 638	259 751
Kollo	2,8	13 828	11,5	55 950	40,2	196 104	45,5	221 661	487 543
Ouallam	9,0	30 989	26,0	89 774	43,2	149 384	21,8	75 439	345 586
Say	-	-	5,5	10 431	25,8	48 801	68,7	130 186	189 418
Téra	0,8	2 880	19,6	71 199	32,6	118 429	47,0	171 026	363 534
Tillabéri		-	7,9	16 800	27,9	59 363	64,2	136 690	212 853
Torodi	0,7	1 449	4,8	9 414	20,9	41 214	73,6	144 955	197 032
Belbedji	-	-	7,1	7 471	17,6	18 462	75,2	78 688	104 621
Damagaram	3,9	10 252	14,9	39 446	30,9	81 787	50,3	133 036	264 521
Dungass	0,2	730	6,1	24 198	43,8	172 791	49,9	197 038	394 757
Gouré	5,9	21 054	19,8	70 818	12,8	45 746	61,6	220 702	358 320
Kantché	2,1	8 840	11,0	47 329	31,5	135 659	55,4	238 294	430 122
Magaria	0,7	4 115	20,0	125 884	44,1	277 132	35,2	221 288	628 419
Mirriah	2,6	17 036	14,1	91 701	33,5	218 595	49,8	324 369	651 701
Takeita	0,8	2 280	8,5	23 040	40,6	109 876	50,0	135 149	270 345
Tanout	0,2	1 156	18,0	83 971	47,1	220 110	34,7	162 066	467 303
Tesker	19,5	8 436	8,8	3 789	14,9	6 438	56,8	24 501	43 164
Niamey	2,5	1 255	14,6	7 270	20,2	10 087	62,7	31 317	49 929
Niger rural	**2,5**	**410 297**	**13,2**	**2 177 831**	**33,3**	**5 500 919**	**51,1**	**8 454 766**	**16 543 813**

Tableau 57 : Répartition de la population selon la classe d'insécurité alimentaire et le statut matrimonial du chef de ménage en milieu rural

	Marié(e) monogame (%)	Marié(e) polygame (%)	Divorcé(e) (%)	Veuf/veuve (%)	Célibataire (%)
Sévère	2,4	2,1	2,2	4,5	3,9
Modérée	12,9	11,2	23,8	20,1	9,2
A risque	33,2	30,7	38,3	40,1	36,0
En sécurité	51,5	56,0	35,7	35,3	51,0
National	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

Tableau 58 : Proportion des ménages ayant des migrants par département (en %)

Département	Y a-t-il un membre de ménage vivant en dehors du village: Oui/Non		Total
	Oui (%)	Non (%)	
TCHIROZERINE	18,8	81,2	100
ARLIT	5,8	94,2	100
BILMA	-	100,0	100
IFEROUANE	14,7	85,3	100
INGALL	1,7	98,3	100
ADERBISSINAT	4,2	95,8	100
DIFFA	19,7	80,3	100
MAINE-SOROA	12,9	87,1	100
N'GUIGMI	3,4	96,6	100
N'GOURTI	-	100,0	100
BOSSO	12,3	87,7	100
GOUDOUMARIA	18,8	81,2	100
BOBOYE	26,7	73,3	100
DIOUNDIOU	8,5	91,5	100
DOGONDOUTCHI	31,2	68,8	100
DOSSO	2,9	97,1	100
FALMEY	34,1	65,9	100
GAYA	10,2	89,8	100
LOGA	18,3	81,7	100
TIBIRI (DOUTCHI)	26,5	73,5	100
AGUIE	15,1	84,9	100
BERMO	18,2	81,8	100
DAKORO	13,2	86,8	100
GAZAOUA	34,5	65,5	100
GUIDAN-ROUMDJI	9,4	90,6	100
MADAROUNFA	21,2	78,8	100
MAYAHI	36,0	64,0	100
TESSAOUA	22,6	77,4	100
ABALAK	18,4	81,6	100
BAGAROUA	17,4	82,6	100
BIRNI N'KONNI	16,9	83,1	100
BOUZA	44,2	55,8	100
ILLELA	32,8	67,2	100
KEITA	39,3	60,7	100
MADAOUA	22,8	77,2	100
MALBAZA	41,3	58,7	100
TAHOUA	19,5	80,5	100
TASSARA	6,0	94,0	100
TCHINTABARADEN	6,6	93,4	100
TILLIA	13,3	86,7	100
ABALA	26,1	73,9	100
AYEROU	25,1	74,9	100
BALLEYARA	26,9	73,1	100
BANIBANGOU	48,3	51,7	100

Département	Y a-t-il un membre de ménage vivant en dehors du village: Oui/Non		Total
	Oui (%)	Non (%)	
BANKILARE	11,2	88,8	100
FILINGUE	36,0	64,0	100
GOTHEYE	26,0	74,0	100
KOLLO	23,4	76,6	100
OUALLAM	28,8	71,2	100
SAY	10,3	89,7	100
TERA	27,1	72,9	100
TILLABERI	27,2	72,8	100
TORODI	22,9	77,1	100
BELBEDJI	25,2	74,8	100
DAMAGARAM TAKAYA	22,3	77,7	100
DUNGASS	5,0	95,0	100
GOURE	21,6	78,4	100
KANTCHE	16,6	83,4	100
MAGARIA	11,9	88,1	100
MIRRIAH	16,5	83,5	100
TAKEITA	15,7	84,3	100
TANOUT	16,1	83,9	100
TESKER	22,7	77,3	100
PERIPHERIE DE NIAMEY	8,9	91,1	100
ENSEMBLE Rural	21,5	78,5	100

Tableau 59 : Proportion des ménages par départements selon la disponibilité de stock alimentaire

Département	Disposez-vous encore aujourd'hui de stocks?		Total
	Oui (%)	Non (%)	
TCHIROZERINE	17,1	82,9	100
ARLIT	25,3	74,7	100
BILMA	15,9	84,1	100
IFEROUANE	9,4	90,6	100
INGALL	9,7	90,3	100
ADERBISSINAT	40,9	59,1	100
DIFFA	39,3	60,7	100
MAINE-SOROA	27,6	72,4	100
N'GUIGMI	31,8	68,2	100
N'GOURTI	83,2	16,8	100
BOSSO	22,7	77,3	100
GOUDOUMARIA	19,6	80,4	100
BOBOYE	67,3	32,7	100
DIOUNDIOU	64,2	35,8	100
DOGONDOUTCHI	79,8	20,2	100
DOSSO	81,1	18,9	100
FALMEY	38,0	62,0	100
GAYA	63,0	37,0	100
LOGA	78,1	21,9	100
TIBIRI (DOUTCHI)	85,6	14,4	100
AGUIE	74,4	25,6	100
BERMO	73,5	26,5	100
DAKORO	85,4	14,6	100
GAZAOUA	73,7	26,3	100
GUIDAN-ROUMDJI	65,8	34,2	100
MADAROUNFA	81,3	18,7	100
MAYAHI	82,0	18,0	100
TESSAOUA	64,7	35,3	100
ABALAK	49,1	50,9	100
BAGAROUA	55,3	44,7	100
BIRNI N'KONNI	68,0	32,0	100
BOUZA	59,6	40,4	100
ILLELA	63,7	36,3	100
KEITA	48,4	51,6	100
MADAOUA	76,9	23,1	100
MALBAZA	93,1	6,9	100
TAHOUA	58,3	41,7	100
TASSARA	6,0	94,0	100
TCHINTABARADEN	32,3	67,7	100
TILLIA	58,2	41,8	100
ABALA	59,9	40,1	100

Département	Disposez-vous encore aujourd'hui de stocks?		Total
	Oui (%)	Non (%)	
AYEROU	23,9	76,1	100
BALLEYARA	52,7	47,3	100
BANIBANGOU	27,9	72,1	100
BANKILARE	81,2	18,8	100
FILINGUE	50,0	50,0	100
GOTHEYE	36,8	63,2	100
KOLLO	68,6	31,4	100
OUALLAM	60,4	39,6	100
SAY	81,7	18,3	100
TERA	52,6	47,4	100
TILLABERI	47,3	52,7	100
TORODI	80,1	19,9	100
BELBEDJI	90,0	10,0	100
DAMAGARAM TAKAYA	66,4	33,6	100
DUNGASS	87,5	12,5	100
GOURE	50,2	49,8	100
KANTCHE	74,7	25,3	100
MAGARIA	75,4	24,6	100
MIRRIAH	77,6	22,4	100
TAKEITA	79,4	20,6	100
TANOUT	59,2	40,8	100
TESKER		100,0	100
PERIPHERIE DE NIAMEY	60,7	39,3	100
Ensemble Rural	65,3	34,7	100

Tableau 60 : Proportion des ménages par département selon la durée de stock alimentaire (en %)

Département	Classes de durée de stock				Total
	0 mois	] 0 mois à 2 mois [	[2 mois à 4 mois [	4 mois à plus	
TCHIROZERINE	42,2	13,7	21,5	22,6	100
ARLIT	73,3	9,0	10,4	7,3	100
BILMA	59,6	12,8	6,2	21,5	100
IFEROUANE	95,9	2,9	1,0	,2	100
INGALL	93,2	1,0	1,2	4,7	100
ADERBISSINAT	13,1	13,5	27,0	46,3	100
DIFFA	47,5	18,6	24,2	9,7	100
MAINE-SOROA	47,3	20,9	23,1	8,6	100
N'GUIGMI	83,0	5,4	6,6	5,0	100
N'GOURTI	35,6	10,8	45,4	8,2	100
BOSSO	69,5	6,7	10,4	13,5	100
GOUDOUMARIA	83,9	4,5	7,8	3,9	100
BOBOYE	26,7	9,1	30,6	33,5	100
DIOUNDIOU	31,4	13,1	34,4	21,1	100
DOGONDOUTCHI	22,4	4,6	30,8	42,2	100
DOSSO	32,6	2,0	31,4	34,0	100
FALMEY	47,8	8,0	22,5	21,7	100
GAYA	35,4	11,0	29,7	23,9	100
LOGA	28,7	10,7	37,0	23,7	100
TIBIRI (DOUTCHI)	12,2	4,9	36,4	46,5	100
AGUIE	28,4	7,9	29,4	34,2	100
BERMO	30,2	11,2	25,4	33,2	100
DAKORO	16,1	3,4	30,1	50,4	100
GAZAOUA	32,0	9,8	24,7	33,4	100
GUIDAN-ROUMDJI	17,4	6,2	35,0	41,3	100
MADAROUNFA	15,1	2,5	17,5	64,9	100
MAYAHI	15,4	18,3	37,6	28,6	100
TESSAOUA	19,9	5,6	31,6	42,9	100
ABALAK	37,2	26,1	27,9	8,8	100
BAGAROUA	55,8	4,9	17,0	22,3	100
BIRNI N'KONNI	31,2	7,1	35,7	26,0	100
BOUZA	41,4	8,2	31,1	19,3	100
ILLELA	26,9	19,7	34,9	18,5	100
KEITA	51,9	15,0	22,5	10,6	100
MADAOUA	11,2	10,6	42,3	35,9	100
MALBAZA	2,1	13,4	56,2	28,4	100
TAHOUA	42,1	16,7	29,6	11,6	100
TASSARA	72,7	14,1	9,7	3,5	100
TCHINTABARADEN	65,3	20,3	9,5	4,8	100
TILLIA	72,2	14,1	7,9	5,8	100
ABALA	37,0	15,6	26,2	21,2	100
AYEROU	37,0	7,7	27,0	28,4	100
BALLEYARA	46,2	24,9	16,0	12,9	100

Département	Classes de durée de stock				Total
	0 mois	] 0 mois à 2 mois [	[2 mois à 4 mois [	4 mois à plus	
BANIBANGOU	73,7	14,6	7,0	4,8	100
BANKILARE	18,3	1,5	27,5	52,6	100
FILINGUE	47,1	10,9	27,8	14,3	100
GOTHEYE	51,1	21,5	21,1	6,4	100
KOLLO	17,7	15,7	35,5	31,0	100
OUALLAM	33,3	20,3	32,0	14,3	100
SAY	17,6	5,7	26,7	50,0	100
TERA	53,7	10,4	26,2	9,7	100
TILLABERI	40,6	5,5	25,8	28,1	100
TORODI	20,6	2,9	25,9	50,7	100
BELBEDJI	6,8	2,2	30,0	60,9	100
DAMAGARAM	24,6	8,1	44,7	22,6	100
DUNGASS	10,2	8,7	43,1	37,9	100
GOURE	51,0	6,7	3,9	38,4	100
KANTCHE	27,2	5,8	32,5	34,5	100
MAGARIA	25,1	16,2	33,1	25,6	100
MIRRIAH	15,8	10,8	45,0	28,4	100
TAKEITA	11,6	6,0	41,4	40,9	100
TANOUT	21,8	10,3	37,4	30,6	100
TESKER	100,0				100
NIAMEY PERIPHERIE	31,7	21,8	27,3	19,2	100
ENSEMBLE RURAL	30,3	10,6	30,6	28,5	100

Tableau 61 : Proportion des ménages par département selon la disponibilité des semences pour la prochaine campagne agricole (en %)

Département	Disposez-vous d'un stock de semence pour la campagne pluviale		Total
	Oui (%)	Non (%)	
TCHIROZERINE	0,8	99,2	100
ARLIT	5,9	94,1	100
BILMA	-	100	100
IFEROUANE	0,6	99,4	100
INGALL	5,0	95,0	100
ADERBISSINAT	-	100,0	100
DIFFA	37,6	62,4	100
MAINE-SOROA	33,9	66,1	100
N'GUIGMI	12,7	87,3	100
N'GOURTI	0,7	99,3	100
BOSSO	30,9	69,1	100
GOUDOUMARIA	20,4	79,6	100
BOBOYE	39,6	60,4	100
DIOUNDIOU	56,1	43,9	100
DOGONDOUTCHI	43,3	56,7	100
DOSSO	59,2	40,8	100
FALMEY	42,7	57,3	100
GAYA	54,6	45,4	100
LOGA	49,0	51,0	100
TIBIRI (DOUTCHI)	40,3	59,7	100
AGUIE	32,4	67,6	100
BERMO	25,3	74,7	100
DAKORO	47,6	52,4	100
GAZAOUA	38,1	61,9	100
GUIDAN-ROUMDJI	31,8	68,2	100
MADAROUNFA	34,1	65,9	100
MAYAHI	33,8	66,2	100
TESSAOUA	45,7	54,3	100
ABALAK	23,7	76,3	100
BAGAROUA	32,9	67,1	100
BIRNI N'KONNI	59,2	40,8	100
BOUZA	34,5	65,5	100
ILLELA	33,5	66,5	100
KEITA	35,4	64,6	100
MADAOUA	49,8	50,2	100
MALBAZA	67,8	32,2	100
TAHOUA	24,8	75,2	100
TASSARA	-	100,0	100
TCHINTABARADEN	9,8	90,2	100
TILLIA	5,5	94,5	100
ABALA	48,7	51,3	100
AYEROU	45,3	54,7	100

Département	Disposez-vous d'un stock de semence pour la campagne pluviale		Total
	Oui (%)	Non (%)	
BALLEYARA	20,9	79,1	100
BANIBANGOU	17,6	82,4	100
BANKILARE	4,2	95,8	100
FILINGUE	19,4	80,6	100
GOTHEYE	20,8	79,2	100
KOLLO	47,5	52,5	100
OUALLAM	41,7	58,3	100
SAY	70,5	29,5	100
TERA	31,3	68,7	100
TILLABERI	27,2	72,8	100
TORODI	71,1	28,9	100
BELBEDJI	68,3	31,7	100
DAMAGARAM	24,5	75,5	100
DUNGASS	39,5	60,5	100
GOURE	43,1	56,9	100
KANTCHE	45,3	54,7	100
MAGARIA	36,5	63,5	100
MIRRIAH	43,3	56,7	100
TAKEITA	50,3	49,7	100
TANOUT	38,7	61,3	100
TESKER	20,0	80,0	100
PERIPHERIE DE NIAMEY	40,2	59,8	100
Ensemble rural	38,1	61,9	100

Tableau 62 : Répartition des ménages (en %) selon la classe d'insécurité alimentaire et le type de semences disponibles

	Type de semences					
Classe insécurité alimentaire	**Mil (%)**	**Sorgho (%)**	**Maïs (%)**	**Niébé (%)**	**Blé (%)**	**Riz (%)**
Sévère	88,8	39,8	3,6	33,9	0,0	0,8
Modérée	94,9	50,1	7,3	37,2	1,8	5,7
A risque	95,6	49,1	10,4	42,7	2,0	4,5
En sécurité	96,5	58,2	12,7	53,6	2,8	6,3
Ensemble rural	**96,1**	**54,9**	**11,5**	**49,0**	**2,5**	**5,7**

Tableau 63 : Proportion des ménages par région selon la disponibilité des semences

Région	Disposez-vous d'un stock de semence pour la prochaine campagne pluviale		
	Oui (%)	Non (%)	Total (%)
Agadez	2,7	97,3	100
Diffa	24,6	75,4	100
Dosso	48,8	51,2	100
Maradi	38,0	62,0	100
Tahoua	37,4	62,6	100
Tillabéri	36,9	63,1	100
Zinder	40,7	59,3	100
Niamey périphérie	40,2	59,8	100
National	**38,1**	**61,9**	**100**

Tableau 64 : Proportion (%) des enfants âgés de 6 à 8 mois selon l'alimentation de complément les dernières 24 heures avant l'enquête par région

Région	n'a pas reçu de complément (%)	a reçu un complément (%)	TOTAL (%)
Agadez	34,9	65,1	100
Diffa	17,8	82,2	100
Dosso	39,5	60,5	100
Maradi	25,2	74,8	100
Tahoua	32,7	67,3	100
Tillabér	26,6	73,4	100
Zinder	24,5	75,5	100
Niamey	16,0	84,0	100
National	**28,4**	**71,6**	**100**

Tableau 65 : Proportion (%) des enfants âgés de 6 à 8 mois selon l'alimentation de complément les dernières 24 heures avant l'enquête par département

Départements	n'a pas reçu de complément %)	a reçu un complément (%)	Total (%)
TCHIROZERINE	8,8	91,2	100
ARLIT	40,1	59,9	100
BILMA	100,0	-	100
IFEROUANE	-	100	100
INGALL	54,1	45,9	100
ADERBISSINAT	35,4	64,6	100
DIFFA	-	100	100
MAINE-SOROA	13,1	86,9	100
N'GUIGMI	36,0	64,0	100
N'GOURTI	-	100	100
BOSSO	32,7	67,3	100
GOUDOUMARIA	78,1	21,9	100
BOBOYE	17,3	82,7	100
DIOUNDIOU	59,4	40,6	100
DOGONDOUTCHI	61,1	38,9	100
DOSSO	73,7	26,3	100
FALMEY	23,8	76,2	100
GAYA	28,2	71,8	100
LOGA	14,6	85,4	100
TIBIRI (DOUTCHI)	39,7	60,3	100
AGUIE	34,8	65,2	100
BERMO	56,6	43,4	100
DAKORO	12,5	87,5	100
GAZAOUA	53,3	46,7	100
GUIDAN-ROUMDJI	9,5	90,5	100
MADAROUNFA	33,3	66,7	100
MAYAHI	45,0	55,0	100
TESSAOUA	14,9	85,1	100
ABALAK	40,2	59,8	100
BAGAROUA	28,1	71,9	100
BIRNI N'KONNI	17,8	82,2	100
BOUZA	50,9	49,1	100
ILLELA	20,4	79,6	100
KEITA	26,3	73,7	100
MADAOUA	47,8	52,2	100
MALBAZA	11,2	88,8	100
TAHOUA	22,2	77,8	100
TASSARA	22,4	77,6	100
TCHINTABARADEN	71,7	28,3	100
TILLIA	48,6	51,4	100
ABALA	29,0	71,0	100
AYEROU	43,8	56,2	100
BALLEYARA	9,9	90,1	100
BANIBANGOU	59,2	40,8	100

Départements	n'a pas reçu de complément %)	a reçu un complément (%)	Total (%)
BANKILARE	31,0	69,0	100
FILINGUE	21,5	78,5	100
GOTHEYE	30,2	69,8	100
KOLLO	28,3	71,7	100
OUALLAM	43,2	56,8	100
SAY	-	100	100
TERA	8,9	91,1	100
TILLABERI	17,5	82,5	100
TORODI	23,6	76,4	100
BELBEDJI	23,0	77,0	100
DAMAGARAM TAKAYA	21,4	78,6	100
DUNGASS	20,6	79,4	100
GOURE	-	100	100
KANTCHE	31,0	69,0	100
MAGARIA	1,5	98,5	100
MIRRIAH	22,7	77,3	100
TAKEITA	45,7	54,3	100
TANOUT	64,6	35,4	100
PERIPHERIE DE NIAMEY	16,0	84,0	100
National	**28,4**	**71,6**	**100**

Tableau 66 : Proportion des enfants de 6 à 24 mois selon la diversité alimentaire par région en milieu rural (en %)

		score de diversification alimentaire		Total
		Diversité faible	Diversité normale	
Région	Agadez	78,4	21,6	100
	Diffa	65,7	34,3	100
	Dosso	81,4	18,6	100
	Maradi	82,5	17,5	100
	Tahoua	82,2	17,8	100
	Tillabéri	81,4	18,6	100
	Zinder	72,9	27,1	100
	Niamey	65,6	34,4	100
National		**79,0**	**21,0**	**100**

Tableau 67 : Proportion de ménages par département selon la classe du score de consommation Alimentaire (%)

département	Classes du score de consommation alimentaire			Total
	Pauvre (%)	Limite (%)	Acceptable (%)	
TCHIROZERINE	34	13	53	100
ARLIT	11	14	76	100
BILMA	12	7	81	100
IFEROUANE	19	16	65	100
INGALL	3	7	90	100
ADERBISSINAT	0	0	100	100
DIFFA	4	11	86	100
MAINE-SOROA	11	8	82	100
N'GUIGMI	25	21	54	100
N'GOURTI	2	4	94	100
BOSSO	16	19	65	100
GOUDOUMARIA	25	30	45	100
BOBOYE	29	27	44	100
DIOUNDIOU	23	28	49	100
DOGONDOUTCHI	14	20	66	100
DOSSO	12	27	60	100
FALMEY	45	27	28	100
GAYA	25	33	42	100
LOGA	50	29	21	100
TIBIRI (DOUTCHI)	24	35	41	100
AGUIE	28	26	46	100
BERMO	14	20	66	100
DAKORO	19	24	58	100
GAZAOUA	16	23	61	100
GUIDAN-ROUMDJI	28	25	47	100
MADAROUNFA	27	29	45	100
MAYAHI	20	22	58	100
TESSAOUA	13	18	68	100
ABALAK	21	20	60	100
BAGAROUA	24	22	55	100
BIRNI N'KONNI	8	9	83	100
BOUZA	32	28	40	100
ILLELA	17	18	64	100
KEITA	25	26	49	100
MADAOUA	17	14	69	100
MALBAZA	9	33	57	100
TAHOUA	31	30	39	100
TASSARA	19	6	75	100
TCHINTABARADEN	16	42	42	100
TILLIA	33	20	47	100
ABALA	32	20	48	100
AYEROU	6	7	87	100
BALLEYARA	44	24	32	100

département	Classes du score de consommation alimentaire			Total
	Pauvre (%)	Limite (%)	Acceptable (%)	
BANIBANGOU	46	24	31	100
BANKILARE	44	21	35	100
FILINGUE	27	24	49	100
GOTHEYE	41	22	36	100
KOLLO	27	27	46	100
OUALLAM	57	24	20	100
SAY	16	24	61	100
TERA	21	20	59	100
TILLABERI	15	20	64	100
TORODI	8	22	70	100
BELBEDJI	14	24	62	100
DAMAGARAM TAKAYA	16	29	56	100
DUNGASS	34	27	39	100
GOURE	15	20	65	100
KANTCHE	19	26	55	100
MAGARIA	31	29	40	100
MIRRIAH	16	31	53	100
TAKEITA	26	33	41	100
TANOUT	40	36	24	100
TESKER	27	25	48	100
PERIPHERIE DE NIAMEY	9	20	71	100
Niger rural	**23**	**24**	**52**	**100**

Tableau 68 : Proportion de ménages par département selon la classe du score de diversité alimentaire au niveau ménage (en %)

département	Classe de diversité alimentaire au niveau ménage			Total (%)
	<= 3 groupes d'aliments (%)	4 et 5 groupes d'aliments (%)	>= 6 groupes d'aliments (%)	
TCHIROZERINE	41.8	50.8	7.4	100
ARLIT	8.6	42.2	49.3	100
BILMA	13.4	32.8	53.8	100
IFEROUANE	26.8	68.8	4.3	100
INGALL	3.1	60.4	36.6	100
ADERBISSINAT	4.7	70.1	25.2	100
DIFFA	3.6	45.7	50.7	100
MAINE-SOROA	10.1	49.3	40.6	100
N'GUIGMI	24.5	49.1	26.5	100
N'GOURTI	3.6	85.4	11.0	100
BOSSO	40.4	41.7	17.8	100
GOUDOUMARIA	24.1	49.0	26.9	100
BOBOYE	43.3	41.1	15.6	100
DIOUNDIOU	33.8	45.7	20.5	100
DOGONDOUTCHI	19.7	50.2	30.1	100
DOSSO	37.3	37.0	25.7	100
FALMEY	54.9	29.8	15.4	100
GAYA	34.6	48.6	16.8	100
LOGA	54.7	36.1	9.2	100
TIBIRI (DOUTCHI)	41.2	31.5	27.3	100
AGUIE	35.3	44.0	20.7	100
BERMO	18.9	57.0	24.0	100
DAKORO	25.7	44.2	30.0	100
GAZAOUA	25.6	45.7	28.7	100
GUIDAN-ROUMDJI	33.5	46.9	19.6	100
MADAROUNFA	35.8	34.8	29.4	100
MAYAHI	38.8	35.3	25.9	100
TESSAOUA	26.5	45.0	28.5	100
ABALAK	26.4	56.3	17.3	100
BAGAROUA	44.4	40.8	14.9	100
BIRNI N'KONNI	8.8	58.9	32.4	100
BOUZA	42.7	44.7	12.6	100
ILLELA	34.2	53.2	12.6	100
KEITA	30.7	50.1	19.2	100
MADAOUA	30.4	50.9	18.7	100
MALBAZA	10.2	59.9	29.8	100
TAHOUA	34.4	57.6	8.0	100
TASSARA	25.2	68.1	6.8	100
TCHINTABARADEN	22.1	47.6	30.4	100
TILLIA	36.2	44.6	19.2	100
ABALA	32.5	50.9	16.6	100

département	Classe de diversité alimentaire au niveau ménage			Total (%)
	<= 3 groupes d'aliments (%)	4 et 5 groupes d'aliments (%)	>= 6 groupes d'aliments (%)	
AYEROU	4.9	29.7	65.4	100
BALLEYARA	51.3	30.1	18.6	100
BANIBANGOU	47.0	43.6	9.4	100
BANKILARE	68.1	24.6	7.3	100
FILINGUE	33.6	39.4	27.0	100
GOTHEYE	52.9	39.6	7.4	100
KOLLO	29.2	49.4	21.4	100
OUALLAM	60.0	30.3	9.7	100
SAY	22.6	55.4	21.9	100
TERA	29.3	47.2	23.6	100
TILLABERI	15.9	51.9	32.2	100
TORODI	10.1	44.7	45.2	100
BELBEDJI	12.2	54.5	33.3	100
DAMAGARAM	18.4	68.3	13.2	100
DUNGASS	43.0	43.6	13.4	100
GOURE	21.2	49.8	29.0	100
KANTCHE	31.5	56.9	11.6	100
MAGARIA	45.0	43.0	12.0	100
MIRRIAH	33.0	44.3	22.7	100
TAKEITA	37.7	52.5	9.8	100
TANOUT	38.2	50.7	11.1	100
TESKER	14.6	80.0	5.4	100
PERIPHERIE DE NIAMEY	14.3	42.6	43.1	**100**
Niger rural	**31.9**	**46.9**	**21.2**	**100**

Tableau 69 : Proportion des ménages par département selon le type de stratégie développée (%)

département	ont développé au moins une stratégie de stress (%)	ont développé au moins une stratégie de crise (%)	ont développé au moins une stratégie d'urgence (%)
TCHIROZERINE	4.1	19.2	5.0
ARLIT	7.4	21.3	2.0
BILMA	8.9	5.2	6.9
IFEROUANE	4.9	18.8	35.3
INGALL	1.2	8.9	46.6
ADERBISSINAT	0.2	89.2	2.2
DIFFA	4.2	14.7	42.3
MAINE-SOROA	3.2	47.9	15.3
N'GUIGMI	4.5	18.2	12.0
N'GOURTI	0.5	14.4	39.4
BOSSO	6.1	15.4	21.1
GOUDOUMARIA	3.0	44.7	33.3
BOBOYE	2.9	22.1	9.4
DIOUNDIOU	7.4	28.4	24.6
DOGONDOUTCHI	6.4	11.8	18.7
DOSSO	0.2	7.1	24.4
FALMEY	7.8	20.2	27.4
GAYA	5.0	15.0	14.2
LOGA	7.1	20.4	12.1
TIBIRI (DOUTCHI)	17.0	17.8	13.6
AGUIE	3.3	7.8	25.3
BERMO	2.1	27.2	18.1
DAKORO	3.0	12.1	14.4
GAZAOUA	6.9	17.9	37.8
GUIDAN-ROUMDJI	8.0	22.3	15.6
MADAROUNFA	5.3	15.8	23.8
MAYAHI	16.5	23.1	30.6
TESSAOUA	3.3	23.0	15.4
ABALAK	6.7	39.6	17.8
BAGAROUA	4.8	26.7	28.2
BIRNI N'KONNI	12.4	6.6	28.0
BOUZA	13.0	14.0	16.0
ILLELA	7.6	24.1	16.8
KEITA	9.6	11.7	22.0
MADAOUA	7.5	9.6	11.5
MALBAZA	3.3	6.3	4.6
TAHOUA	13.3	12.9	8.6
TASSARA	1.4	18.9	4.2
TCHINTABARADEN	1.3	41.1	26.2
TILLIA	8.4	25.5	27.9
ABALA	12.1	13.4	18.7
AYEROU	6.1	15.2	49.6

département	ont développé au moins une stratégie de stress (%)	ont développé au moins une stratégie de crise (%)	ont développé au moins une stratégie d'urgence (%)
BALLEYARA	12.7	8.0	17.8
BANIBANGOU	17.6	15.4	36.3
BANKILARE	7.0	5.7	8.0
FILINGUE	4.7	26.0	35.7
GOTHEYE	15.2	25.4	16.2
KOLLO	6.9	23.7	15.5
OUALLAM	8.6	11.6	33.7
SAY	2.6	18.1	13.5
TERA	4.1	12.9	17.9
TILLABERI	5.8	10.5	21.1
TORODI	4.3	30.9	28.3
BELBEDJI	18.8	28.6	30.2
DAMAGARAM TAKAYA	7.2	27.3	33.5
DUNGASS	4.2	19.1	24.6
GOURE	0.0	21.2	29.0
KANTCHE	3.5	12.3	30.4
MAGARIA	6.3	11.9	13.9
MIRRIAH	5.5	14.8	21.3
TAKEITA	3.9	28.5	14.8
TANOUT	2.5	26.0	8.2
TESKER	0.0	18.7	62.7
PERIPHERIE DE NIAMEY	1.0	9.8	17.1
Niger rural	**6.6**	**18.2**	**20.0**

Tableau 70 : Proportion (%) de ménages par département selon la classe de la part de leurs dépenses alimentaires

DEPARTEMENT	Part des dépenses alimentaires en classe				Ensemble (%)
	Faible (<50**%)**	Moyenne (50% à 65%)	Elevée (65% à 75%)	Très élevée (75 à 100%)	
TCHIROZERINE	4,6	4,7	7,8	82,9	100
ARLIT	5,9	4,6	9,6	80,0	100
BILMA	3,2	1,5	8,4	86,9	100
IFEROUANE	0,3	0,0	0,9	98,8	100
INGALL	0,9	7,7	8,8	82,6	100
ADERBISSINAT	0,0	1,5	1,9	96,7	100
DIFFA	6,9	7,4	15,6	70,2	100
MAINE-SOROA	7,5	11,4	18,7	62,4	100
N'GUIGMI	2,7	5,9	7,9	83,5	100
N'GOURTI	14,2	2,7	6,0	77,0	100
BOSSO	12,3	8,5	11,6	67,5	100
GOUDOUMARIA	9,5	14,9	17,4	58,2	100
BOBOYE	24,9	13,5	11,6	50,1	100
DIOUNDIOU	20,4	13,3	10,6	55,8	100
DOGONDOUTCHI	28,4	15,2	14,6	41,8	100
DOSSO	15,0	13,6	14,9	56,5	100
FALMEY	18,3	11,3	11,9	58,4	100
GAYA	24,2	17,0	13,6	45,2	100
LOGA	11,1	9,9	10,9	68,1	100
TIBIRI (DOUTCHI)	35,1	12,4	12,2	40,4	100
AGUIE	13,2	5,7	17,2	64,0	100
BERMO	10,0	10,0	12,2	67,8	100
DAKORO	19,1	20,4	17,3	43,3	100
GAZAOUA	9,2	8,8	14,3	67,7	100
GUIDAN-ROUMDJI	12,5	17,0	15,6	54,9	100
MADAROUNFA	34,2	18,1	23,4	24,4	100
MAYAHI	25,6	18,6	17,6	38,2	100
TESSAOUA	34,2	13,2	14,1	38,5	100
ABALAK	20,6	12,4	13,4	53,5	100
BAGAROUA	35,6	12,0	13,5	38,9	100
BIRNI N'KONNI	42,9	11,9	12,4	32,8	100
BOUZA	24,5	17,3	16,3	41,9	100
ILLELA	29,0	10,5	13,7	46,8	100
KEITA	21,6	14,8	11,8	51,8	100
MADAOUA	22,2	24,0	16,2	37,7	100
MALBAZA	38,7	23,1	18,1	20,1	100
TAHOUA	16,4	9,5	12,0	62,1	100
TASSARA	8,6	7,2	10,1	74,1	100
TCHINTABARADEN	7,1	4,9	7,2	80,9	100
TILLIA	29,2	14,8	14,1	41,9	100
ABALA	20,7	17,9	12,9	48,5	100
AYEROU	9,3	19,5	14,3	56,9	100
BALLEYARA	21,8	11,8	10,5	55,8	100

DEPARTEMENT	Part des dépenses alimentaires en classe				Ensemble (%)
	Faible (<50**%)**	Moyenne (50% à 65%)	Elevée (65% à 75%)	Très élevée (75 à 100%)	
BANIBANGOU	13,5	8,1	11,5	67,0	100
BANKILARE	44,9	12,8	9,7	32,6	100
FILINGUE	27,7	15,2	10,6	46,5	100
GOTHEYE	27,0	9,6	13,6	49,7	100
KOLLO	27,0	11,1	8,9	53,0	100
OUALLAM	23,5	10,7	12,5	53,3	100
SAY	25,1	20,4	14,8	39,7	100
TERA	21,5	10,9	14,0	53,6	100
TILLABERI	12,1	14,3	16,5	57,1	100
TORODI	14,2	14,5	15,4	56,0	100
BELBEDJI	19,4	8,9	13,3	58,4	100
DAMAGARAM TAKAYA	16,7	18,4	16,4	48,5	100
DUNGASS	20,1	8,3	11,2	60,4	100
GOURE	12,2	17,6	0,0	70,2	100
KANTCHE	14,2	10,9	20,8	54,1	100
MAGARIA	20,3	12,7	11,6	55,3	100
MIRRIAH	21,2	15,1	16,0	47,7	100
TAKEITA	21,7	14,5	14,8	49,0	100
TANOUT	3,8	13,0	14,4	68,8	100
TESKER	13,9	0,0	8,3	77,8	100
PERIPHERIE DE NIAMEY	14,3	13,1	12,3	60,3	100
ENSEMBLE RURAL	**20,7**	**13,7**	**13,9**	**51,7**	**100**

Tableau 71 : Proportion des villages selon les mois pendant lesquels la vente de la production céréalière est la plus importante (%)

	Agadez	Diffa	Dosso	Maradi	Tahoua	Tillabéri	Zinder	Niamey	Ensemble-Niger
Février	2,5	1,4	3,3	1,2	1,7	2,6	2,0	-	2,1
Mars	2,5	-	-	-	2,1	3,0	1,0	-	1,3
Avril	-	2,7	3,3	1,2	2,5	1,3	1,5	-	1,9
Mai	5,0	2,7	8,6	3,5	6,2	3,4	1,0	33,3	4,5
Juin	-	13,5	6,6	3,5	7,1	2,6	1,5	-	4,6
Juillet	-	4,1	,7	5,8	2,9	,9	2,0	16,7	2,5
Aout	-	2,7	-	2,3	-	8,2	2,5	-	2,7
Septembre	15,0	1,4	2,6	3,5	4,1	2,6	2,5	-	3,4
Octobre	32,5	29,7	42,	23,1	19,9	30,6	24,8	50,0	27,8
Novembre	7,5	13,5	11,	31,2	33,2	28,0	21,8	-	24,4
Décembre	25,0	13,5	19,	23,1	16,2	12,1	29,2	-	19,3
Janvier	10,0	14,9	1,3	1,7	4,1	4,7	10,4	-	5,5
National	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

Tableau 72 : **(Projection pour le mois de mai 2015)** Prévalence de l'insécurité alimentaire en milieu rural par département **(sans les départements de la région de Diffa)**

Département	Sévère		Modérée		A risque		En sécurité		Total	
	Pop	%	Pop	%	Pop	%	Pop	%	Pop	%
TCHIROZERINE	8.481	5,9	8.894	6,2	48.527	33,6	78.582	54,4	144.484	100
ARLIT	3.339	3,1	4.103	3,8	21.892	20,4	77.820	72,6	107.154	100
BILMA	119	,7	242	1,4	3.541	20,7	13.222	77,2	17.124	100
IFEROUANE	8.445	24,1	5.447	15,5	5.428	15,5	15.783	45,0	35.103	100
INGALL	4.573	8,2	1.756	3,1	4.155	7,4	45.437	81,3	55.921	100
ADERBISSINAT	-	0,0	-	0,0	245	,7	35.463	99,3	35.708	100
BOBOYE	23.210	8,7	21.598	8,1	87.566	32,8	134.318	50,4	266.692	100
DIOUNDIOU	10.760	9,2	10.445	8,9	32.004	27,3	63.939	54,6	117.148	100
DOGONDOUTCHI	31.143	8,0	31.614	8,1	85.824	22,0	241.383	61,9	389.964	100
DOSSO	-	0,0	8.929	1,9	153.204	33,4	296.828	64,7	458.961	100
FALMEY	22.232	20,4	10.611	9,7	37.608	34,5	38.686	35,4	109.137	100
GAYA	23.159	8,3	21.460	7,7	102.067	36,5	132.856	47,5	279.542	100
LOGA	14.394	7,5	15.562	8,1	107.370	55,8	55.005	28,6	192.331	100
TIBIRI	19.641	6,9	15.756	5,6	106.303	37,6	140.944	49,9	282.644	100
AGUIE	30.440	12,6	23.594	9,8	69.047	28,7	117.578	48,9	240.659	100
BERMO	1.748	3,1	2.731	4,8	5.504	9,8	46.447	82,3	56.430	100
DAKORO	45.320	6,6	47.397	6,9	132.424	19,4	457.448	67,0	682.589	100
GAZAOUA	45.823	23,0	22.544	11,3	25.724	12,9	104.901	52,7	198.992	100
GUIDAN-ROUMDJI	77.073	13,6	46.338	8,2	157.506	27,7	286.996	50,5	567.913	100
MADAROUNFA	63.191	12,5	25.793	5,1	108.703	21,5	307.068	60,8	504.755	100
MAYAHI	99.395	16,8	20.871	3,5	194.567	32,8	277.556	46,9	592.389	100
TESSAOUA	71.797	13,0	42.030	7,6	105.430	19,0	334.361	60,4	553.618	100
ABALAK	60.005	19,2	38.613	12,4	65.025	20,8	148.460	47,6	312.103	100
BAGAROUA	18.652	24,0	11.894	15,3	16.148	20,8	30.942	39,9	77.636	100
BIRNI N'KONNI	63.600	18,9	10.048	3,0	33.082	9,8	229.130	68,2	335.860	100
BOUZA	79.533	16,4	55.507	11,5	177.482	36,7	171.060	35,4	483.582	100
ILLELA	43.602	12,1	43.895	12,2	81.103	22,5	192.455	53,3	361.055	100
KEITA	59.395	16,5	29.118	8,1	132.820	37,0	137.955	38,4	359.288	100
MADAOUA	60.132	10,1	52.713	8,9	132.560	22,3	348.019	58,6	593.424	100
MALBAZA	3.228	1,3	24.074	9,5	100.048	39,5	125.671	49,7	253.021	100
TAHOUA	56.243	11,1	30.780	6,1	266.233	52,8	151.166	30,0	504.422	100
TASSARA	450	1,6	311	1,1	3.791	13,4	23.770	83,9	28.322	100
TCHINTABARADEN	15.422	9,2	10.468	6,3	23.526	14,1	117.837	70,5	167.253	100
TILLIA	13.712	30,5	8.947	19,9	6.243	13,9	16.028	35,7	44.930	100
ABALA	20.074	13,6	14.793	10,0	43.036	29,1	69.763	47,2	147.666	100
AYEROU	8.471	14,3	3.110	5,2	6.844	11,5	40.834	68,9	59.259	100
BALLEYARA	17.001	15,0	11.937	10,5	55.304	48,8	28.973	25,6	113.215	100
BANIBANGOU	31.117	45,8	3.644	5,4	16.109	23,7	17.066	25,1	67.936	100
BANKILARE	265	,3	1.100	1,2	33.626	36,7	56.673	61,8	91.664	100
FILINGUE	70.640	21,6	32.073	9,8	89.957	27,6	133.763	41,0	326.433	100
GOTHEYE	60.910	23,4	16.431	6,3	120.772	46,5	61.638	23,7	259.751	100
KOLLO	56.267	11,5	25.713	5,3	183.902	37,7	221.661	45,5	487.543	100

Département	Sévère		Modérée		A risque		En sécurité		Total	
	Pop	**%**	**Pop**	**%**	**Pop**	**%**	**Pop**	**%**	**Pop**	**%**
OUALLAM	112.262	32,5	35.089	10,2	122.796	35,5	75.439	21,8	345.586	100
SAY	4.599	2,4	9.780	5,2	44.853	23,7	130.186	68,7	189.418	100
TERA	71.834	19,8	30.203	8,3	90.471	24,9	171.026	47,0	363.534	100
TILLABERI	10.741	5,0	18.915	8,9	46.507	21,8	136.690	64,2	212.853	100
TORODI	9.773	5,0	8.592	4,4	33.712	17,1	144.955	73,6	197.032	100
BELBEDJI	6.054	5,8	6.546	6,3	13.333	12,7	78.688	75,2	104.621	100
DAMAGARAM TAKAYA	45.279	17,1	14.773	5,6	71.433	27,0	133.036	50,3	264.521	100
DUNGASS	22.748	5,8	33.921	8,6	141.050	35,7	197.038	49,9	394.757	100
GOURE	91.872	25,6	21.054	5,9	24.692	6,9	220.702	61,6	358.320	100
KANTCHE	47.682	11,1	35.637	8,3	108.509	25,2	238.294	55,4	430.122	100
MAGARIA	96.250	15,3	57.578	9,2	253.303	40,3	221.288	35,2	628.419	100
MIRRIAH	84.630	13,0	59.874	9,2	182.828	28,1	324.369	49,8	651.701	100
TAKEITA	13.688	5,1	23.684	8,8	97.824	36,2	135.149	50,0	270.345	100
TANOUT	61.060	13,1	77.699	16,6	166.478	35,6	162.066	34,7	467.303	100
TESKER	12.225	28,3	3.330	7,7	3.108	7,2	24.501	56,8	43.164	100
PERIPHERIE DE NIAMEY	6.095	12,2	3.044	6,1	9.473	19,0	31.317	62,7	49.929	100
Ensemble Rural	2.039.794	12,8	1.252.603	7,9	4.592.620	28,8	8.050.229	50,5	15.935.246	100

LISTE DE PERSONNES AYANT PARTICIPE A LA REDACTION DE CE RAPPORT

Oumarou Habi, *INS*

Souleymane Alzouma, *INS*

Abdou Maïna, *INS*

Ibrahim Maâzou, *INS*

Moctar Habou Kalla, *INS*

Moumouni Alzouma, *INS*

Assad Hassane Bori, *INS*

Mahamadou Alzouma, *INS*

Mme Ousseini Mariama, *CC/SAP/PC*

Adamou Nafoga, *CC/SAP/PC*

Hassimou Issa, *CC/SAP/PC*

Oumarou Amadou, *CC/SAP/PC*

Mme Foukori Fati, *CC/SAP/PC*

Adamou Oumarou, *CC/SAP/PC*

Mahamane Bohari Barmou Batouré, *CC/SAP/PC*

Amadou Djibo Hamani, *CCA/GC*

Boubacar Idrissa Kountché, *PAM*

Salifou Sanda Ousmane, *PAM*

Yacouba Hama Abdou, *FewsNet*

Salifou Souley, Save the children